

O
BSERVATOIRE
DE LA CULTURE ET
DES COMMUNICATIONS
DU QUÉBEC



Statistiques sur
l'industrie du film

édition 2004

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Cette publication a été élaborée à l'initiative et sous la
supervision de l'Institut de la statistique du Québec, avec
la collaboration de la Cinémathèque québécoise, de
la Régie du cinéma, et de la Société de développement
des entreprises culturelles.

Cette édition a été produite par
l'Institut de la statistique du Québec.

Les Publications du Québec en assurent la diffusion.
1500-D, boul. Charest Ouest, 1^{er} étage
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
3^e trimestre 2004
ISBN 2-551-22536-1

© Gouvernement du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse de
l'Institut de la statistique du Québec.

Juillet 2004



AVANT-PROPOS

Voici l'édition 2004 de la publication *Statistiques sur l'industrie du film*. Cette publication statistique apporte un éclairage particulier sur cette industrie dont l'évolution a été fulgurante au cours des vingt-cinq dernières années avec l'apparition de nouvelles technologies, tant au niveau de la production que de la diffusion.

Tout comme les éditions précédentes, *Statistiques sur l'industrie du film, édition 2004* ne contient que les indicateurs principaux. Ainsi, toutes les données disponibles font l'objet d'une publication séparée.

Le premier objectif de cette publication demeure la présentation d'un bilan statistique de l'industrie du film au Québec, et les nombreux tableaux qu'elle contient, portant sur les cinq dernières années, permettent de suivre l'évolution de l'industrie. Quant à sa présentation, elle vise à en simplifier la consultation et à la rendre agréable et pratique. La publication présente d'abord les données relatives à la production cinématographique, puis le financement de ces productions et les résultats de la distribution. Viennent ensuite les données sur l'infrastructure, les résultats de l'exploitation et de la diffusion jusqu'à l'ultime étape de la vie d'un film, c'est-à-dire sa conservation. On y trouvera également des comparaisons avec l'industrie cinématographique d'autres pays. De plus, cette année, la publication présente pour la première fois des résultats concernant les artisans de l'industrie du film.

Cet ouvrage est le fruit de la collaboration de nombreux partenaires dont s'est entouré l'Institut de la statistique du Québec, l'instigateur et le coordonnateur du projet : la Régie du cinéma ainsi que la Cinémathèque québécoise participent à la planification du contenu et fournissent les données statistiques, alors que la Société de développement des entreprises culturelles collabore à l'analyse et à l'interprétation des statistiques. Tous ont participé à sa rédaction à titre de rédacteur ou de corédacteur.

Les concepteurs de cet ouvrage souhaitent que les lecteurs aient autant de plaisir à le consulter qu'ils en ont eu à le réaliser.

Le directeur général,

Yvon Fortin

Cette publication a été
réalisée par :

Benoit Allaire, responsable de projets
Denis Chalifour, technicien en administration
Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec

Sous la direction de :

Dominique Jutras, responsable de projets
Société de développement des entreprises culturelles

Serge Bernier, directeur
Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec

Ont apporté leur précieuse collaboration :

Jean-Pierre Gagnon, Régie du cinéma
Marielle Audet, Société de développement des
entreprises culturelles
Carole Line Robert et Pierre Jutras, Cinémathèque québécoise
Geneviève Laplante, pour la révision linguistique
Institut de la statistique du Québec
Sylvie Vallières, pour les figures
Institut de la statistique du Québec
Claudette D'Anjou, pour la mise en page
Institut de la statistique du Québec

Remerciements :

Nous tenons à remercier chaleureusement l'Association des
propriétaires de cinémas et ciné-parcs du Québec pour leur
collaboration enthousiaste à l'enquête auprès des cinémas et
ciné-parcs.

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication :

Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2414
Télécopieur : (418) 643-4129

Photo de la couverture :

Les Invasions barbares
de Denys Arcand
Photo : Attila Dory

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou pourcentage
n	Nombre
..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
—	Néant ou zéro
—	Donnée infime

x	Donnée confidentielle
e	Donnée estimée
r	Donnée révisée
k	Millier
M	Million



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1	La production cinématographique	11
CHAPITRE 2	Le financement.....	21
CHAPITRE 3	Le classement des films	35
CHAPITRE 4	La distribution	43
CHAPITRE 5	L'infrastructure d'exploitation	47
CHAPITRE 6	Les résultats d'exploitation.....	57
CHAPITRE 7	Les autres marchés du film	73
CHAPITRE 8	Les artisans	79
CHAPITRE 9	La conservation	93
CHAPITRE 10	Le cinéma dans le monde.....	103
CHAPITRE 11	Les mesures fiscales relatives à l'industrie du film	109

Liste des tableaux

Chapitre 1

Tableau 1.1
Nombre de longs métrages
produits, selon le principal
marché, Québec, 1999-2003 12

Tableau 1.2
Nombre de longs métrages
produits, selon le marché et le
genre, Québec, 2002 et 2003 13

Tableau 1.3
Nombre de productions
considérées comme le premier
long métrage d'un cinéaste,
selon le marché, Québec,
1999-2003 13

Tableau 1.4
Nombre de longs métrages
produits, selon le format,
le marché et le genre,
Québec, 2002 et 2003 13

Tableau 1.5
Nombre de longs métrages
produits, selon la langue,
Québec, 1999-2003 14

Tableau 1.6
Répartition des productions
entièrement québécoises
et des coproductions,
Québec, 1999-2003 15

Tableau 1.7
Répartition des productions
entièrement québécoises
et des coproductions,
Québec, 1999-2003 16

Tableau 1.8
Nombre de productions et
de coproductions de longs
métrages destinés aux cinémas,
Québec, 1999-2003 16

Tableau 1.9
Répartition des productions et
des coproductions de longs
métrages destinés au cinéma,
Québec, 1999-2003 16

Tableau 1.10
Nombre de productions et de
coproductions de longs métrages
destinés à la télévision,
Québec, 1999-2003 17

Tableau 1.11
Répartition des productions
et des coproductions de longs
métrages destinés à la
télévision, Québec,
1999-2003 17

Tableau 1.12
Nombre de productions et
de coproductions, selon le
principal marché, Québec,
2002 et 2003 17

Chapitre 2

Tableau 2.1
Nombre de productions et valeur
totale du financement, selon
le type de production,
Québec, 2000-2001,
2001-2002 et 2002-2003 23

Tableau 2.2
Sources de financement des
productions ayant obtenu une
décision préalable favorable,
selon le type de production,
Québec, 2002-2003 24

Tableau 2.3
Répartition des sources de
financement, selon le type
de production, Québec,
2002-2003 24

Tableau 2.4
Financement public, selon
le type de production,
Québec, 2002-2003 30

Tableau 2.5
Financement public et total,
Québec, 1998-1999 à
2002-2003 31

Tableau 2.6
Structure de financement, selon
le type de production, Québec,
2002-2003 33

Chapitre 3

Tableau 3.1
Nombre de films classés,
Québec, 1999-2003 36

Tableau 3.2
Nombre de films classés,
destinés à être présentés
en public, selon la catégorie
de classement, Québec,
2003 38

Tableau 3.3
Nombre de films classés,
destinés à être présentés
en public, selon la langue,
Québec, 2003 39

Tableau 3.4
Nombre de films classés,
destinés au visionnement
privé, selon la catégorie de
classement, Québec, 2003 40

Tableau 3.5
Nombre de films classés,
destinés au visionnement
privé, selon la langue,
Québec, 2003 41

Tableau 3.6
Répartition des films en
exploitation, selon le pays
d'origine, Québec,
1999-2003 42

Chapitre 4

Tableau 4.1
Nombre de distributeurs titulaires
d'un permis général, par tranche
de revenus, selon le marché,
Québec, 2003 45

Tableau 4.2
Résultats d'exploitation des
cinémas et des ciné-parcs,
selon la catégorie de permis
du distributeur, Québec,
2003 46

Chapitre 5

Tableau 5.1
Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 1999-2003, au 31 décembre 48

Tableau 5.2
Répartition des établissements et des écrans en fonction de leurs propriétaires, Québec, 31 décembre 2003 49

Tableau 5.3
Répartition des établissements selon le nombre d'écrans en activité, Québec, 25 février 2004 50

Tableau 5.4
Nombre annuel moyen d'établissements, d'écrans et de fauteuils, Québec, 1999-2003 52

Tableau 5.5
Nombre total de salles de cinéma et de fauteuils, Québec, 1985-2003 53

Tableau 5.6
Nombre et caractéristiques des cinémas et des ciné-parcs, par région administrative, Québec, 1999-2003 54

Tableau 5.7
Nombre d'établissements et d'écrans par 100 000 habitants selon la région administrative, Québec, 1999-2003 56

Chapitre 6

Tableau 6.1
Évolution de l'assistance, du nombre de projections, du prix d'entrée moyen et du nombre de fauteuils disponibles, salles de cinéma, Québec, 1985-2003 58

Tableau 6.2
Projections selon la langue et la catégorie de classement de film, Québec, 1999-2003 59

Tableau 6.3
Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 1999-2003 61

Tableau 6.4
Recettes selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 1999-2003 63

Tableau 6.5
Assistance, recettes et projections, selon le pays d'origine des films, Québec, 2003 64

Tableau 6.6
Assistance, recettes et projections dans les cinémas, par région administrative, Québec, 2003 66

Tableau 6.7
Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et ciné-parcs, selon la catégorie, Québec, 1999-2003 67

Tableau 6.8
Best-sellers sur le marché québécois, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2003 69

Tableau 6.9
Best-sellers sur le marché québécois, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2003 70

Tableau 6.10
Best-sellers sur le marché québécois, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2003 71

Tableau 6.11
Best-sellers cinématographiques québécois, en ordre décroissant de l'assistance, Québec, du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2003 72

Chapitre 7

Tableau 7.1
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité, Québec, de 1999 à 2003 74

Tableau 7.2
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon la taille de l'inventaire de vidéo-cassettes et de DVD, Québec, de 1999 à 2003 74

Tableau 7.3
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, par région administrative, Québec, 2003 74

Tableau 7.4
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon la taille de l'inventaire de vidéocassettes et de DVD, par région administrative, Québec, 2003 75

Tableau 7.5
Commercialisation des films et des programmes télévisés sur support vidéo, Québec, 2003 et d'avril 1989 à décembre 2003 76

Tableau 7.6
Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo, selon l'année de production, Québec, 2003 77

Tableau 7.7
Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo, selon le pays d'origine et la langue, Québec, 2003 77

Chapitre 8

Tableau 8.1
Répartition de l'emploi dans l'industrie du film et de la vidéo selon la profession, Québec, 2001 81

Tableau 8.2
Proportion de travailleuses et travailleurs de certaines professions œuvrant dans l'industrie du film et de la vidéo, Québec, 2001 82

Tableau 8.3
Effectif de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo, Québec et Canada, 2001 83

Tableau 8.4
Répartition de l'effectif de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo selon le sexe, Québec, 1991-2001 84

Tableau 8.5
Répartition de l'effectif de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo selon l'âge, Québec, 2001 85

Tableau 8.6
Répartition de l'effectif de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo selon le statut d'emploi, Québec, 2001 86

Tableau 8.7
Répartition de l'effectif de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo selon le travail à temps plein ou à temps partiel, Québec, 2000 87

Tableau 8.8
Revenu moyen d'emploi de certaines des professions de l'industrie du film et de la vidéo selon le sexe, Québec, 2000 88

Tableau 8.9
Répartition de l'effectif de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo selon l'industrie, Québec, 2001 89

Chapitre 9

Tableau 9.1
Progression des collections de films et bandes vidéo de la Cinémathèque québécoise, 1998-1999 à 2002-2003 95

Tableau 9.2
Progression des collections afférentes au film de la Cinémathèque québécoise, 1998-1999 à 2002-2003 97

Tableau 9.3
Bilan de la fréquentation des projections de la Cinémathèque québécoise, 2002-2003 99

Tableau 9.4
Bilan de la fréquentation aux autres activités de la Cinémathèque québécoise, 2002-2003 100

Chapitre 10

Tableau 10.1
Production de longs métrages destinés au cinéma, de 1999 à 2003 104

Tableau 10.2
Nombre d'écrans de cinéma et de ciné-parc, de 1999 à 2003 104

Tableau 10.3
Assistance dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, de 1999 à 2003 105

Tableau 10.4
Indice de fréquentation des salles de cinéma, de 1999 à 2003 105

Tableau 10.5
Part des recettes des films nationaux dans leur propre marché, de 1999 à 2003 105

Tableau 10.6
Panorama statistique de l'industrie cinématographique, 2003 108

Chapitre 11

Tableau 11.1
Productions cinématographiques et télévisuelles doublées, selon le premier marché et le format, Québec, 2003-2004 110

Tableau 11.2
Productions cinématographiques et télévisuelles doublées, selon la valeur des contrats, les dépenses admissibles, le crédit d'impôt et le premier marché, Québec, 2003-2004 110

Tableau 11.3
Ventilation des dépenses de doublage, selon le premier marché des productions cinématographiques et télévisuelles et la catégorie de contrat, Québec, 2002-2003 111

Tableau 11.4
Productions cinématographiques et télévisuelles et montant du crédit d'impôt attribué selon l'année de tournage, Québec, de 1998 à 2002 112

Tableau 11.5 Productions cinématographiques et télévisuelles visées, par année d'émission du visa, selon le pays d'origine, Québec, de 1999-2000 à 2002-2003	113
---	-----

Liste des figures

Chapitre 1

Figure 1.1 Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 1999-2003	12
Figure 1.2 Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 1999-2003	14

Chapitre 2

Figure 2.1 Valeur totale du financement, selon le type de production, Québec, 1993-1994 à 2002-2003	23
Figure 2.2 Sources de financement des longs métrages de fiction, Québec, 2002-2003	26
Figure 2.3 Sources de financement des courts et moyens métrages de fiction, Québec, 2002-2003	28
Figure 2.4 Sources de financement des documentaires, Québec, 2002-2003	28
Figure 2.5 Sources de financement des productions télévisuelles, Québec, 2002-2003	29

Figure 2.6 Financements public et total, Québec, 1995-1996 à 2002-2003	31
---	----

Chapitre 3

Figure 3.1 Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public ou en visionnement privé, Québec, 2003	36
Figure 3.2 Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 1999 à 2003	37
Figure 3.3 Nombre de longs métrages classés, destinés au visionnement privé, Québec, 1999 à 2003	37
Figure 3.4 Longs métrages destinés à être présentés en public, selon le classement, Québec, 2003	38
Figure 3.5 Longs et courts métrages destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2003	39
Figure 3.6 Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon le classement, Québec, 2003	40
Figure 3.7 Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon la langue, Québec, 2003	41
Figure 3.8 Origine des films en exploitation dans les salles de cinéma et ciné- parcs, selon le pays d'origine, Québec, 2003	42

Chapitre 4

Figure 4.1 Nombre de distributeurs titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, Québec, 2001, 2002 et 2003	45
Figure 4.2 Répartition de l'assistance, des recettes et des projections dans les cinémas et ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2003	46

Chapitre 5

Figure 5.1 Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 31 décembre 2003	48
Figure 5.2 Répartition des établissements, des écrans et des fauteuils des cinémas et ciné-parcs selon qu'ils sont exploités par des corporations ou des indépendants, Québec, 31 décembre 2003	49
Figure 5.3 Cinémas et ciné-parcs selon le nombre d'écrans en activité, Québec, 25 février 2004	50
Figure 5.4 Nombre annuel moyen d'établissements et d'écrans en activité, Québec, 1980-2003	51
Figure 5.5 Nombre annuel moyen d'écrans de cinéma et de fauteuils par écran, Québec, 1980-2003	52
Figure 5.6 Nombre moyen d'écrans en activité par région administrative, Québec, 2003	55

Figure 5.7

Nombre annuel moyen d'écrans de cinémas et de ciné-parcs en activité par 100 000 habitants selon la région administrative, 2003

55

Chapitre 6

Figure 6.1

Évolution de l'assistance, du nombre de projections et de fauteuils disponibles dans les salles de cinéma, Québec, 1985-2003

58

Figure 6.2

Projections selon la langue, Québec, 1999-2003

59

Figure 6.3

Projections selon la langue et la catégorie de classement, Québec, 2003

60

Figure 6.4

Assistance selon la langue de projection des films, Québec, 1999-2003

61

Figure 6.5

Assistance selon la langue et la catégorie de classement, Québec, 2003

62

Figure 6.6

Répartition des projections selon le pays producteur, Québec, 2003

64

Figure 6.7

Répartition de l'assistance selon le pays producteur, Québec, 2003

65

Figure 6.8

Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon la catégorie, Québec, 2003

67

Chapitre 7

Figure 7.1

Commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité et la taille de l'inventaire de vidéocassettes, Québec, 2003

75

Figure 7.2

Attestations émises pour les films commercialisés sur support vidéo, selon le pays d'origine, Québec, 2003

76

Chapitre 8

Figure 8.1

Écarts en nombre d'années par rapport à l'âge moyen de certaines professions du film et de la vidéo, Québec, 2001

86



Tough Luck
de John Smith





CHAPITRE 1

LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

Dominique Jutras

L'année 2003 a été marquée par le retour au volume moyen de production de longs métrages (60 minutes et plus) destinés aux marchés des salles de cinéma et de la télévision, soit 58 longs métrages comparativement à 82 en 2002. Ainsi, le volume de production de cette année

s'approche de la moyenne de 61 productions réalisées annuellement au cours des dix dernières années.

Cette fois, on assiste à une inversion de la tendance qui se dessinait depuis quelques années, à savoir que le nombre de

longs métrages destinés au marché des salles de cinéma dépasse légèrement celui des longs métrages destinés à la télévision. Au total, 27 films produits pour les salles et 25 téléfilms destinés à la télévision portent un copyright 2003, comparativement à 31 et à 42 respectivement en 2002.



100 % Bio
de Claude Fortin



Parmi les éléments qui expliquent cette diminution de la production par rapport à l'année précédente, on note le volume exceptionnel de productions enregistrées en 2002, soit 22 longs métrages de plus réalisés cette année-là par rapport à la moyenne des dix années précédentes. Par ailleurs, selon un phénomène cyclique, le nombre de productions redescend une année sur deux. D'ailleurs, les résultats de 2003 correspondent assez exactement à la moyenne des dix dernières années.

Il existe toutefois une distinction significative quant au genre de productions réalisées en 2003. En effet, 35 fictions ont été réalisées comparativement à une moyenne de 44 productions au cours des dix dernières années. Par contre, on note 21 documentaires par rapport à une moyenne de 15 pour la même période. Le documentaire occupe donc une place de plus en plus importante. Depuis trois ans, ce genre constitue plus du tiers de la production de longs métrages, quand il représentait auparavant tout au plus le cinquième de la production.

On dénombre aussi six longs métrages qui ont été classés dans la fenêtre de diffusion appelée « autres marchés ». Il s'agit pour la plupart d'œuvres qui n'ont pas connu de véritable exploitation commerciale, qui sont présentées dans des réseaux parallèles ou marginaux sans

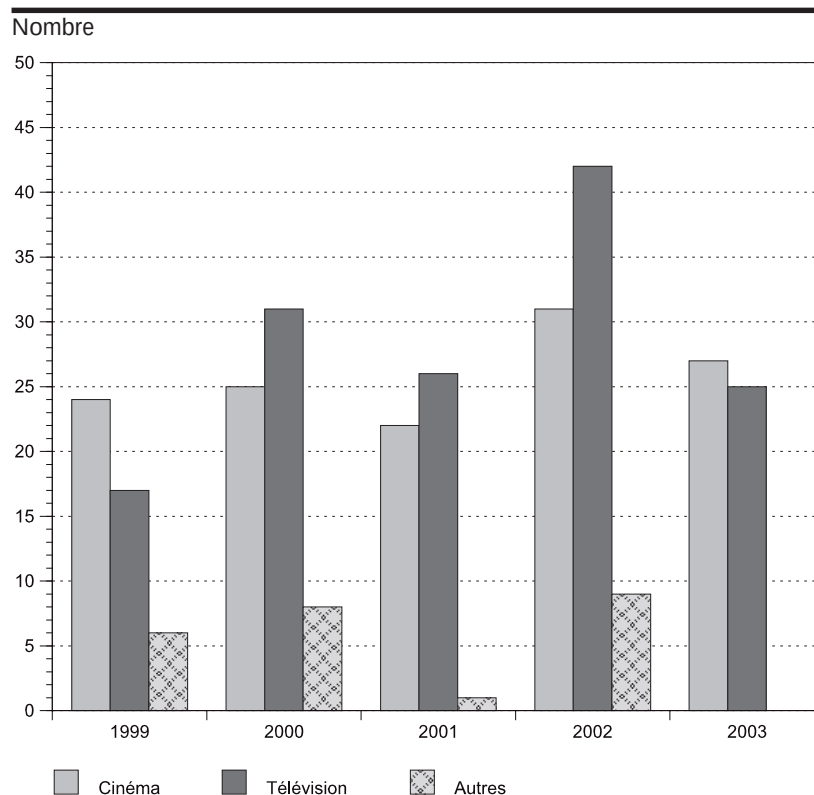
Tableau 1.1
Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 1999-2003

Année	Cinéma	Télévision	Autres	Total
	n			
1999	24	17	6	47
2000	25	31	8	64
2001	22	26	1	49
2002	31 ^r	42 ^r	9	82 ^r
2003	27	25	6	58

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Figure 1.1
Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 1999-2003



Compilation : SODEC.

connaître non plus de diffusion à la télévision. En général, ces films ont des budgets de production assez modestes.

La répartition des œuvres selon la langue de production indique la primauté du français comme langue de tournage, soit 71 % de la production. L'anglais est utilisé sur 22 % des plateaux, tandis que 7 % des productions se font dans d'autres langues comportant souvent le français. Dans la seconde moitié des années 1990, les tournages en langue anglaise étaient beaucoup plus fréquents. Ainsi, de 1995 à 2000, on tournait annuellement 27 longs métrages en langue anglaise, tandis qu'on ne compte en 2003 que 13 productions.

La popularité du tournage avec de l'équipement vidéo numérique, s'est confirmée en 2003 : 40 % de tous les tournages ont

Tableau 1.2

Nombre de longs métrages produits, selon le marché et le genre, Québec, 2002 et 2003

Année	n					Total
	Fiction	Documentaire	Docu-fiction	Animation	Autres	
2002	50 ^r	27 ^r	4	1	—	82 ^r
Cinéma	30 ^r	—	—	1	—	31 ^r
Télévision	15 ^r	26 ^r	1	—	—	42 ^r
Autres	5	1	3	—	—	9
2003	34	21	2	1	—	58
Cinéma	27	—	—	—	—	27
Télévision	4	19	1	1	—	25
Autres	3	2	1	—	—	6

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.3

Nombre de productions considérées comme le premier long métrage d'un cinéaste, selon le marché, Québec, 1999-2003

Année	n			Total
	Cinéma	Télévision	Autres	
1999	5	2	1	8
2000	8	2	4	14
2001	6	6	1	13
2002	10	16	7	33
2003	8	7	2	17

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.4

Nombre de longs métrages produits, selon le format, le marché et le genre, Québec, 2002 et 2003

Année	Cinéma		Télévision			Autres			Total
	Fiction	Documentaire	Fiction	Documentaire	Autres	Fiction	Documentaire	Autres	
n									
2002	31 ^r	–	15 ^r	26 ^r	1	5	1	3	82 ^r
35 mm	21 ^r	–	3	1	1	–	–	–	26 ^r
Super 35	–	–	–	–	–	–	–	–	–
16 mm	1	–	2 ^r	1	–	–	–	–	4 ^r
Super 16	2	–	3 ^r	1	–	1	–	1	8 ^r
Vidéo	7	–	7	23 ^r	–	4	1	2	44 ^r
2003	27	–	4	19	2	3	2	1	58
35 mm	17	–	–	–	1	2	–	–	20
Super 35	–	–	–	–	–	–	–	–	–
16 mm	1	–	–	2	–	–	–	–	3
Super 16	5	–	2	–	1	–	–	–	8
Vidéo	4	–	2	17	–	1	2	1	27

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

été effectués en vidéo numérique, tandis que la vidéo analogique ne constitue plus que 7 % du volume de production. Même si certains prédisaient une fin rapide et sans appel de la pellicule, on relève qu'il y a cette année, comparativement à l'année précédente, le même nombre de titres tournés avec du 16 mm (trois productions) et du super 16 (huit productions). Enfin, le 35 mm est le support choisi pour 54 % des productions de l'année.

Cinéma

Les 27 films achevés en 2003 (année du copyright apparaissant au générique) sont un peu moins nombreux que les 31 productions de 2002, mais ils correspondent au volume annuel moyen de production des dix dernières années.

Une seconde année consécutive, le nombre de premières œuvres de nouveaux cinéastes est à son niveau le plus élevé. En effet, huit premières œuvres font partie du lot, ce qui représente près du tiers du volume des films produits. En général, les premières œuvres constituent le quart des films produits dans l'année.

Cette année, 17 films destinés aux salles de cinéma ont été tournés en 35 mm, ce qui représente 63 % des films produits pour le cinéma. Il s'agit d'une confirmation de la tendance notée l'an dernier qui indiquait une avancée de la production numérique. Par contre, le super

Tableau 1.5

Nombre de longs métrages produits, selon la langue, Québec, 1999-2003

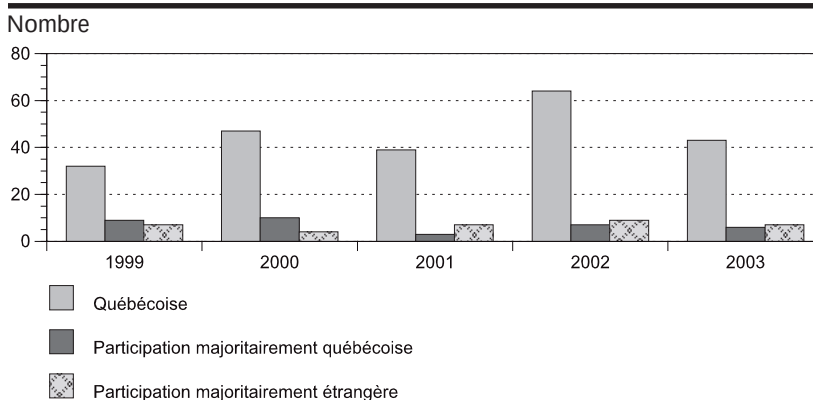
Année	Français	Anglais	Autres	Total
			n	
1999	25	22	—	47
2000	35	28	1 (tzotzil/espagnol/français)	64
2001	36	8	3 (français/anglais)	49
			1 (français/anglais/parsi)	
			1 (français/espagnol/maya-chuj)	
2002	48 ^r	20 ^r	3 (français/anglais)	82 ^r
			1 (espagnol)	
			1 (japonais)	
			1 (naxi)	
			1 (français/espagnol)	
			1 (français/anglais/hébreu/arabe)	
			1 (français/créole)	
			1 (français/sussu)	
			1 (français/italien/anglais)	
			1 (anglais/irlandais)	
			2 (plusieurs)	
2003	41	13	2 (français/anglais)	58
			1 (anglais/espagnol)	
			1 (français/innu/algonquin/russe)	

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Figure 1.2

Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 1999-2003



Compilation : SODEC.

16 maintient son rôle : il est utilisé pour le tournage et gonflé en 35 mm pour l'exploitation en salle.

Les nouveaux procédés numériques séduisent fortement les cinéastes en début de carrière, car trois cinéastes sur les huit qui en sont à leur premier long métrage cette année ont employé le support numérique.

Parmi les films destinés aux salles de cinéma, 18 ont été tournés en français, ce qui est un résultat comparable à celui des années précédentes. Huit films ont été tournés en anglais, et un autre en anglais et en espagnol. Au total, 67 % des films ont donc été tournés entièrement en français.

Enfin, parmi les 27 films terminés en 2003, on compte 11 coproductions, soit 2 de moins que l'année précédente, mais 2 de plus que la moyenne des dix dernières années. Cinq films ont été financés par des sources majoritairement québécoises et cinq autres ont bénéficié d'investissements majoritairement étrangers. Une production a été financée à parts égales par les pays coproducteurs. Mentionnons que l'année 2003 a été marquée par cinq coproductions avec la France – dont seulement une était à majorité québécoise – et par deux coproductions majoritaires avec la Grande-Bretagne. On note une coproduction à parts égales avec l'Autriche, ainsi que trois coproductions interprovinciales.

Tableau 1.7
Répartition des productions entièrement québécoises et des coproductions, Québec, 1999-2003

Année	Productions québécoises	Coproductions
	%	
1999	68,1	31,9
2000	73,4	26,6
2001	79,6	20,4
2002	78,0 ^r	22,0 ^r
2003	74,1	25,9

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.8
Nombre de productions et de coproductions de longs métrages destinés aux cinémas, Québec, 1999-2003

Année	Total	Productions québécoises	Coproductions			Total
			À participation majoritairement québécoise	À participation majoritairement étrangère	À parts égales	
			n			
1999	24	12	8	2	2	12
2000	25	17	4	4	—	8
2001	22	15	1	6	—	7
2002	31 ^r	18 ^r	5	7	1	13
2003	27	16	5	5	1	11

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.9
Répartition des productions et des coproductions de longs métrages destinés au cinéma, Québec, 1999-2003

Année	Productions québécoises	Coproductions
	%	
1999	50,0	50,0
2000	68,0	32,0
2001	68,2	31,8
2002	58,1 ^r	41,9 ^r
2003	59,3	40,7

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

La télévision

L'année 2003 a également été très productive du côté de la télévision avec 25 longs métrages comprenant 4 fictions, 19 documentaires, un film d'animation et un docu-fiction. Ce résultat est tout à fait dans la moyenne des années antérieures, exception faite de 2002 qui avait été marquée par un résultat particulièrement élevé de 42 productions télévisuelles.

Il se produit une chute réelle des téléfilms (longs métrages de fiction tournés pour la télévision), soit seulement 4 productions cette année, tandis qu'on en comptait en moyenne 17 par année depuis 1997.

Par contre, le documentaire affiche un volume de production particulièrement élevé. En effet, 19 titres ont été produits en 2003, nombre qui confirme la tendance dessinée en 2001 où, pour la première fois, 17 documentaires en format long métrage étaient produits, comparativement à 7 ou 8 les années précédentes. Parmi ces documentaires, 14 ont été réalisés par des entreprises de production privées, trois par le bureau de Montréal de l'Office national du film du Canada (ONF) et un autre a été réalisé en coproduction par une entreprise privée et l'ONF.

Parmi les œuvres pour la télévision, 19 ont été tournées en français (dont 16 documentaires), 3 en anglais (dont un téléfilm, un

Tableau 1.10

Nombre de productions et de coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 1999-2003

Année	Total	Productions québécoises	Coproductions			Total
			À participation majoritairement québécoise	À participation majoritairement étrangère	À parts égales	
			n			
1999	17	14	1	2	—	3
2000	31	22	6	3	—	9
2001	26	23	2	1	—	3
2002	42 ^r	39 ^r	2 ^r	1	—	3
2003	25	21	1	2	1	4

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.11

Répartition des productions et des coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 1999-2003

Année	Productions québécoises	Coproductions
	%	
1999	82,4	17,6
2000	71,0	29,0
2001	88,5	11,5
2002	92,9 ^r	7,1 ^r
2003	84,0	16,0

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

Tableau 1.12

Nombre de productions et de coproductions, selon le principal marché, Québec, 2002 et 2003

Année	Cinéma	Télévision	Autres	Total
	n			
2002				
Entièrement québécoises	18	39 ^r	7	64 ^r
Coproductions	13	3 ^r	2	18 ^r
À majorité québécoise	5	2 ^r	—	7 ^r
À majorité étrangère	7	1	1	9
À part égale	1	—	1	2
2003				
Entièrement québécoises	16	21	6	43
Coproductions	11	4	—	15
À majorité québécoise	5	1	—	6
À majorité étrangère	5	2	—	7
À part égale	1	1	—	2

Source : SODEC.

Compilation : SODEC.

documentaire et un film d'animation) et 3 dans une autre langue ou une combinaison d'autres langues (dont un téléfilm et 2 documentaires).

C'est la première fois depuis de nombreuses années qu'on observe un si faible nombre de productions télévisuelles en langue anglaise. En effet, on comptait habituellement une dizaine de téléfilms en anglais, tandis qu'un seul a été réalisé cette année.

Pendant que l'on s'étonnait d'observer autant de premières réalisations pour le marché de la télévision, soit 16 titres en 2002, le résultat de cette année est plus modeste, mais demeure tout de même relativement élevé : 7 productions, soit 28 % de la production télévisuelle, score largement supérieur à celui de 6 % à 12 % relevé auparavant. De plus, dans le cas de quatre de ces productions, il s'agissait de documentaires.

Cette année, le secteur de la télévision compte quatre coproductions, ce qui confirme une tendance à la baisse des ententes de partenariat internationales pour les longs métrages destinés à la télévision.

Le tournage en vidéo numérique domine largement ce segment de la production, surtout composé de longs métrages documentaires. Au moins 18 productions ont fait entièrement ou partiellement appel à ce support, soit 72 % de la production. Il s'agit tout de même d'un léger

Liste des titres et des réalisateurs 2003

Longs métrages destinés au cinéma

<i>100 % Bio</i>	Claude Fortin
<i>A Silent Love</i>	Federico Hidalgo
<i>Annie Brocoli dans les fonds marins</i>	Claude Brie
<i>Au fil de l'eau</i>	Jeannine Gagné
<i>Blue Butterfly, The</i>	Léa Pool
<i>Decoys</i>	Matthew Hastings
<i>Espérance, L'</i>	Stefan Pleszczynski
<i>Face cachée de la lune, La</i>	Robert Lepage
<i>Gaz Bar Blues</i>	Louis Bélanger
<i>Grande Séduction, La</i>	Jean-François Pouliot
<i>Head in the Clouds</i>	John Duigan
<i>Immortels, Les</i>	Paul Thinel
<i>Invasions barbares, Les</i>	Denys Arcand
<i>Jack Paradise « Les nuits de Montréal »</i>	Gilles Noël
<i>Je n'aime que toi</i>	Claude Fournier
<i>Là-haut</i>	Pierre Shoendoerffer
<i>Mambo italiano</i>	Émile Gaudreault
<i>Nez rouge</i>	Érik Canuel
<i>Père et fils</i>	Michel Boujenah
<i>Petite Lili, La</i>	Claude Miller
<i>Problem with Fear, A</i>	Gary Burns
<i>Saved by the Belles</i>	Ziad Tuma
<i>Summer with the Ghosts</i>	Bernd Neuburger
<i>Sur le seuil</i>	Éric Tessier
<i>Tiresia</i>	Bertrand Bonello
<i>Tough Luck</i>	John Smith
<i>Vendus</i>	Éric Tessier

Corrections à la liste des productions de 2002

Longs métrages destinés au cinéma

<i>Piège d'Issoudun</i>	Micheline Lanctôt
-------------------------	-------------------

Longs métrages destinés à la télévision

<i>Choice. The Henry Morgentaler Story</i>	John L'Écuyer
<i>Paix des braves, La</i>	Jean-Pierre Maher
<i>Wicked Minds/Esprits tordus</i>	Jason Hreno

ralentissement car, en 2002, 79 % des tournages télévisuels avaient été faits en numérique.

Les autres marchés

Six longs métrages étaient destinés au marché des salles non commerciales, à celui de la vidéo-cassette ou à d'autres marchés spécialisés. Dans ce lot, on compte trois fictions, deux documentaires et un docu-fiction. Parmi ces productions, quatre ont employé le support vidéo et deux, le 35 mm. De plus, deux de ces longs métrages ont été réalisés par des cinéastes qui en étaient à leur premier film de 60 minutes et plus. Enfin, deux productions de ce groupe ont été tournées en anglais et quatre en français.

Les maisons de production

Au total, 47 maisons de production privées québécoises ont travaillé à la réalisation des 58 longs métrages. La majorité, c'est-à-dire 40 d'entre elles, n'a travaillé que sur une production et même parfois en coproduction avec une autre compagnie québécoise (huit cas de ce type). Trois entreprises – Amazone film, Cinémaginaire inc. et InformAction Films – ont produit trois projets, et trois – Max film, Productions Virage et Micro_scope – en ont réalisé deux au cours de l'année.

Longs métrages destinés à la télévision

3 soeurs en 2 temps

À hauteur d'homme

Argent, L'

Attache ta tuque!

Cabinet du docteur Ferron, Le

Chronique urbaine

Dabla! Excision

Faut-tu que j'tue mon père?

Grande Traversée, La

Héritiers du mouton noir, Les

Homme trop pressé prend son thé à la fourchette, L'

Kaena, la prophétie

Ma voisine danse le ska

Messagers, Les

Officier de la garde – le téléfilm, L'

Origines du SIDA, Les/Origins of AIDS

Posers

Rien sans pennies

Roger Toupin, épicier variété

Roussil ou le curieux destin d'un anarchiste impénitent

Sexe de rue

She Got Game. Coming of Age on the Women's Tennis Tour

Un toit, un violon, la lune

Vivre en solo

Voyageur sédentaire : Gilles Vigneault, Le

Benoît Pilon

Jean-Claude Labrecque

Isaac Isitan

Denis Boivin

Jean-Daniel Lafond

Yanick Létourneau

Érica Pomerance

Nathalie Synnott

Jean Lemire

Jacques Godbout

Sylvie Groulx

Chris Delaporte, Pascal Pinon

Nathalie Saint-Pierre

Helen Doyle

François Leclerc

Peter Chappell, Catherine Peix

Katie Tallo

Marc Girard

Benoît Pilon

Werner Volkmer

Richard Boutet

Abbey Jack Neidik, Bobbi Jo Kral

Carole Laganière

Doïna Harap

Pierre Brochu

Longs métrages destinés aux autres marchés

Ascension

Hatley High

Immortalité en fin de compte, L'

Passeurs, Les

Planque, La

Werner Nold, cinéaste-monteur

Karim Hussain

Phil Price

Pascale Ferland

Hejer Charf

Alexandre Chartrand,

Thierry Gendron

Jean-Pierre Masse

De plus, le bureau de Montréal de l'ONF a produit un docu-fiction et trois documentaires de 60 minutes et plus, dont un en coproduction avec une entreprise de production privée.

La participation financière de la SODEC

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a investi plus de 9,25 M\$ dans 37 des 58 longs métrages terminés en 2003. Les investissements de la SODEC sont essentiellement consacrés aux longs métrages de fiction destinés à une exploitation en salle, puisque 21 des 27 films ont reçu de l'aide financière totalisant 8,3 M\$. La SODEC a aussi investi dans 14 des 21 documentaires, soit 545 500 \$ au total. À cela s'ajoutent deux téléfilms qui ont également bénéficié d'investissements de 375 000 \$ de la part de la SODEC.

Enfin, tous les films répertoriés ont eu accès au programme de crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise, mais ils n'ont pas tous fait appel à cette mesure fiscale. De même, la quasi-totalité des productions télévisuelles ont eu accès à cette mesure. Comme celle-ci s'adresse aux entreprises privées de production, les documentaires produits par l'ONF – organisme public du gouvernement canadien – sont exclus de ce

programme. De plus, quelques productions marginales, produites avec de petits moyens, ne font pas appel à cette mesure fiscale. Ainsi, 51 productions ont obtenu une décision préalable favorable au crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise, d'une valeur totale de 19 M\$.

En somme, le volume de production en 2003 correspond au résultat moyen des années précédentes et il confirme que

les résultats de 2002 étaient exceptionnels quant au nombre et à la diversité des productions. Cette année, la production se situe davantage dans la continuité. En effet, le volume de la production de longs métrages documentaires se maintient, et l'usage du numérique comme format de production poursuit sur sa lancée. Enfin, on relève encore cette année un volume de premières œuvres supérieur à la moyenne.

Liste des longs métrages documentaires

Production privée ou indépendante

<i>3 soeurs en 2 temps</i>	Benoît Pilon
<i>À hauteur d'homme</i>	Jean-Claude Labrecque
<i>Argent, L'</i>	Isaac Isitan
<i>Chronique urbaine</i>	Yanick Létourneau
<i>Dabla! Excision</i>	Érica Pomerance
<i>Faut-il que j'tue mon père?</i>	Nathalie Synnott
<i>Immortalité en fin de compte, L'</i>	Pascale Ferland
<i>Messagers, Les</i>	Helen Doyle
<i>Origines du SIDA, Les/Origins of AIDS</i>	Peter Chappell, Catherine Peix
<i>Rien sans penne</i>	Marc Girard
<i>Roger Toupin, épicier variété</i>	Benoît Pilon
<i>Roussil ou le curieux destin d'un anarchiste impénitent</i>	Werner Volkmer
<i>Sexe de rue</i>	Richard Boutet
<i>She Got Game. Coming of Age on the Women's Tennis Tour</i>	Abbey Jack Neidik, Bobbi Jo Krals
<i>Un toit, un violon, la lune</i>	Carole Laganière
<i>Vivre en solo</i>	Doïna Harap
<i>Voyageur sédentaire : Gilles Vigneault, Le</i>	Pierre Brochu
<i>Werner Nold, cinéaste-monteur</i>	Jean-Pierre Masse

Productions de l'Office national du film (ONF)

<i>Cabinet du docteur Ferron, Le</i>	Jean-Daniel Lafond
<i>Héritiers du mouton noir, Les</i>	Jacques Godbout
Docu-fiction	
<i>Homme trop pressé prend son thé à la fourchette, L'</i>	Sylvie Groulx

Coproduction entre un producteur privé et l'ONF

<i>Grande Traversée, La</i>	Jean Lemire
-----------------------------	-------------



CHAPITRE 2

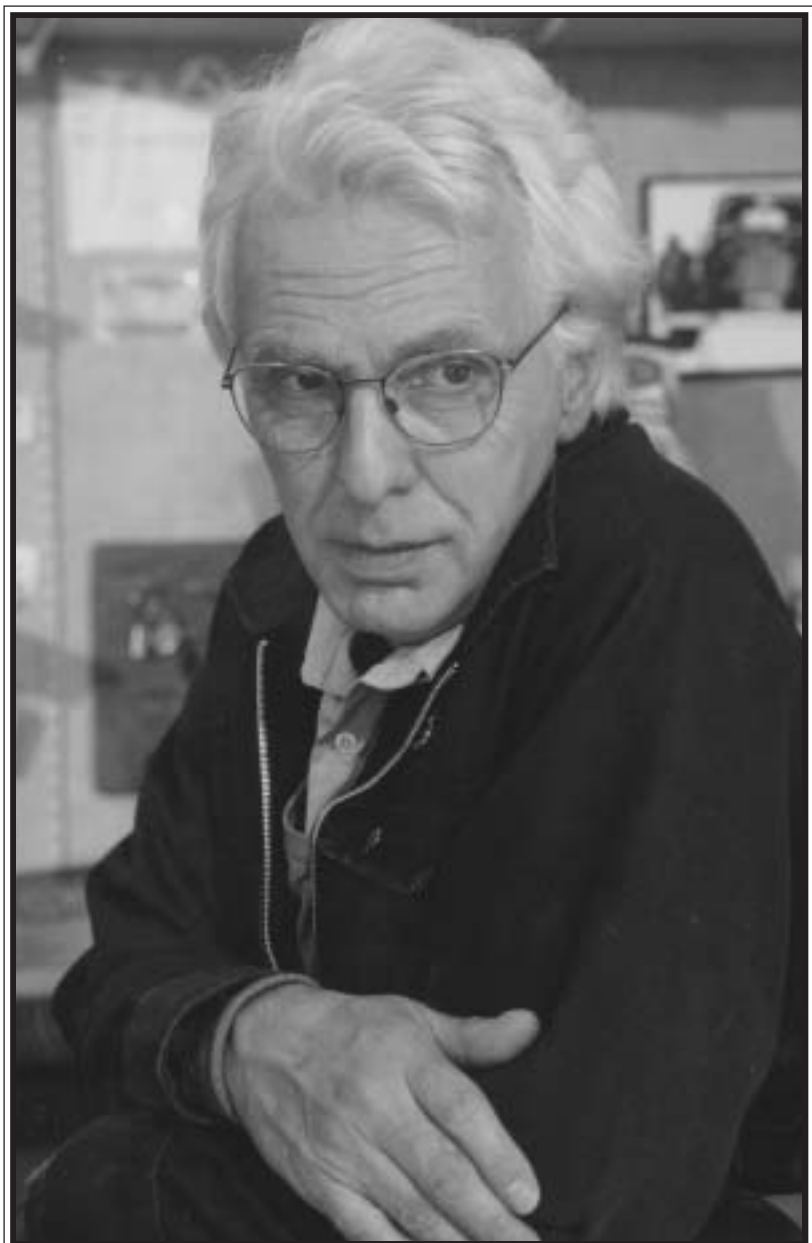
LE FINANCEMENT

Dominique Jutras

Une reprise d'envergure

En 2002-2003, la production cinématographique et audiovisuelle atteint de nouveaux sommets, puisqu'on répertorie 551 productions québécoises qui ont bénéficié du crédit d'impôt du Québec pour une valeur totale de production de 915,6 M\$. Ces chiffres représentent, par rapport à l'année précédente, une augmentation de 28 % du nombre de titres produits et de 42 % de la valeur de production.

Ces résultats contrecarrent totalement la tendance des deux années précédentes qui allait plutôt vers une stabilisation du nombre de productions et une certaine contraction des budgets de production. Cette tendance semble chose du passé, puisque le devis moyen est passé de 1,5 M\$ en 2001-2002 à 1,7 M\$ en 2002-2003, soit un devis moyen en hausse de 10 %, alors que la moyenne des devis



Gaz Bar Blues
de Louis Bélanger
Photo : Véro Boncompagni

Avertissement méthodologique

- Les tableaux présentés ici portent sur le financement de la production cinématographique et télévisuelle indépendante. Ils sont le fruit de compilations effectuées à partir de la structure de financement de chacune des productions ayant fait appel au Programme de crédits d'impôt du Québec, en 2002-2003, et ayant obtenu de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) une décision préalable favorable, émise en vertu du Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois, aux fins de l'application des règles du crédit d'impôt remboursable. De plus, les données fournies sont compilées à partir de la date d'émission de la décision préalable favorable, date qui n'est pas nécessairement la même que celle de la réalisation de l'œuvre.
- Les données relatives au financement des productions des sociétés d'État, telles que la Société Radio-Canada et Télé-Québec, ainsi que des télédiffuseurs privés, comme le Groupe TVA et Télévision Quatre-Saisons, sont exclues. Toutefois, les filiales des télédiffuseurs généralistes ont eu, de juin 1998 au 31 mars 2003, un accès limité au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise. De plus, entre juillet 1999 et le 31 mars 2003, ces mêmes filiales ont eu plein accès au crédit d'impôt pour des productions de fiction destinées aux marchés d'exportation, et non diffusées à l'antenne des télédiffuseurs québécois avant trois ans.
- Les données présentées dans ce chapitre ne tiennent pas compte des productions provenant de l'étranger qui auraient eu accès au crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou télévisuelle, ni au crédit d'impôt pour doublage. Les résultats de ces crédits d'impôt sont présentés au dernier chapitre.
- La Direction générale de l'aide fiscale aux entreprises culturelles de la SODEC analyse, année après année, toujours plus de projets. L'augmentation du nombre de projets acceptés est la concrétisation de cette progression. Tous les projets sont scrutés deux fois. En fait, un projet qui obtient une décision préalable favorable doit par la suite franchir l'étape de la certification finale. C'est à cette étape que certains d'entre eux, qui ne répondent plus aux critères établis pour diverses raisons, peuvent faire l'objet d'une révocation de la décision émise préalablement. Par ailleurs, d'autres projets dont l'écart entre le devis initial et le coût réel de production est important peuvent faire l'objet d'une décision préalable révisée.
- Les résultats de l'exercice 2002-2003 tiennent compte de 19 projets qui ont donné lieu à des révisions de décisions émises au cours des années précédentes. Comme la règle appliquée dans le traitement des données consiste à comptabiliser l'écart entre la décision originale et la décision révisée, le projet révisé n'est pas pris en compte une seconde fois.
- Parmi les critères de classification des longs métrages de fiction qui alimentent cette banque de données, lorsqu'un long métrage de fiction présente un important engagement d'un diffuseur sans une participation notable d'un distributeur national, il est généralement classé dans la catégorie des productions télévisuelles dès lors qu'il a davantage les attributs d'un téléfilm.

des 12 années d'existence de cette mesure fiscale se situe à près de 2 M\$.

Cette tendance lourde est plus évidente lorsqu'on observe que, en cinq ans (de 1998-1999 à 2002-2003), le nombre de projets a augmenté de 118 %, tandis que les devis totaux ont crû de 44 %.

La dépense fiscale du gouvernement du Québec est évaluée à 119,7 M\$, soit 17 % de la part nationale des devis de production (excluant l'apport des coproducteurs). Il s'agit d'une augmentation de 31 % par rapport à l'année précédente.

Ce qui démarque les résultats de cette année est de deux ordres. D'une part, le retour en force des coproductions qui permettent de totaliser un meilleur financement. En effet, l'apport des coproducteurs atteint un sommet avec des investissements de 214 M\$, ce qui constitue plus de 23 % des devis globaux, c'est-à-dire un résultat bien supérieur à celui des cinq dernières années.

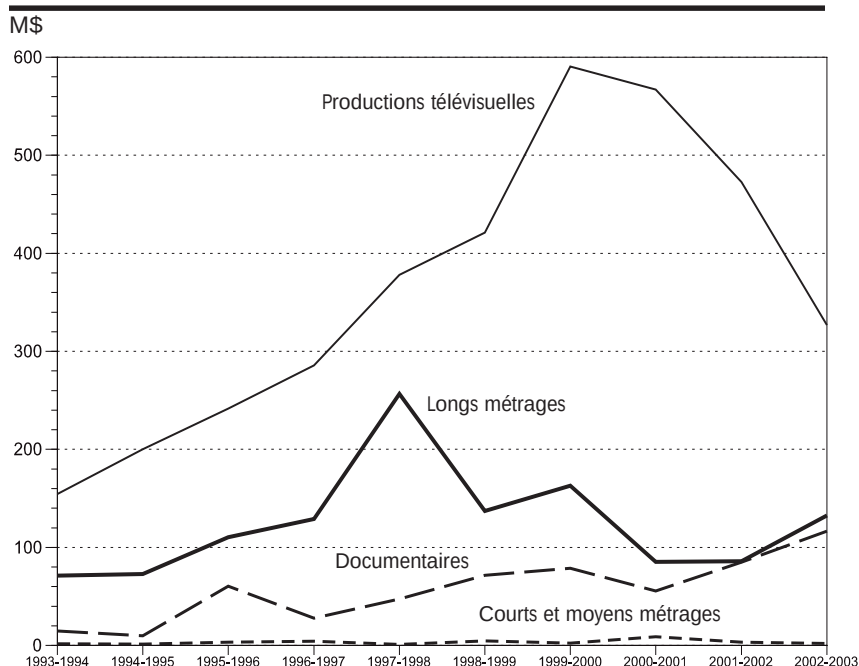
D'autre part, les émissions de variétés et les magazines ont augmenté de façon notable. Alors que 172 productions avaient été acceptées en 2001-2002, il y en a près de 225 en 2002-2003, comparativement à 65 en 1998-1999. À cela s'ajoute l'augmentation des productions documentaires, au

nombre de 177, comparative-ment à 86 en 1998-1999.

Par ailleurs, le financement privé canadien et les revenus de marché ont respectivement progressé de 11,5 % et de 27,8 %, tandis que le financement public a augmenté de 28,6 %.

Figure 2.1

Valeur totale du financement, selon le type de production, Québec, 1993-1994 à 2002-2003



Source : SODEC.

Tableau 2.1

Nombre de productions et valeur totale du financement, selon le type de production, Québec, 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003

	2000-2001		2001-2002		2002-2003	
	n	\$	n	\$	n	\$
Longs métrages	23	85 399 914	25	85 793 391	33	132 514 464
Courts et moyens métrages	12	8 798 142	21	3 156 179	15	1 955 770
Documentaires	114	55 632 804	142	84 995 285	177	116 719 605
Productions télévisuelles	236	566 923 246	241	472 692 906	326	664 365 648
Total	385	716 754 106	429	646 637 761	551	915 555 487

Source : SODEC.

Cette évolution est liée à plusieurs facteurs structurels et ponctuels qu'il n'est pas dans notre propos d'analyser ici.

La structure de financement

Ainsi, après un cycle de deux ans marqué par une tendance manifeste de ralentissement de l'activité de production, on constate en 2002-2003 un effet contraire où la valeur de production est de 10 % supérieure à la meilleure année, soit 1999-2000.

Des cinq postes budgétaires de la structure de financement, celui des « préventes » connaît la plus forte augmentation. C'est aussi le poste le plus important de la structure car il regroupe plus de 32 % du financement. Les « préventes » constituent l'essentiel des revenus de marché utilisés pour financer la production.

Ainsi, la première source de financement, selon les devis de production, est celle des revenus

de marché qui sont inscrits au poste des « préventes ». Il s'agit essentiellement des engagements de droits de diffusion des télédiffuseurs nationaux et étrangers et, dans une moindre mesure, de ceux des distributeurs. Par rapport à l'année précédente, la valeur des revenus de marché inscrits à la structure de financement a augmenté d'un peu moins de 28 % et elle constitue 32 % des devis, tandis que cet apport comptait pour 36 % dans les devis de 2001-2002.

Tableau 2.2

Sources de financement des productions ayant obtenu une décision préalable favorable, selon le type de production, Québec, 2002-2003

	Unité	Longs métrages de fiction	Courts et moyens métrages de fiction	Documentaires	Productions télévisuelles
Nombre de productions	n	33	15	177	326
Sources de financement					
Investissements	\$	66 011 839	1 136 001	39 352 595	142 567 668
Montants différés	\$	351 893	174 503	79 291	15 340
Autres apports	\$	7 936 738	581 766	22 270 868	124 543 975
Préventes	\$	10 904 774	63 500	36 733 771	248 794 443
Coproducteurs	\$	47 309 220	—	18 283 080	148 444 222
Total	\$	132 514 464	1 955 770	116 719 605	664 365 648

Source : SODEC.

Tableau 2.3

Répartition des sources de financement, selon le type de production, Québec, 2002-2003

	Longs métrages de fiction	Courts et moyens métrages de fiction	Documentaires	Productions télévisuelles
	%			
Investissements	49,8	58,1	33,7	21,5
Montants différés	0,3	8,9	0,1	0,0
Autres apports	6,0	29,7	19,1	18,7
Préventes	8,2	3,2	31,5	37,4
Coproducteurs	35,7	—	15,7	22,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : SODEC.

Le second poste en importance est celui des « investissements ». Depuis 1998-1999, les investissements avaient tendance à perdre de leur importance relative dans les structures de financement au bénéfice des préventes, notamment grâce à la croissance de l'industrie et à la forte demande provenant des télédiffuseurs. Toutefois, en 2001-2002, première année où l'on assistait à un recul de la valeur de production, les investissements ont constitué plus de 31 % du financement. Ce poste est composé des principales sources de financement public offertes par Téléfilm, la SODEC et le cré-

dit d'impôt du Québec. Cette année-là, l'importance relative de ce poste était attribuable au recul de la coproduction, ce qui rendait les productions plus dépendantes du financement public. En 2002-2003, les investissements représentent plus de 27 % des sources de financement. Ceux-ci incluent le crédit d'impôt du Québec (une contribution du producteur) qui représente 13 % des devis totaux, des investissements de Téléfilm Canada (7 %), de la SODEC (2 %) et l'investissement direct des producteurs qui est de 35,7 M\$, soit 3,9 % des devis totaux. Dans ce dernier cas, il

s'agit d'un recul de près de 5 % par rapport à l'année précédente.

Le poste des « autres apports » est essentiellement constitué d'une importante contribution du Fonds canadien de télévision qui apporte 7,0 % du financement total, du crédit d'impôt du Canada qui compte pour 6,1 % et, troisièmement, des prêts qui constituent 2,0 % des devis totaux.

Après deux années à la baisse de l'apport des coproducteurs, alors qu'il avait connu une croissance continue jusqu'en



Les Immortels
de Paul Thinel
Photo : Pierre Crépô



1999-2000, on observe cette année une augmentation phénoménale de 150 %, soit un bond de 85,4 M\$ à 214 M\$ ainsi qu'un sommet qui dépasse largement le meilleur résultat des 11 années antérieures. Cette participation des coproducteurs représente cette fois-ci 23,4 % des devis totaux. Au total, il y a eu 68 coproductions comparées à 34 l'année précédente, dont respectivement 16 et 11 coproductions intracanadiennes.

Les longs métrages

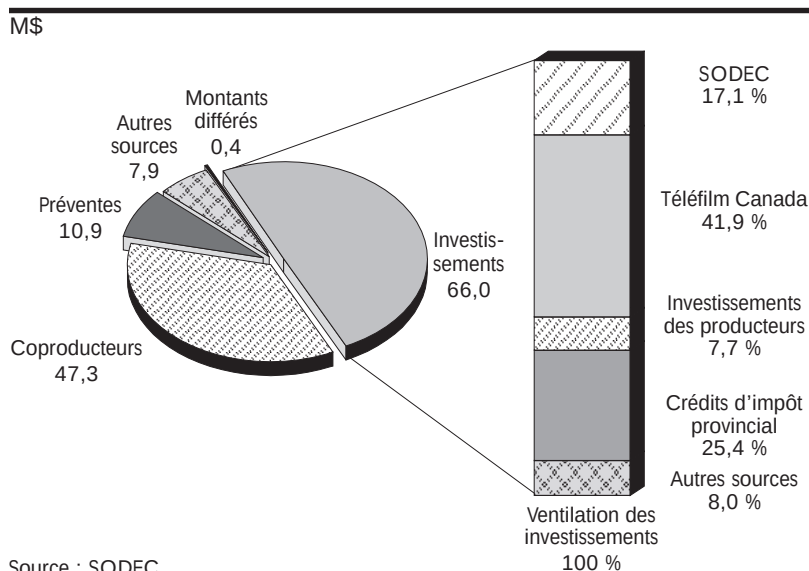
Le crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise contribue à la production de 33 longs métrages de fiction, conformément à la définition établie aux fins du crédit d'impôt, et compilés pour cette étude, soit 8 de plus que l'année précédente. Ce résultat est supérieur à la moyenne annuelle, soit 28 longs métrages, relevée depuis la mise en place de cette mesure fiscale. Cette fois-ci, après plusieurs années de diminution, le devis moyen de production connaît une croissance, et il passe de 3,4 M\$ en 2001-2002 à 4,0 M\$.

Deux facteurs principaux expliquent ce résultat. D'abord, on note le retour en force de la coproduction. C'est la première année, depuis 1998-1999, que l'apport des coproducteurs progresse. En effet, il est passé de



The Blue Butterfly
de Léa Pool
Photo : Ricardo Quiros

Figure 2.2
Sources de financement des longs métrages de fiction,
Québec, 2002-2003



son niveau le plus bas en 2001-2002 (18,6 M\$) à 47,3 M\$, soit une progression de 155 %, ce qui correspond à 11 coproductions, c'est-à-dire 2 de plus que l'année précédente. Par contre, les préventes à des distributeurs étrangers demeurent à un niveau très bas, ce qui signifie que les revenus de marché, constitués essentiellement des préventes, connaissent une légère progression par rapport à l'année précédente, mais qu'ils ne représentent que 8 % du financement total. Pourtant, il y a cinq ans, ces revenus constituaient 17 % du financement.

L'investissement des maisons de production est de 5,0 M\$, soit 3,8 % du financement total, résultat légèrement inférieur à son niveau habituel.

Le financement public est encore le principal moteur de la production et compte pour 61,2 M\$, soit plus de 46 % du financement total. La participation des deux gouvernements se maintient dans les mêmes proportions. Ainsi, les apports de Téléfilm, du crédit d'impôt fédéral et de la part publique du Fonds canadien de télévision totalisent 33,2 M\$, soit 54 % du financement public. Par ailleurs, le Québec (SODEC et crédit d'impôt) a injecté 28,0 M\$, ce qui représente 46 % du financement public. En fait, depuis deux ans, Téléfilm dispose d'un crédit de deux fois supérieur à celui de la SODEC.

Enfin, notons que 23 des 33 films sont des productions en langue française, soit 70 % des longs métrages de fiction.

La coproduction

Depuis la mise en place du crédit d'impôt, l'apport des coproducteurs étrangers aux longs métrages de fiction se situait, selon les années, entre 17 % et 25 % du devis de production. Il y a trois exceptions à ces résultats, soit en 1998-1999 où cet apport avait été exceptionnellement élevé, atteignant 42 % des devis totaux. Puis, en 2000-2001, quand l'apport des coproducteurs totalisait 27,1 M\$, soit 31,8 % du total des devis et, enfin, en 2002-2003, quand les coproducteurs ont investi 47,3 M\$ dans la production de films québécois, soit 35,7 % des devis. Durant ces années, le nombre de coproductions a varié entre 6 et 13, tandis qu'en 2002-2003, il se situait à 11 coproductions (dont une intracanadienne).

L'apport des coproducteurs est une source de financement très importante dans la production télévisuelle. En effet, il constitue une masse monétaire beaucoup plus importante qu'en ce qui concerne le long métrage, compte tenu d'investissements records totalisant 148,4 M\$, ce qui représente 22,3 % des devis totaux relatifs à la télévision.

C'est au plus la quatrième fois que ce niveau relativement élevé de la participation des coproducteurs est atteint. Cette année, il y a eu 32 coproductions télévisuelles, dont 7 intracanadiennes, comparativement à 14 en 2001-2002, y compris 9 coproductions intracanadiennes.

Même en ce qui touche le documentaire, l'apport de la coproduction est tout à fait remarquable cette année. En investissant 18,3 M\$, les coproducteurs procurent 15,7 % du devis total de production. Une participation aussi élevée ne s'est produite qu'une seule fois en 1995-1996, quand le financement des coproducteurs était de 12,3 M\$ et constituait 20,4 % du devis. Ainsi, 25 documentaires ont été coproduits comparativement à 11 en 2001-2002, soit respectivement 8 et 3 coproductions intracanadiennes. Aucun apport de coproduction ne touche le court et le moyen métrage de fiction.

Les courts et les moyens métrages de fiction

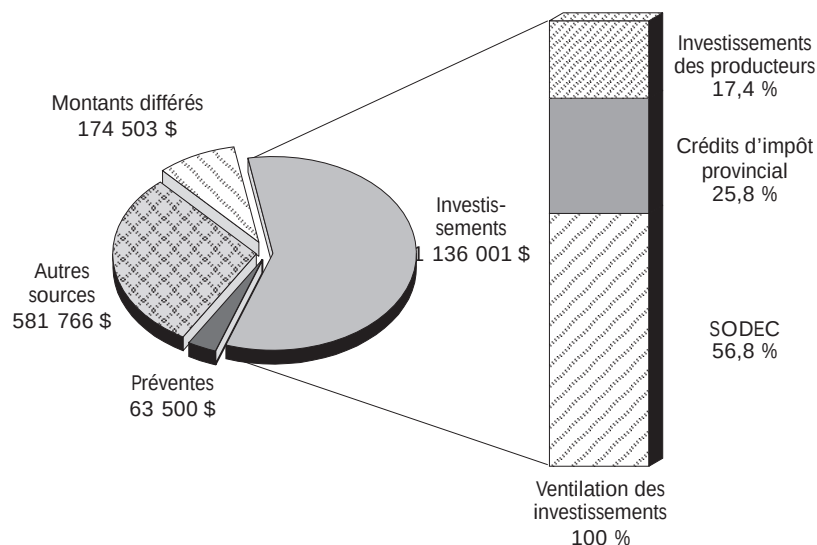
Le nombre de courts et de moyens métrages de fiction est revenu à son niveau habituel de 15 productions. Ce chiffre correspond à six films de moins que l'année précédente qui, par ailleurs, avait été exceptionnelle. La valeur globale des devis de production est de 1,9 M\$. Le devis moyen par production est de 130 400 \$, légèrement inférieur à celui de l'année précédente. Le financement des courts et des moyens métrages de fiction repose essentiellement sur les subsides nationaux, puisque aucune coproduction n'a été réalisée. Le financement public représente 71 % des devis totaux, et la SODEC est le principal investisseur.

Les documentaires

Le documentaire connaît, depuis cinq ans, une importante recrudescence. Si 86 documentaires ont été produits en 1998-1999, 177 productions ont vu le jour en 2002-2003, soit 25 % de plus que l'année précédente. Soit dit en passant, la valeur totale de production a augmenté de 37 %, passant de 85,0 M\$ à 116,7 M\$. Ainsi, le devis moyen d'un documentaire augmente de 10 % et il atteint 660 000 \$.

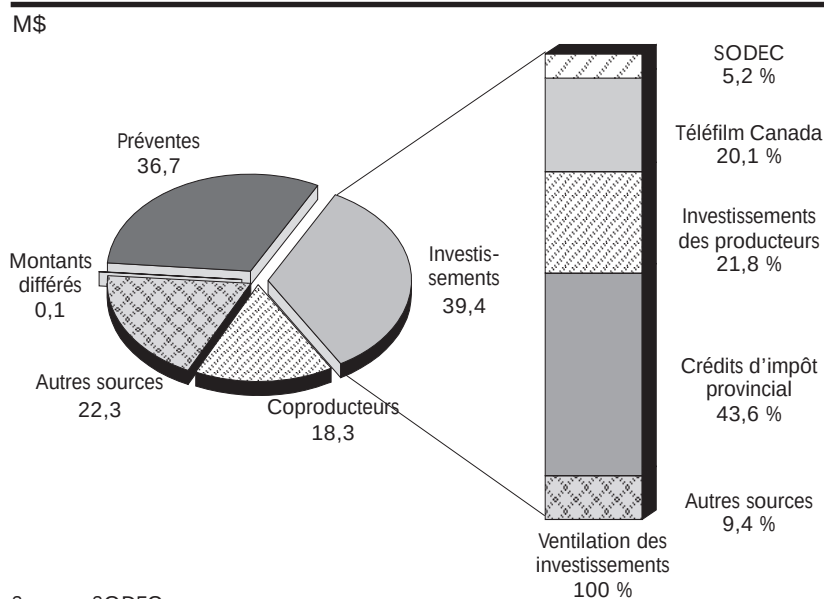
Il existe deux principales sources de financement pour le documentaire : les télédiffuseurs de

Figure 2.3
Sources de financement des courts et moyens métrages de fiction, Québec, 2002-2003



Source : SODEC.

Figure 2.4
Sources de financement des documentaires, Québec, 2002-2003



Source : SODEC.

langue française qui injectent en préachat l'équivalent de 15 % des devis de production, soit 17,3 M\$, et le crédit d'impôt du Québec qui compte pour autant avec 17,2 M\$. Pour sa part, le Fonds canadien de télévision injecte 10,5 M\$. Enfin, la coproduction constitue aussi une source de financement stratégique, en fournissant un apport de 18,3 M\$, soit 16 % des devis.

Les productions télévisuelles

En 2002-2003, on compte 326 projets d'émission unique, de mini-série, de série – dramatiques, émissions de variétés, magazines, talk-show, etc. – qui ont eu accès au crédit d'impôt remboursable du gouvernement du Québec, soit 85 émissions de plus qu'en 2001-2002. Additionnés, les devis représentent un volume de production de 664,4 M\$, soit 192 M\$ de plus que l'année précédente, ou une croissance de 41 %.

Le devis moyen de production est de 2 M\$. Il s'agit d'une légère progression par rapport à l'année précédente, mais un résultat en deçà de la moyenne de 2,5 M\$ établie à partir des données de 12 ans d'existence du crédit d'impôt. Parmi les explications possibles, il est intéressant d'évoquer la place grandissante occupée par les magazines et les émissions de variétés qui accèdent à cette mesure fiscale. Elles sont passées de 62 en 1998-1999 à 224 en

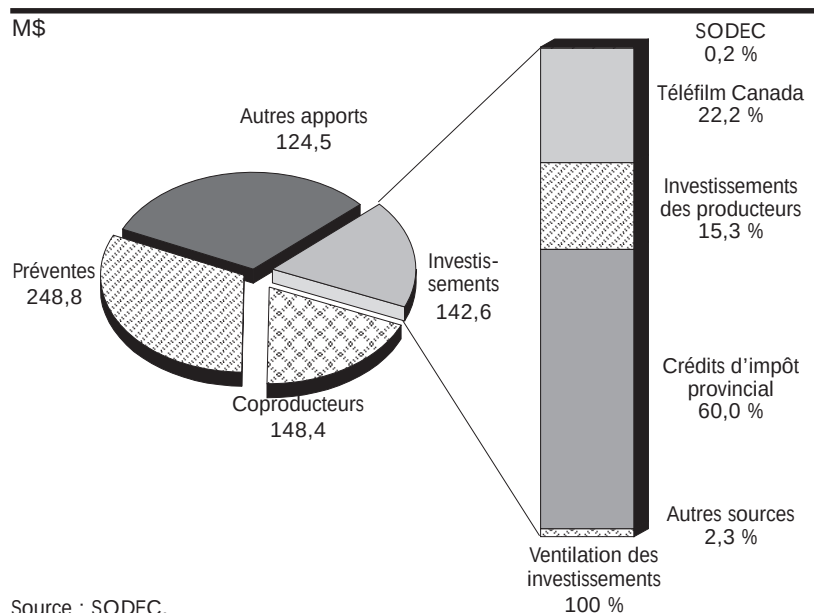
2002-2003. Généralement, ces deux catégories de production exigent des budgets inférieurs à la moyenne. En 2002-2003, le devis moyen d'une émission de variétés ou d'un magazine est de 716 000 \$, tandis que le budget des autres productions télévisuelles (fiction, documentaire, animation, etc.) est de 1,5 M\$. Lorsqu'on exclut le documentaire, le budget moyen de la fiction et de l'animation pour la télévision est de plus de 3 M\$.

L'apport relatif des « préventes » au financement de la production télévisuelle indépendante a chuté une deuxième année consécutive, passant de 44,4 % des devis globaux, en 2000-2001, à 37,4 % cette année, tandis qu'en valeur, la contribution est passée de 252 M\$ en 2000-2001 à 249 M\$. Dans un con-

texte d'augmentation globale de la production, ce résultat est peut-être un signe de plafonnement de la capacité d'achat des télédiffuseurs, des distributeurs et des exportateurs. En contrepartie, cette année a connu une forte reprise de la participation des coproducteurs qui contribuent pour 22,3 % au financement des productions télévisuelles, tandis que cette participation atteignait 12,8 % des devis l'année précédente.

La structure financière des productions télévisuelles est complétée par des « investissements » de 142,6 M\$, soit 21,5 % du devis, et d'« autres apports » de 124,5 M\$ (18,7 % du devis). Il s'agit dans ces deux cas d'une augmentation de plus de 24 % de l'apport au financement des productions.

Figure 2.5
Sources de financement des productions télévisuelles,
Québec, 2002-2003



Source : SODEC.

Tout de même, la première source de financement provient des préachats effectués par les télédiffuseurs québécois de langue française (131,7 M\$), soit 19,8 % des devis cumulés. La deuxième en importance est le crédit d'impôt du Québec qui fournit 85,5 M\$, soit 12,9 % des devis totaux (ou 16,6 % du financement national). Les autres principaux partenaires du financement sont les distributeurs étrangers (65,4 M\$) qui apportent jusqu'à 9,8 % des devis, le

Fonds canadien de télévision (7,5 %), le crédit d'impôt du Canada (6,9 %) et, enfin, Téléfilm Canada (4,8 %).

Le financement public

La valeur du financement national (part québécoise du financement total) des 551 productions cinématographiques et télévisuelles québécoises est de 701,5 M\$. De cette somme,

285,1 M\$ proviennent directement ou indirectement des gouvernements québécois et fédéral, soit 40,6 % du financement national.

Le soutien public est caractérisé par deux modes d'intervention principaux, soit le financement direct et le financement indirect. En d'autres termes, les « investissements publics directs » sont essentiellement composés des investissements de Téléfilm Canada et de la SODEC, deux

Tableau 2.4
Financement public¹, selon le type de production, Québec, 2002-2003

Sources de financement	Longs métrages de fiction	Courts et moyens métrages de fiction	Documentaires	Productions télévisuelles	Total	
	\$				\$	%
Investissements publics directs						
SODEC	40 241 552	645 560	12 886 290	32 532 737	86 306 139	9,4
Téléfilm Canada	11 259 500	645 560	2 035 250	304 000	14 244 310	1,6
ONF	27 633 052	—	7 894 622	31 615 404	67 143 078	7,3
Mini-traité	—	—	2 956 418	—	2 956 418	0,3
	1 349 000	—	—	613 333	1 962 333	0,2
Financement public indirect						
Crédits d'impôt du Québec	20 985 516	740 089	29 151 810	147 921 334	198 798 749	21,7
Crédits d'impôt du Canada	16 769 176	293 021	17 162 294	85 479 045	119 703 536	13,1
FCT ²	2 896 998	47 059	7 271 972	45 788 125	56 004 154	6,1
ONF	1 295 342	—	3 155 736	14 927 131	19 378 209	2,1
Conseil des arts du Canada	—	129 009	206 028	—	335 037	—
Autres	10 000	172 000	166 000	—	348 000	0,0
	14 000	99 000	1 189 780	1 727 033	3 029 813	0,3
Financement public total	61 227 068	1 385 649	42 038 100	180 454 071	285 104 888	31,1
Part du financement canadien	85 205 244	1 955 770	98 436 525	515 921 426	701 518 965	76,6
Financement total ³	132 514 464	1 955 770	116 719 605	664 365 648	915 555 487	100,0
Investissements publics directs/ financement public total (%)	65,7	46,6	30,7	18,0	30,3	
Financement public total/ part du financement canadien (%)	71,9	70,8	42,7	35,0	40,6	
Financement public/total (%)	46,2	70,8	36,0	27,2	31,1	

1. Excluant les productions non admissibles au programme québécois de crédits d'impôt.

2. Les montants inscrits à cette ligne correspondent à la participation du gouvernement fédéral, soit 33,3 % du Programme de droits de diffusion (PDD) administré par le Fonds canadien de télévision. L'autre partie provient des câblodistributeurs canadiens.

3. Pour 33 longs métrages de fiction, 15 courts et moyens métrages de fiction, 177 documentaires et 326 productions télévisuelles.

Source : SODEC.

organismes publics chargés de soutenir le cinéma et la production télévisuelle, qui interviennent dans la limite des crédits qui leur sont attribués par les gouvernements. En 2002-2003, 86,3 M\$ d'investissements publics directs représentent une forte augmentation de 28 % de l'engagement public et, notamment, du soutien attribué par Téléfilm Canada (hausse de 29 %) et, dans une moindre mesure, par la SODEC (hausse de 6,2 %).

Pour sa part, le « financement public indirect » est attribué sur la base des coûts de production. C'est notamment le cas des mesures fiscales du Québec et du gouvernement fédéral, ainsi que, dans la limite des crédits dont il dispose, du Fonds canadien de télévision. Le montant de l'aide est, par conséquent, proportionnel au volume de production. Ces mesures combinées contribuent pour 199 M\$, soit 28 % du financement national des productions. Ce type de financement a connu une croissance annuelle moyenne de 21 %.

Tableau 2.5

Financement public et total, Québec, 1998-1999 à 2002-2003

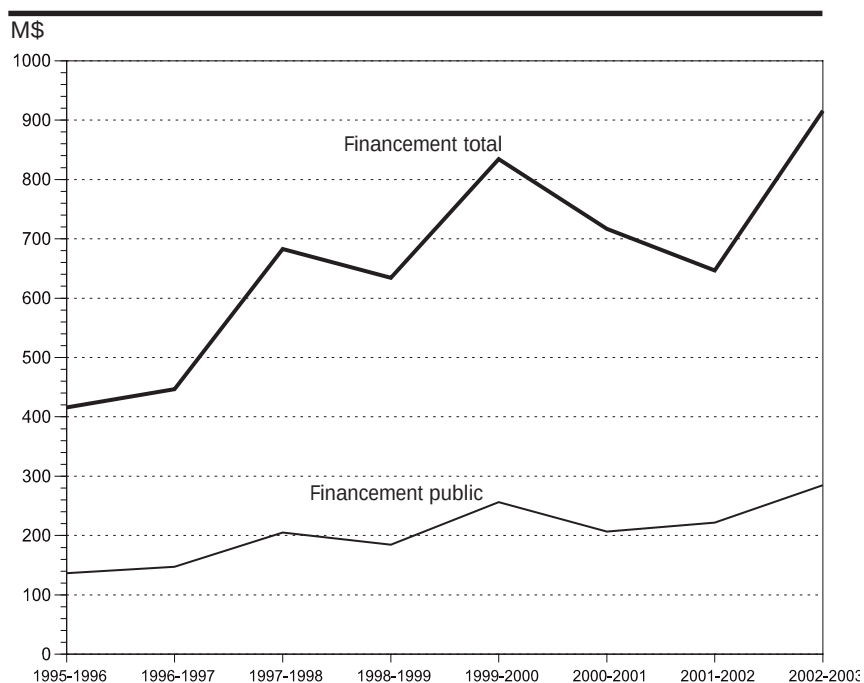
	Financement public	Financement total	Public/total
	M\$		%
1998-1999	201,1	634,5	31,7
1999-2000	256,5	834,4	30,7
2000-2001	206,7	716,8	28,8
2001-2002	221,6	646,6	34,3
2002-2003	285,1	915,6	31,1

Source : SODEC.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 2.6

Financements public et total, Québec, 1995-1996 à 2002-2003



Compilation : Institut de la statistique du Québec.



Au fil de l'eau
de Janine Gagné



La participation du gouvernement fédéral

La contribution globale du gouvernement fédéral est de 151,2 M\$ et elle représente 21,5 % de la partie nationale du financement. Cette contribution consiste en l'addition de l'aide directe provenant de Téléfilm Canada (y compris le PPC et la part du Programme de droits de diffusion, ou PDD, destinée au long métrage), du mini-traité Canada-France et de l'Office national du film, à laquelle s'ajoute l'aide indirecte constituée du crédit d'impôt du Canada, des participations de l'Office national du film et du Conseil des arts du Canada, ainsi que du PDD administré par le Fonds canadien de télévision

(FCT) dans lequel le gouvernement du Canada participe cette année à hauteur de 30,1 % (selon les renseignements obtenus de Téléfilm Canada).

À elle seule, la production télévisuelle reçoit 94,7 M\$, soit 63 % du soutien versé par le gouvernement fédéral. Quant au long métrage de fiction, il obtient 33 M\$, le documentaire reçoit 23 M\$ et, enfin, les courts et les moyens métrages de fiction, moins de 500 000 \$.

La participation du Québec

Le soutien direct et indirect du gouvernement québécois est de 134 M\$, et il représente 19,1 % du financement national (part québécoise du financement total). Il s'agit de la participation

la plus élevée à ce jour mais, depuis l'an dernier, l'écart se creuse par rapport au gouvernement fédéral. En effet, en 1999-2000 et en 2000-2001, la participation des deux gouvernements était presque la même. Les ressources proviennent exclusivement de deux programmes administrés par la SODEC, soit le Programme d'aide à la production du cinéma et à la production télévisuelle et le crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise. De façon nominale, le Québec contribue pour 86 M\$ à la production télévisuelle, pour 28 M\$ à la production de longs métrages de fiction, pour 19 M\$ à la production documentaire et pour près de 1 M\$ à celle des courts et des moyens métrages de fiction.



Annie Brocoli dans
les fonds marins
de Claude Brie



Tableau 2.6
Structure de financement¹, selon le type de production, Québec, 2002-2003

Sources de financement	Longs métrages de fiction		Courts et moyens métrages de fiction		Documentaires		Productions télévisuelles		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
A. Investissements	66 011 839	49,8	1 136 001	58,1	39 352 595	33,7	142 567 668	21,5	249 068 103
SODEC	11 259 500	17,1	645 560	56,8	2 035 250	5,2	304 000	0,2	14 244 310
Téléfilm Canada	27 633 052	41,9	—	—	7 894 622	20,1	31 615 404	22,2	67 143 078
ONF	—	—	—	—	2 956 418	7,5	—	—	2 956 418
Producteurs									
Investissements	5 055 514	7,7	197 420	17,4	8 578 004	21,8	21 849 826	15,3	35 680 764
Crédits d'impôt du Québec	16 769 176	25,4	293 021	25,8	17 162 294	43,6	85 479 045	60,0	119 703 536
Télédiffuseurs français	2 367 797	3,6	—	—	—	—	351 000	0,2	2 718 797
Télédiffuseurs anglais	605 000	0,9	—	—	20 384	0,1	246 060	0,2	871 444
Mini-traité	1 349 000	2,0	—	—	—	—	613 333	0,4	1 962 333
Distributeurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	972 800	1,5	—	—	705 623	1,8	2 109 000	1,5	3 787 423
Avances spéciales	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Apports nets d'investisseurs privés	—	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Montants différés	351 893	0,3	174 503	8,9	79 291	0,1	15 340	0,00	621 027
Scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.	351 893	100,0	174 503	100,0	79 291	100,0	15 340	100,0	621 027
Maisons de service	—	—	—	—	—	—	—	—	—
C. Autres apports	7 936 738	6,0	581 766	29,7	22 270 868	19,1	124 543 975	18,7	155 333 347
Crédits d'impôt du Canada	2 896 998	36,5	47 059	8,1	7 271 972	32,7	45 788 125	36,8	56 004 154
ONF	—	—	129 009	22,2	206 028	0,9	—	—	335 037
Conseil des arts du Canada	10 000	0,1	172 000	29,6	166 000	0,7	—	—	348 000
Prêts et commandites	605 740	7,6	113 247	19,5	1 272 380	5,7	9 593 423	7,7	11 584 790
Fond canadien de télévision	4 300 000	54,2	—	—	10 475 742	47,0	49 551 920	39,8	64 327 662
Services de télédiffuseurs	—	—	—	—	735 711	3,3	17 513 210	14,1	18 248 921
Autres	124 000	1,6	120 451	20,7	2 143 035	9,6	2 097 297	1,7	4 484 783
D. Préventes	10 904 774	8,2	63 500	3,2	36 733 771	31,5	248 794 443	37,4	296 496 488
Télédiffuseurs français	673 750	6,2	27 900	43,9	17 341 984	47,2	131 666 233	52,9	149 709 867
Télédiffuseurs anglais	480 000	4,4	27 000	42,5	3 756 220	10,2	18 544 725	7,5	22 807 945
Télédiffuseurs hors Québec	657 950	6,0	—	—	6 327 323	17,2	10 945 239	4,4	17 930 512
Distributeurs	7 338 074	67,3	8 600	13,5	5 535 648	15,1	22 286 135	9,0	35 168 457
Exportateurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Distributeurs étrangers	1 755 000	16,1	—	—	3 772 596	10,3	65 352 111	26,3	70 879 707
Part canadienne totale (A-D)	85 205 244	64,3	1 955 770	100,0	98 436 525	84,3	515 921 426	77,7	701 518 965
E. Coproducteurs	47 309 220	35,7	—	—	18 283 080	15,7	148 444 222	22,3	214 036 522
Coproducteurs	47 309 220	100,0	—	—	18 283 080	100,0	148 444 222	100,0	214 036 522
Financement total^{2,3}	132 514 464	100,0	1 955 770	100,0	116 719 605	100,0	664 365 648	100,0	915 555 487

1. Excluant les productions non admissibles au Programme québécois de crédits d'impôt.

2. Le nombre de projets et les résultats présentés tiennent compte de 19 décisions révisées (3 longs métrages de fiction, un court et moyen métrage de fiction, 5 documentaires et 10 productions télévisuelles).

3. Pour 33 longs métrages de fiction, 15 courts et moyens métrages de fiction, 177 documentaires et 326 productions télévisuelles.

Source : SODEC.



Nez rouge
de Érik Canuel
Photo : Véro Boncompagni



CHAPITRE 3

LE CLASSEMENT DES FILMS

Benoit Allaire

Le mandat de la Régie du cinéma comprend notamment la responsabilité de classer tous les films exploités sur le marché québécois. Le classement est fait, dans un premier temps, par catégorie d'âge des spectateurs auxquels les films

s'adressent et, dans un deuxième temps, selon que le film sera présenté en public ou commercialisé sur support vidéo pour le visionnement privé. Par ailleurs, il faut préciser que le nombre de films classés ne correspond pas nécessairement à celui des films

sortis au Québec. En effet, une production peut être classée plus d'une fois si elle est soumise à la Régie dans une version en langue différente ou d'une durée qui varie de plus ou moins cinq minutes par rapport à toute autre version classée précédemment.



Sur le seuil
d'Éric Tessier

Le nombre de films classés

En 2003, la Régie du cinéma a procédé au classement de 16 191 films, soit 14 319 longs métrages, 1 268 courts métrages et 604 films annonces. Par rapport aux 14 165 films classés en 2002, ce total représente 14,3 % de plus. Cette augmentation s'explique surtout par la hausse de 17,0 % du nombre de longs métrages, qui est passé de 12 239 à 14 319 entre 2002 et 2003. Notons également que le nombre de courts métrages a poursuivi sa tendance à la baisse en 2003, en affichant 84 films de moins qu'en 2002. Cette diminution est surtout attribuable au fléchissement du nombre de courts métrages pour visionnement privé, puisque le nombre de courts métrages pour présentation publique compte, quant à lui, quatre films de plus que l'année précédente. Depuis 1999, le nombre de courts métrages a décru de 5,9 % en moyenne annuellement.

Comme en 2002, la hausse du nombre de longs métrages classés (2 080 de plus en 2003) est essentiellement attribuable aux films destinés au visionnement privé, puisque leur nombre est passé de 11 663 en 2002 à 13 682 en 2003, soit 2 019 films de plus. Quant à ceux qui sont destinés à la présentation publique, leur nombre a augmenté de 10,6 %, passant de 576 à 637. Il s'agit d'une hausse importante qui vient mettre un

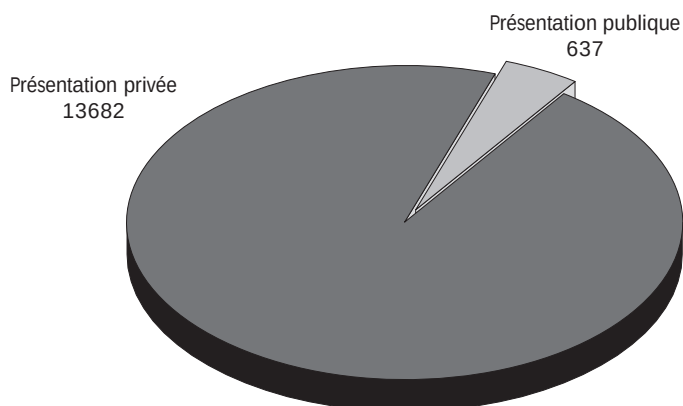
Tableau 3.1
Nombre de films classés¹, Québec, 1999-2003

	1999	2000	2001	2002	2003
	n				
Longs métrages	9 762	9 828	10 481	12 239	14 319
Présentation publique	539	518	531	576	637
Visionnement privé	9 223	9 310	9 950	11 663	13 682
Courts métrages	1 614	1 447	1 564	1 352	1 268
Présentation publique	53	48	33	38	42
Visionnement privé	1 561	1 399	1 531	1 314	1 226
Films annonces	468	473	547	574	604
Présentation publique	468	470	547	574	604
Visionnement privé	—	3	—	—	—
Total	11 844	11 748	12 592	14 165	16 191

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

Figure 3.1
Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public ou en visionnement privé, Québec, 2003



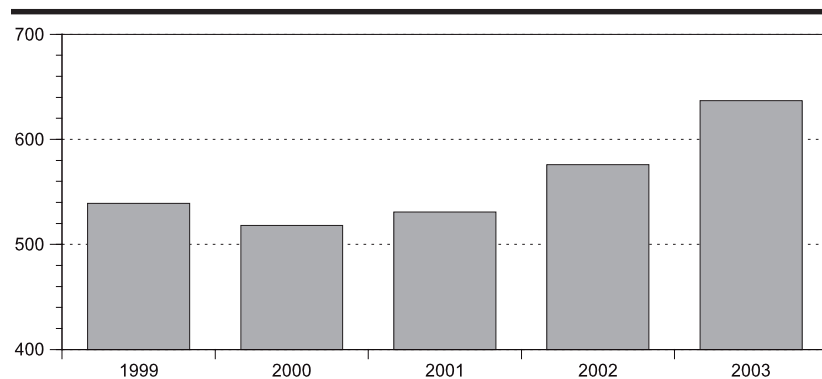
Source : Régie du cinéma.

frein à au moins 10 années de décroissance continue. À titre de comparaison, la Régie du cinéma avait classé, en 1992, 1 960 longs métrages destinés à la présentation publique.

En 2003, ce sont encore les courts métrages destinés au visionnement privé qui ont entraîné la diminution du nombre total de courts métrages, puisque leur nombre a baissé de 6,7 %, tandis que le nombre de courts métrages destinés au visionnement public est passé de 38 à 42, soit une augmentation de 10,5 %. Toutefois, depuis 1999, la baisse annuelle moyenne du nombre de ces deux types de films est à peu près la même, soit 5,6 % pour ce qui est des courts métrages destinés à la présentation publique et 5,9 % quant à ceux qui sont destinés au visionnement privé. En matière de films annonces, la Régie du cinéma en a classé 604 en 2003, comparativement à 574 en 2002, soit une hausse de 5,2 %.

Figure 3.2

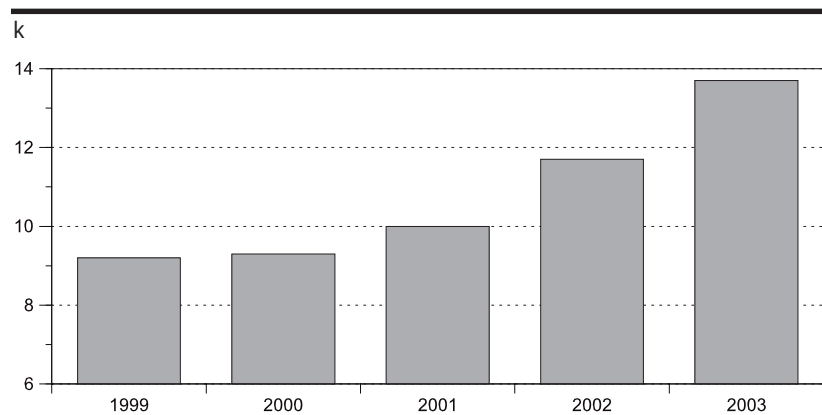
Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 1999 à 2003



Source : Régie du cinéma.

Figure 3.3

Nombre de longs métrages classés, destinés au visionnement privé, Québec, 1999 à 2003



Source : Régie du cinéma.



La Petite Lili
de Claude Miller
Photo : Frédérique Parraja

La présentation publique

Si l'on étudie les films classés par la Régie sous l'angle du marché visé et en excluant les films annonces, 637 longs métrages et 42 courts métrages – soit un total de 679 films – étaient destinés à une présentation publique.

En ce qui concerne les 637 longs métrages, 57,0 % d'entre eux ont obtenu un visa général, 30,0 % ont été classés dans la catégorie « 13 ans et + », 3,8 % dans celle de « 16 ans et + » et, enfin, 9,3 % dans la catégorie « 18 ans et + ».

Par ailleurs, la ventilation selon la langue permet d'observer que 44,6 % des longs métrages (284) destinés à être présentés en public étaient en français,

Tableau 3.2

Nombre de films classés¹, destinés à être présentés en public, selon la catégorie de classement, Québec, 2003

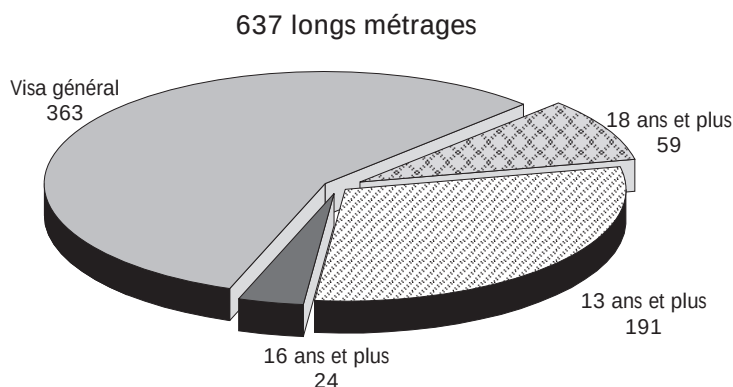
	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Visa général	363	57,0	42	100,0	405	59,6
13 ans et plus	191	30,0	–	–	191	28,1
16 ans et plus	24	3,8	–	–	24	3,5
18 ans et plus	59	9,3	–	–	59	8,7
Total	637	100,0	42	100,0	679	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

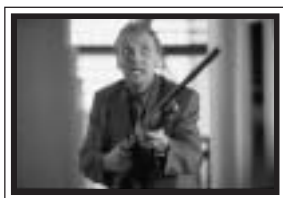
Source : Régie du cinéma.

Figure 3.4

Longs métrages destinés à être présentés en public, selon le classement, Québec, 2003



Source : Régie du cinéma.



Vendus
d'Éric Tessier
Photo : Izabel Zimmer

comparativement à 52,3 % (333) en anglais. Quant aux 17 longs métrages en langue étrangère, ils représentaient 2,7 % des films classés en 2003. On compte également trois longs métrages bilingues, soit 0,5 % des longs métrages classés en 2003.

Tableau 3.3

Nombre de films classés¹, destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2003

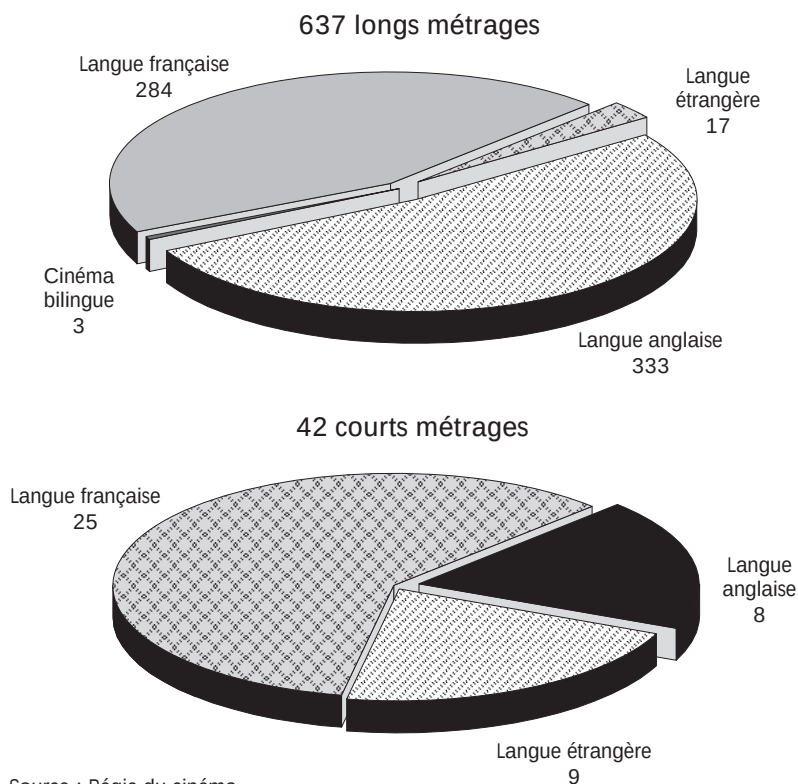
	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Français	284	44,6	25	59,5	309	45,5
Anglais	333	52,3	8	19,0	341	50,2
Bilingue	3	0,5	—	—	3	0,4
Langue étrangère	17	2,7	9	21,4	26	3,8
Total	637	100,0	42	100,0	679	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

Figure 3.5

Longs et courts métrages destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2003



Le visionnement privé

Au même titre que les films destinés à être présentés en public, les films commercialisés sur support vidéo pour le visionnement privé doivent être classés par la Régie du cinéma.

Ainsi, en 2003, la Régie a classé 13 682 longs métrages et 1 226 courts métrages, soit un total de 14 908 films destinés au visionnement privé, comparativement à 12 977 en 2003.

Concernant les longs métrages, 65,6 % (8 979) ont obtenu un visa général, 9,4 % (1 292) ont été rangés dans la catégorie « 13 ans et + », 2,1 % (294) dans la catégorie « 16 ans et + » et, enfin, 22,8 % (3 117) dans celle de « 18 ans et + ».

Tableau 3.4

Nombre de films classés¹, destinés au visionnement privé, selon la catégorie de classement, Québec, 2003

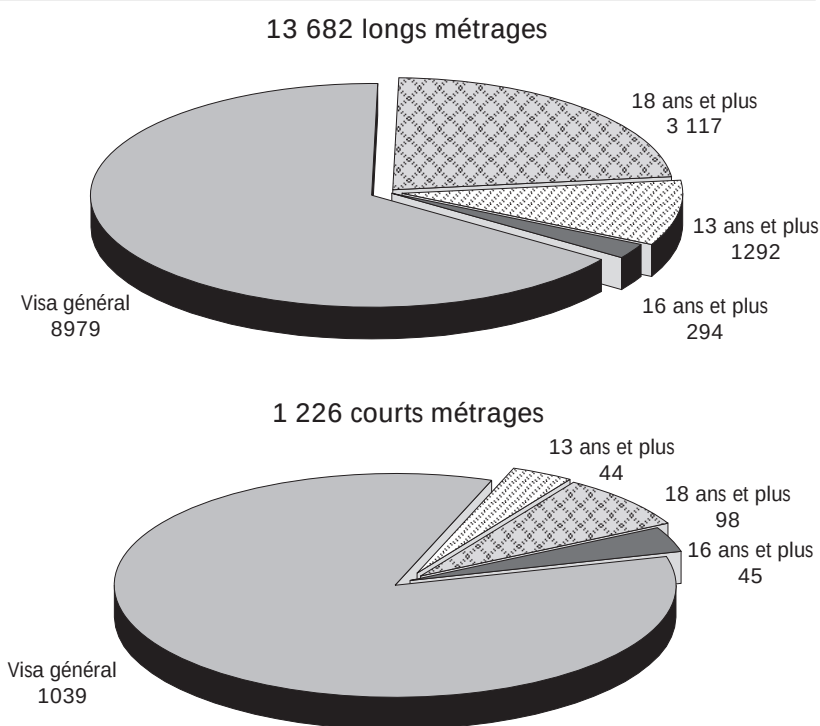
	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Visa général	8 979	65,6	1 039	84,7	10 018	67,2
13 ans et plus	1 292	9,4	44	3,6	1 336	9,0
16 ans et plus	294	2,1	45	3,7	339	2,3
18 ans et plus	3 117	22,8	98	8,0	3 215	21,6
Total	13 682	100,0	1 226	100,0	14 908	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

Figure 3.6

Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon le classement, Québec, 2003



Source : Régie du cinéma.

En 2003, le nombre de longs métrages dans une langue autre que le français ou l'anglais s'élève à 4 831, comparative-ment à 4 662 en 2003. Parmi les 13 682 longs métrages clas-sés en 2003 se trouvent égale-ment 401 films en français (2,9 %), 8 421 en anglais (61,5%) et, enfin, 29 qui sont considérés comme bilingues (0,2 %).

Tableau 3.5

Nombre de films classés¹, destinés au visionnement privé, selon la langue, Québec, 2003

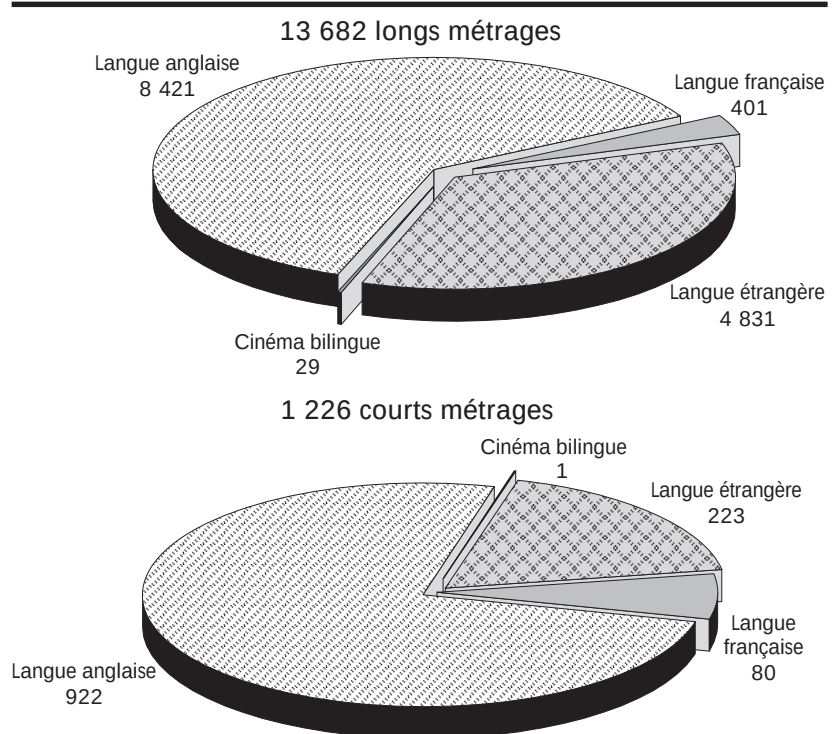
	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Français	401	2,9	80	6,5	481	3,2
Anglais	8 421	61,5	922	75,2	9 343	62,7
Bilingue	29	0,2	1	—	30	0,2
Langue étrangère	4 831	35,3	223	18,2	5 054	33,9
Total	13 682	100,0	1 226	99,9	14 908	100,0

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

Figure 3.7

Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon la langue, Québec, 2003



Source : Régie du cinéma.

Le nombre de films en exploitation dans les cinémas et les ciné-parcs

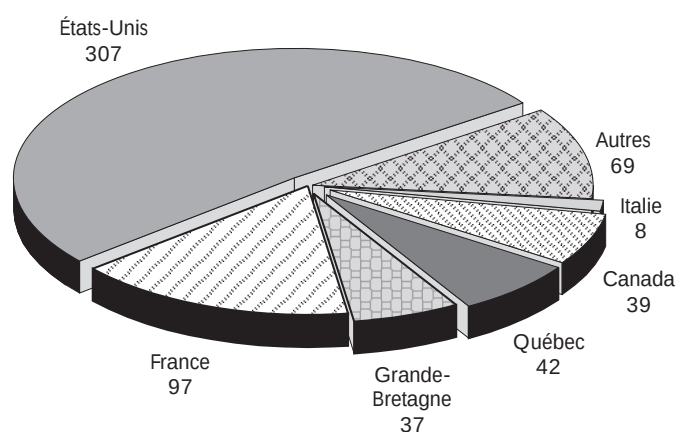
En 2003, 599 films ont été présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs du Québec, comparativement à 619 en 2002. Il s'agit d'une deuxième diminution consécutive. En fait, en excluant l'année exceptionnelle de 1992 où 1 023 films – nombre record – ont été exploités, la variété de l'offre de films a diminué de façon importante au cours des années 1990. En effet, de 1985 à 1991, on a présenté en moyenne 839 films dans les cinémas et les ciné-parcs, tandis qu'entre 1993 et 2003, ce nombre a chuté à 644 films, soit une baisse de 23,2 %.

Si l'on examine maintenant la provenance des films présentés de 1999 à 2003, on constate que la prédominance du cinéma

américain dans l'offre cinématographique semble s'essouffler lentement. En passant de 53,6 % à 51,3 % de 2002 à 2003, le cinéma américain connaît une troisième diminution consécutive de sa part dans le nombre de

films exploités dans les cinémas et les ciné-parcs. L'année 2003 a été plus intéressante pour le cinéma québécois, puisqu'il a dépassé son record de 2002 en accaparant 7,0 % du nombre de films en exploitation.

Figure 3.8
Origine des films en exploitation dans les salles de cinéma et ciné-parcs, selon le pays d'origine, Québec, 2003



Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.6
Répartition des films en exploitation¹, selon le pays d'origine, Québec, 1999-2003

Pays	1999		2000		2001		2002		2003	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	298	52,7	398	55,4	375	54,9	332	53,6	307	51,3
France	78	13,8	101	14,1	103	15,1	93	15,0	97	16,2
Grande-Bretagne	49	8,7	46	6,4	39	5,7	37	6,0	37	6,2
Québec	31	5,5	39	5,4	36	5,3	40	6,5	42	7,0
Canada	34	6,0	26	3,6	25	3,7	33	5,3	39	6,5
Italie	10	1,8	10	1,4	14	2,0	12	1,9	8	1,3
Autres	65	11,5	98	13,6	91	13,3	72	11,6	69	11,5
Total	565	100,0	718	100,0	683	100,0	619	100,0	599	100,0

1. Programmes simples seulement.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



CHAPITRE 4

LA DISTRIBUTION

Benoit Allaire

Au Québec, en vertu de l'article 102 de la Loi sur le cinéma, « nul ne peut, sur une base commerciale, posséder, vendre, louer, prêter ou échanger des copies de films, à moins d'être titulaire d'un permis de distributeur ». De plus, en vertu de l'article 108 de la même Loi, « le titulaire d'un permis de distributeur doit, conformément aux règlements de la Régie, transmettre à celle-ci, au plus tard le 31 janvier de chaque

année, un rapport financier pour l'année précédente ». Ce rapport doit indiquer séparément les revenus bruts réalisés au Québec et qui proviennent :

1. de la distribution de films dans un lieu de présentation de films en public;
2. de la vente, de la location, du prêt ou de l'échange de matériel à un commerçant de détail;

3. de toute autre activité de distribution dans le domaine du cinéma.

Enfin, soulignons qu'il existe au Québec deux catégories de permis de distributeur : le permis général et le permis spécial.



Mambo Italiano
de Émile Gaudreault
Photo : Attila Dory



Permis général par opposition au permis spécial de distributeur

Conformément à la Loi sur le cinéma, le permis général de distributeur est la règle et il ne peut être délivré qu'aux entreprises reconnues comme étant « québécoises » au sens de la Loi. Parallèlement aux entreprises québécoises titulaires d'un permis général de distributeur, les « majors » américains poursuivent leurs activités de distribution au Québec, en vertu d'une entente entre le ministre de la Culture et des Communications et la Motion Picture Export Association of America (MPEAA), entente intervenue en octobre 1986 et renouvelée en 1992. Celle-ci, reconnue par la Loi sur le cinéma, prévoit la délivrance d'un permis spécial de distributeur à l'un des « majors » signataires de l'entente initiale (ou une corporation affiliée accréditée) pour chaque film qu'il soumet à la Régie et dont il est reconnu, selon les termes de l'entente, être le producteur ou le détenteur des droits mondiaux de distribution.

Liste des corporations membres de la MPEAA et des corporations accréditées auprès de la Régie, 1^{er} janvier 1987

Corporations membres de la MPEAA	Corporations accréditées auprès de la Régie
Buena Vista International inc.	Buena Vista Home Video Buena Vista Pictures Distribution inc. Distribution de films Buena VistaCanada inc.
Columbia Pictures Industries inc. MGM/UA Communications Co.	Columbia Pictures Industries inc. Divertissements MGM/UA du Canada inc.
Orion Pictures Corporation	Orion Pictures Distribution (Canada) inc.
Paramount Pictures Corporation	Paramount Pictures (Canada) inc.
Twentieth Century Fox International Corp.	Twentieth Century Fox (Canada) Ltd.
Universal International Films inc.	MCA Divertissements sur films du Canada inc.
Warner Bros. inc.	Warner Bros. Canada inc. Warner Bros. Entertainment inc.



Je n'aime que toi
de Claude Fournier
Photo : Pierre Dury



Les revenus bruts des distributeurs

Note : À cause de délais imprévus relatifs à la validation des données sur les revenus bruts des distributeurs avec permis spécial, il nous est impossible de publier les tableaux habituels à ce sujet. Ils seront ajoutés à l'édition de 2005 de la présente publication. Nous nous excusons de ce retard.

En 2003, 155 distributeurs titulaires d'un permis général (5 de plus qu'en 2002) ont déclaré des revenus à la Régie du cinéma. De ce nombre, 125 ont eu des revenus inférieurs à 1 million de dollars, 26 entre 1 et 10 millions – soit 2 de plus qu'en 2002 – et, enfin, 4 ont touché des revenus supérieurs à 10 millions, soit 3 de moins qu'en 2002.

Le marché de la distribution pour les cinémas et les ciné-parcs

Les données de l'enquête menée par l'Institut de la statistique du Québec auprès des salles de cinéma et des ciné-parcs, en collaboration avec la Régie du cinéma, permettent de segmenter les parts de marché selon les types de distributeurs.

Tableau 4.1

Nombre de distributeurs¹ titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, selon le marché, Québec, 2003

Marchés	Tranche de revenus (k\$)					Total ²
	0-99	100-499	500-999	1 000-10 000	Plus de 10 000	
	n					
Salles	5	–	–	4	–	9
Commerces de détail de matériel vidéo	67	13	3	11	3	97
Autres marchés	8	1	–	–	–	9
Salles et commerces de détail de matériel vidéo	4	1	1	1	1	8
Salles et autres marchés, sauf les commerces de détail de matériel vidéo	4	1	–	–	–	5
Commerces de détail de matériel vidéo et autres marchés, sauf les salles	6	1	–	2	–	9
Tous les marchés	4	4	2	8	–	18
Total	98	21	6	26	4	155

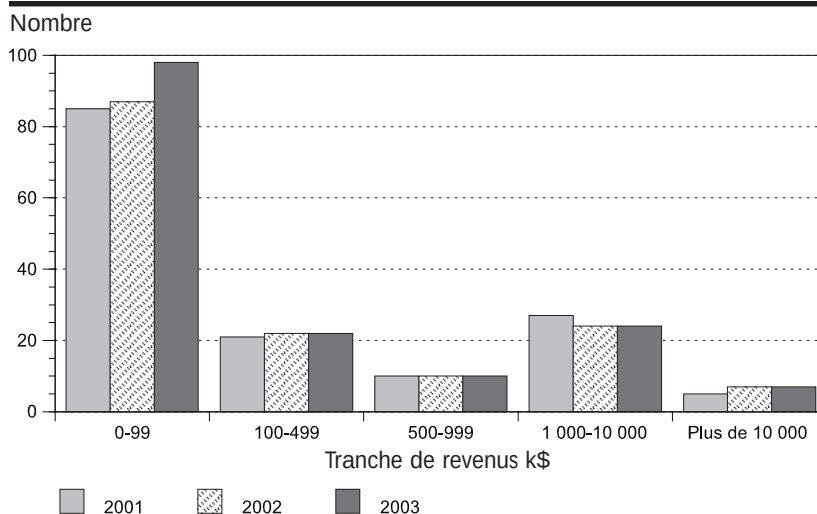
1. Seuls les distributeurs québécois peuvent être titulaires d'un permis général de distributeur.

2. Le nombre de distributeurs total est ici inférieur au nombre de permis généraux en vigueur parce que dans certains cas, aucun revenu n'a été déclaré relativement à un permis en vigueur.

Source : Régie du cinéma.

Figure 4.1

Nombre de distributeurs titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, Québec, 2001, 2002 et 2003



Source : Régie du cinéma.

Ainsi, en 2003, près de 17,2 millions de spectateurs sur un total de 29,0 millions, soit 59,5 %, ont visionné des films distribués par les titulaires d'un permis spécial. Quant aux films distribués par les titulaires d'un permis général, ils représentent 40,5 % de l'assistance totale, soit un peu plus de 11,7 millions de spectateurs. Les distributeurs détenteurs d'un permis général ont donc augmenté leur part de marché en 2003, puisque celle-ci était de 37,4 % en 2002. Les recettes étant directement proportionnelles à l'assistance, la répartition est à peu près la même, à savoir 59,8 % des recettes lorsque le film était distribué par un titulaire de permis spécial et 40,2 %, par un titulaire de permis général.

Quant au nombre de projections, de 925 072 en 2002, la proportion est de 61,9 % contre 38,1 % en faveur des distributeurs titulaires d'un permis spécial.

Tableau 4.2

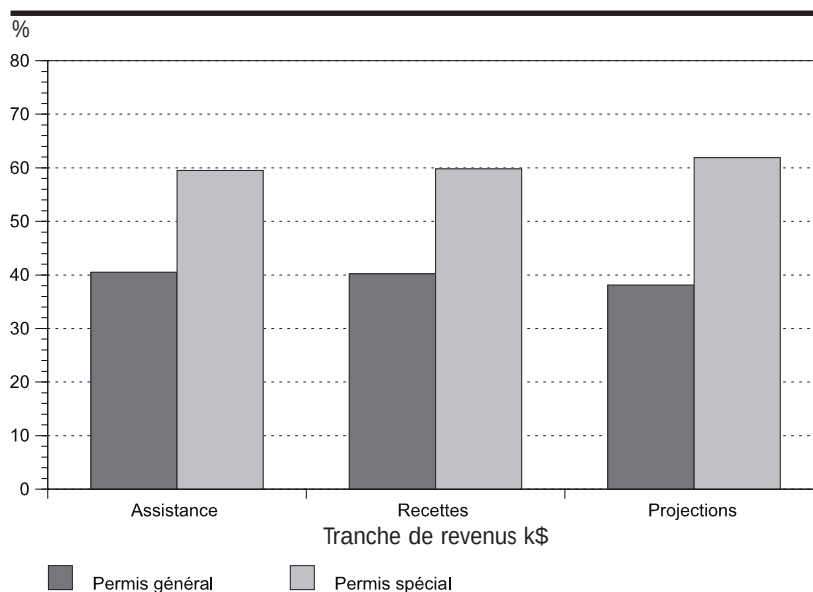
Résultats d'exploitation des cinémas et des ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2003

Catégorie	Assistance		Recettes		Projections	
	k	%	k\$	%	n	%
Permis général	11 751,2	40,5	72 059,4	40,2	352 644	38,1
Langue française	9 072,5	77,2	54 235,2	75,3	272 414	77,2
Autres langues	2 678,7	22,8	17 824,2	24,7	80 230	22,8
Permis spécial	17 270,1	59,5	107 118,2	59,8	572 428	61,9
Langue française	11 446,7	66,3	68 352,5	63,8	396 523	69,3
Autres langues	5 823,4	33,7	38 765,6	36,2	175 905	30,7
Total	29 021,3	100,0	179 177,6	100,0	925 072	100,0

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.2

Répartition de l'assistance, des recettes et des projections dans les cinémas et ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



CHAPITRE 5

L'INFRASTRUCTURE D'EXPLOITATION

Benoit Allaire

Le mouvement d'expansion de l'infrastructure cinématographique amorcé en 2002 s'est poursuivi en 2003, le nombre de cinémas et d'écrans ayant augmenté notablement. Tout comme en 2002, cette hausse est toutefois entièrement le fait des propriétaires indépendants, puisque les grandes chaînes de cinémas offrent le même nombre de cinémas et d'écrans en 2003 qu'en 2002. Le nombre moyen de cinémas et d'écrans en activité est resté cependant remarquablement stable dans la plupart des régions.



Père et fils
de Michel Boujenah
Photo : Philippe Bossé

Les permis d'exploitation

En vertu de la Loi sur le cinéma en vigueur au Québec, la Régie du cinéma a pour mandat d'émettre les permis d'exploitation des lieux publics de présentation de films. Il existe trois catégories de permis : salle de cinéma, ciné-parc et lieu polyvalent. Par exemple, un musée qui diffuse un film lors d'une exposition est considéré comme un lieu polyvalent selon la Régie du cinéma, et il lui faut obtenir un permis d'exploitation. Quelle que soit la catégorie du lieu de présentation, un permis est nécessaire pour chaque écran.

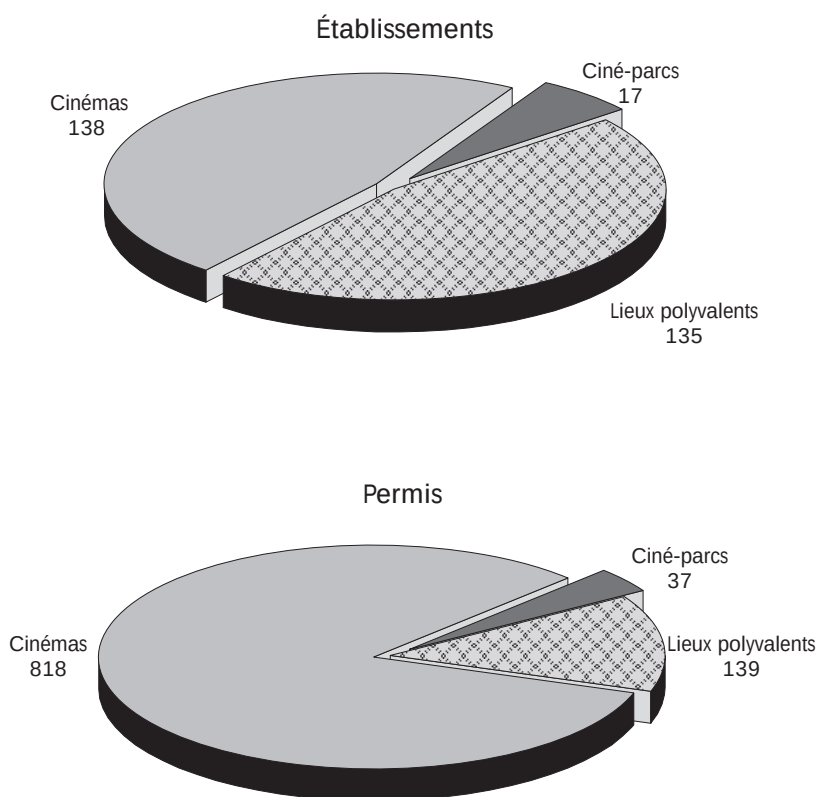
Au 31 décembre 2003, la Régie du cinéma avait délivré 994 permis à 290 établissements pour l'année en cours, soit une moyenne de 3,4 permis par établissement. Toutes les catégories d'établissements et de permis ont augmenté en nombre par rapport à la même date en 2002, sauf les ciné-parcs dont le nombre (37) est resté inchangé. Depuis 1999, le nombre de permis par cinéma a augmenté : il était de 5,9 en moyenne en 2003 au lieu de 4,9 en 1999. Durant la même période, chaque année, on compte environ deux permis par ciné-parc et un permis par lieu polyvalent. Au cours de la période 1999-2003, le nombre d'établissements a diminué de 0,3 % en moyenne chaque année. Cette décroissance est de 8,3 %

Tableau 5.1
Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 1999-2003, au 31 décembre

	1999	2000	2001	2002	2003
	n				
Établissements	286	279	256	270	290
Cinémas	145	137	124	133	138
Ciné-parcs	24	22	18	17	17
Lieux polyvalents	117	120	114	120	135
Permis	875	926	897	951	994
Cinémas	708	761	742	791	818
Ciné-parcs	47	42	38	37	37
Lieux polyvalents	120	123	117	123	139

Source : Régie du cinéma.

Figure 5.1
Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 31 décembre 2003



Source : Régie du cinéma.

pour ce qui est des ciné-parcs et de 1,2 % quant aux cinémas. Pendant ce temps, le nombre de lieux polyvalents a augmenté en moyenne de 3,6 % annuellement. Par contre, le nombre de permis a augmenté en moyenne de 3,2 % par année. Cette hausse est attribuable à la croissance annuelle moyenne du nombre de permis de 3,7 %, tant pour ce qui est des cinémas qu'en ce qui regarde les lieux polyvalents. En ce qui concerne les ciné-parcs, on constate une baisse annuelle moyenne de 5,8 %.

Note : La suite de l'étude ne retiendra plus les lieux d'exploitation polyvalents, puisque leur activité principale n'est pas la présentation de films en public. À moins d'avis contraire, seuls les cinémas et les ciné-parcs seront donc pris en compte.

Les propriétaires des établissements

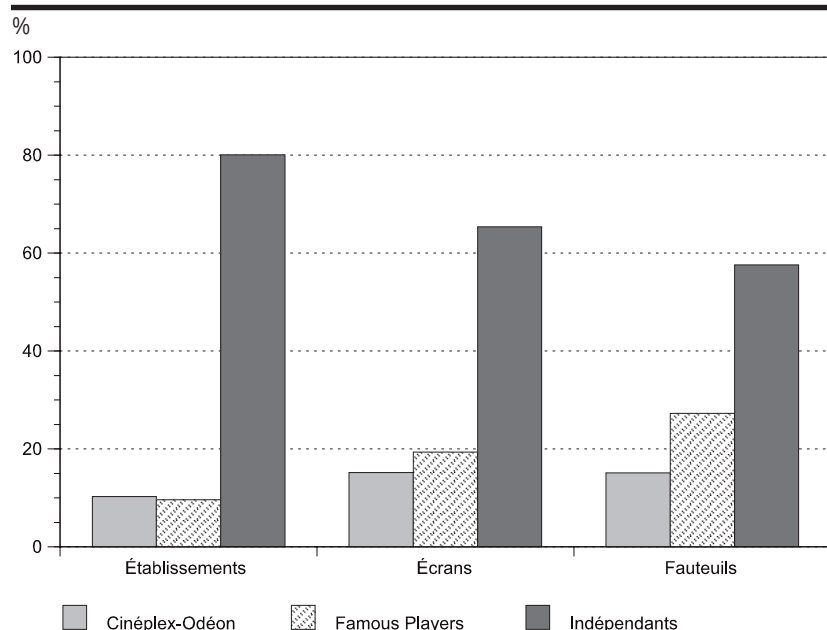
Comme en 2002, l'infrastructure cinématographique au Québec a été marquée en 2003 par le dynamisme des propriétaires indépendants. En effet, la chaîne de cinémas Cinéplex Odéon comptait exactement le même nombre de cinémas et d'écrans en 2003 qu'en 2002, tandis que la chaîne Famous Players comptait un cinéma et 8 écrans de moins. L'ajout de 6 nouveaux cinémas et de 35 nouveaux écrans est entièrement le fait de propriétaires indépendants. Entre 2002 et 2003, la part des

Tableau 5.2
Répartition des établissements et des écrans en fonction de leurs propriétaires, Québec, 31 décembre 2003

	Cinéplex-Odéon		Famous Players		Indépendants		Total	
	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003
n								
Cinéma et ciné-parcs								
Établissements	16	16	15	15	119	125	150	156
Écrans	131	131	167	167	530	565	828	863
Cinéma								
Établissements	12	12	15	14	106	112	133	138
Écrans	120	120	167	159	504	539	791	818
Fauteuils (k)	24,3	24,3	45,5	43,7	89,2	92,5	158,9	160,5
Ciné-parcs								
Établissements	4	4	—	—	13	13	17	17
Écrans	11	11	—	—	26	26	37	37

Source : Régie du cinéma.

Figure 5.2
Répartition des établissements, des écrans et des fauteuils¹ des cinémas et ciné-parcs selon qu'ils sont exploités par des corporations ou des indépendants, Québec, 31 décembre 2003



1. Les fauteuils ne se rapportent qu'aux salles de cinéma.

Source : Régie du cinéma.

indépendants dans l'infrastructure est passée de 79,7 % à 81,2 % pour ce qui est des cinémas, et de 63,7 % à 65,9 % en ce qui concerne les écrans. De 1999 à 2003, les propriétaires indépendants ont augmenté constamment leur part de l'infrastructure cinématographique québécoise, qui est passée de 73,8 % à 81,2 % des cinémas et de 59,5 % à 65,9 % des écrans. Les grandes chaînes de cinémas demeurent cependant en tête en ce qui a trait au nombre d'écrans par cinéma. En effet, les cinémas Famous Players comptaient en moyenne 11,4 écrans par cinéma en 2003, les cinémas Cinéplex Odéon en avaient 10,0, tandis que les cinémas indépendants en comportaient 4,8.

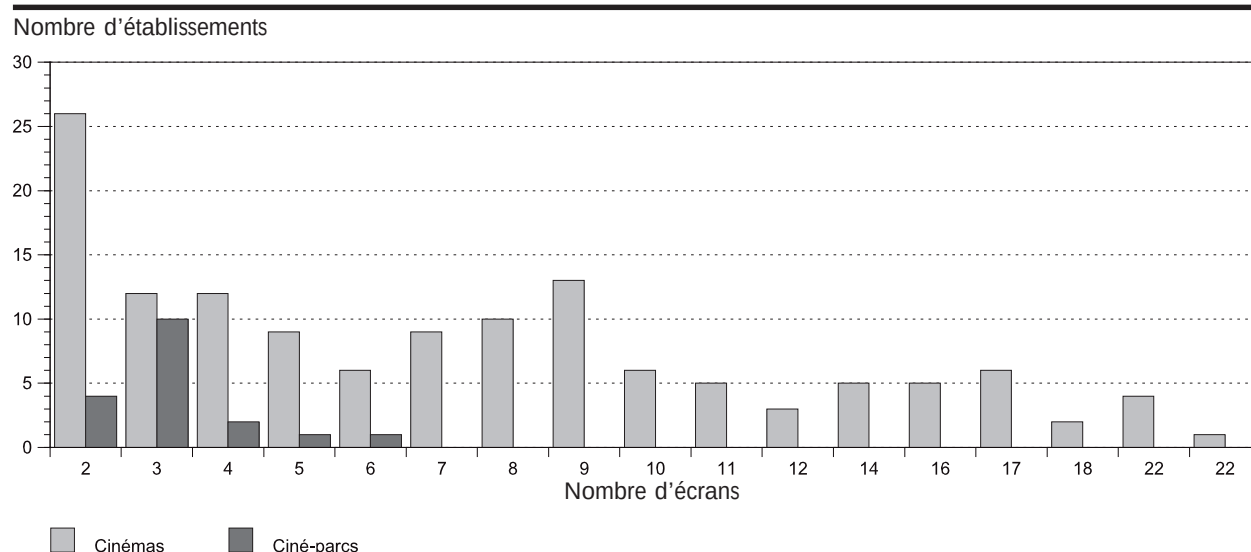
Tableau 5.3
Répartition des établissements selon le nombre d'écrans¹ en activité, Québec, 25 février 2004

Nombre d'écrans	Cinémas	Ciné-parcs	Cinémas et ciné-parcs	
	n		n	%
1	26	4	30	19,7
2	12	10	22	14,5
3	12	2	14	9,2
4	9	1	10	6,6
5	6	1	7	4,6
6	9	—	9	5,9
7	10	—	10	6,6
8	13	—	13	8,6
9	6	—	6	3,9
10	5	—	5	3,3
11	3	—	3	2,0
12	5	—	5	3,3
14	5	—	5	3,3
16	6	—	6	3,9
17	2	—	2	1,3
18	4	—	4	2,6
22	1	—	1	0,7
Total	134	18	152	100,0

1. Le nombre d'écrans en activité peut être moindre que le nombre de permis en vigueur et, par conséquent, le nombre d'établissements aussi.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.3
Cinémas et ciné-parcs selon le nombre d'écrans en activité, Québec, 25 février 2004



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les complexes multisalles

Si l'on ne considère que les établissements en activité le 25 février 2004, quelques changements sont survenus par rapport à l'année précédente. En effet, le nombre de cinémas comptant moins de huit écrans est passé de 82 à 84. Quant aux cinémas avec huit écrans et plus, leur nombre avait augmenté de 7 et atteint 50.

La tendance favorable à l'aménagement de grands complexes de divertissement s'est légèrement renforcée, puisque les cinémas de huit écrans et plus regroupaient à cette même date

68,3 % de tous les écrans de cinéma en activité, tandis que cette proportion était de 66,6 % l'année précédente. Les cinémas comprenant trois écrans et moins représentent 37,3 % de tous les cinémas en activité en février 2004, par rapport à 41,6 % à pareille date en 2003, tandis que la part d'établissements de 16 écrans et plus a augmenté de 8,0 % à 9,7 %.

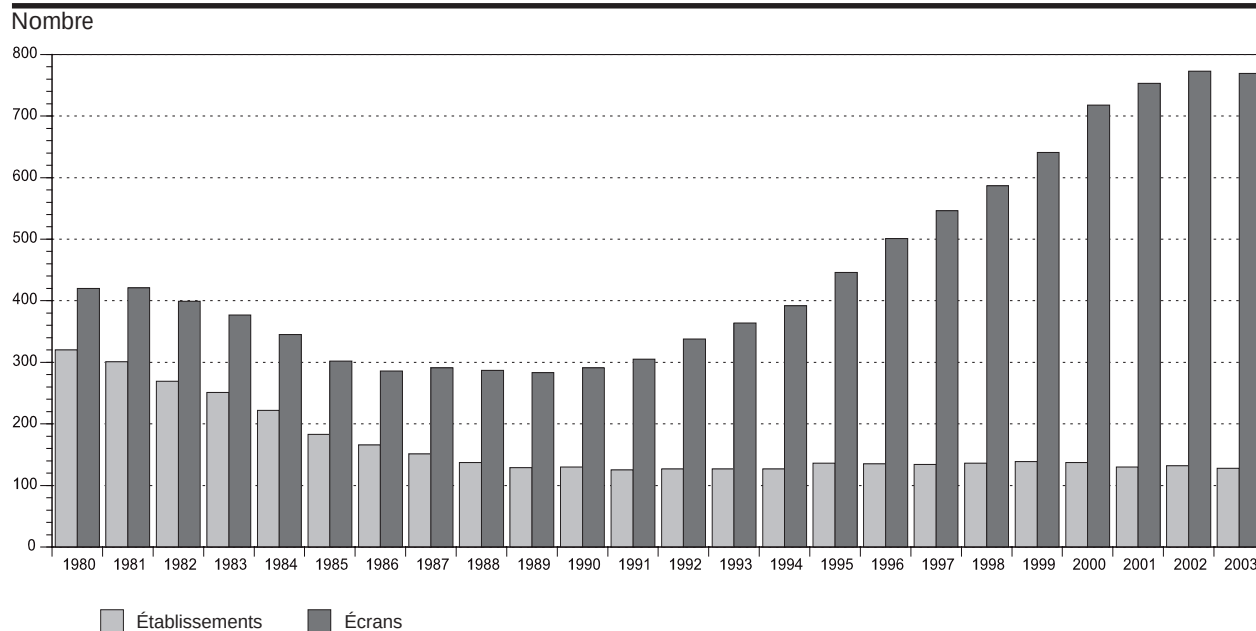
Les cinémas et les ciné-parcs

Contrairement au nombre de permis dont les données sont compilées au 31 décembre de

chaque année, le nombre moyen d'établissements en activité révèle un portrait plus juste du développement réel de l'infrastructure cinématographique. Ainsi, on constate une certaine contraction de l'infrastructure étant donné la diminution du nombre moyen de cinémas et de ciné-parcs, qui passe de 132 établissements en 2002 à 128 en 2003, tandis que l'on enregistrait pour la première fois une baisse du nombre moyen d'écrans, soit 769 en 2003 comparativement à 773 en 2002.

Cette légère baisse de régime est observable tant pour ce qui est des cinémas (trois établissements

Figure 5.4
Nombre annuel moyen d'établissements et d'écrans en activité, Québec, 1980-2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

en moins) qu'en ce qui regarde les ciné-parcs (un de moins). Quant à la diminution du nombre d'écrans, elle touche surtout les ciné-parcs qui en comptent trois de moins qu'en 2002.

Le nombre moyen d'écrans dans les cinémas est tout de même passé de 602 à 742 entre 1999 et 2003, soit une augmentation de 23,3 %. Au cours de la période 1985-2003, cette progression a été de 199,2 %, ce qui équivaut à un taux de croissance annuel moyen de 6,3 %.

Tableau 5.4
Nombre annuel moyen¹ d'établissements, d'écrans et de fauteuils, Québec, 1999-2003

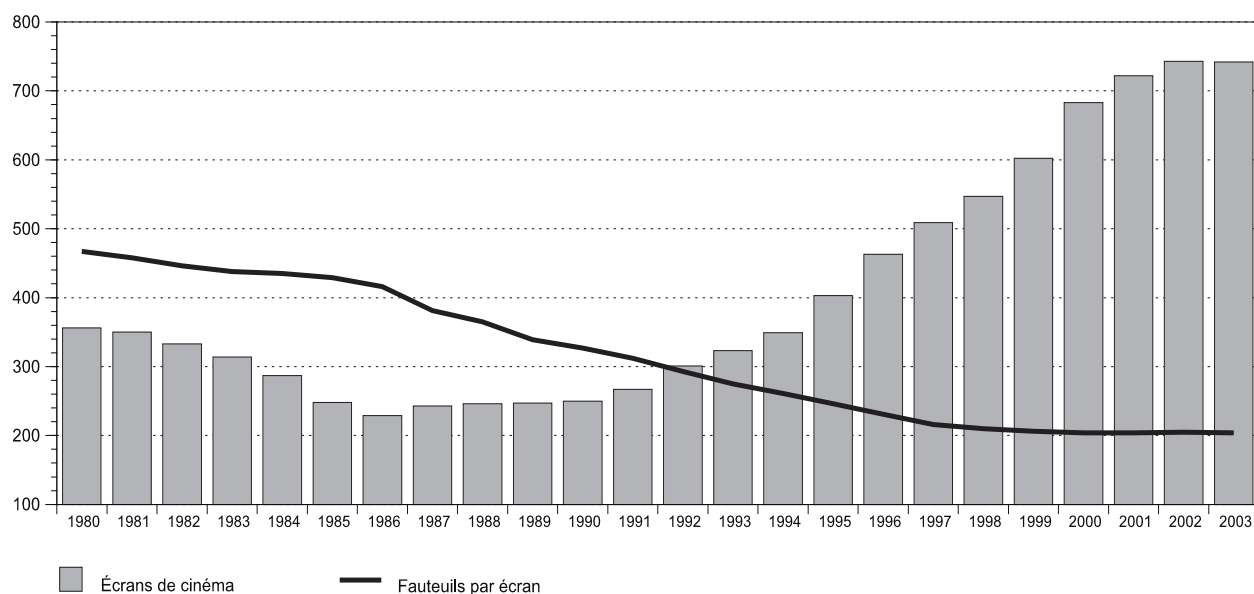
	1999	2000	2001	2002	2003
	n				
Cinémas et ciné-parcs					
Établissements	139	137	130	132	128
Écrans	641	718	753	773	769
Écrans par établissement	4,6	5,2	5,8	6	6
Établissements	119	120	116	118	115
Écrans	602	683	722	743	742
Écrans par établissement	5,1	5,7	6,2	6,3	6,5
Fauteuils (k)	124,0	139,3	146,9	152,3	151,6
Fauteuils par écran	206	204	204	205	204
Ciné-parcs					
Établissements	20	17	14	14	13
Écrans	39	35	31	30	27
Écrans par établissement	2,0	2,1	2,2	2,1	2,1

1. Moyenne des données compilées mensuellement au cours de l'année.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.5

Nombre annuel moyen d'écrans de cinéma et de fauteuils par écran, Québec, 1980-2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Le nombre moyen d'écrans par cinéma et le nombre de fauteuils par salle

La hausse du nombre moyen d'écrans par cinéma s'est poursuivie en 2003, puisqu'il est passé de 6,3 à 6,5. De 1999 à 2003, le nombre d'écrans par cinéma est passé de 5,1 à 6,5. Le visage actuel de l'infrastructure cinématographique québécoise contraste singulièrement avec celui du milieu des années 1970, quand on comptait 1,1 écran par cinéma en moyenne.

La tendance lourde en faveur de la diminution de la taille des salles de cinéma semble véritablement chose du passé. En effet si, de 1985 à 1998, le nombre de fauteuils par écran diminuait en moyenne au rythme de 5,3 % par année, cette baisse n'est que de 0,2 % par année depuis 1999. En 2003, le nombre de fauteuils par écran était de 204, comparativement à 205 en 2002.

Tableau 5.5
Nombre total de salles de cinéma et de fauteuils,
Québec, 1985-2003

	Salles de cinéma	Fauteuils	Fauteuils par salle
	n	k	n
1985	248	106,5	429
1986	229	95,3	416
1987	243	92,6	381
1988	246	89,9	365
1989	247	83,8	339
1991	267	83,4	312
1992	301	88,1	293
1993	323	88,9	275
1994	349	91,1	261
1995	403	99,3	246
1996	463	107,1	231
1997	509	109,9	216
1998	547	115,0	210
1999	602	124,0	206
2000	683	139,3	204
2001	722	146,9	203
2002	743	152,3	205
2003	742	151,5	204

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



A Problem with Fear
de Gary Burns



Les établissements et les écrans en région

La plupart des régions n'ont connu aucune modification notable quant au nombre moyen de cinémas ou d'écrans en activité en 2003. Signalons toutefois que les régions de la Chaudière-Appalaches, de la Montérégie et de Montréal ont chacune perdu un établissement. Quant au nombre d'écrans, c'est la Montérégie et Laval qui ont subi les pertes les plus importantes, soit des diminutions respectives de huit et de six écrans par rapport à 2002. Ailleurs, la perte d'établissements a pu être compensée par une augmentation du nombre d'écrans, comme à Montréal où on en trouve trois de plus qu'en 2002. La hausse notable du nombre d'écrans dans Lanaudière en 2002 a eu un écho en 2003, puisque trois écrans se sont ajoutés aux cinémas existants.

L'évolution, selon les régions, du nombre d'écrans en activité par 100 000 habitants, entre 1999 et 2003, montre que le développement des infrastructures touche surtout les centres urbains. Ainsi, dans la région de la Capitale-Nationale, ce nombre est passé de 7,1 à 11,5, de 9,5 à 12,8 en Mauricie, de 9,9 à 12,9 dans la région de Montréal, de 7,1 à 10,4 dans Lanaudière et de 5,4 à 9,9 en Outaouais. Dans l'ensemble du

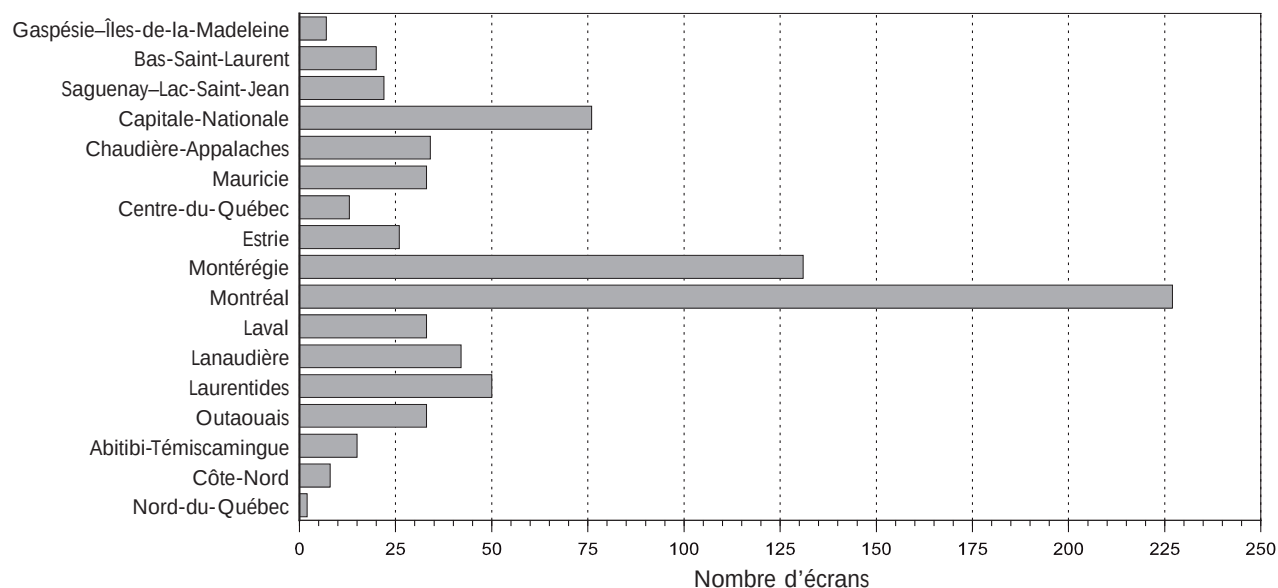
Tableau 5.6

Nombre et caractéristiques des cinémas et des ciné-parcs, par région administrative, Québec, 1999-2003

Région administrative	1999	2000	2001	2002	2003
n					
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
Établissements en activité	6	6	5	6	6
Écrans	7	7	8	8	7
Bas-Saint-Laurent					
Établissements en activité	9	9	8	8	8
Écrans	17	20	19	19	20
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
Établissements en activité	8	9	8	7	7
Écrans	16	25	23	22	22
Capitale-Nationale					
Établissements en activité	8	8	8	8	8
Écrans	46	69	77	75	76
Chaudière-Appalaches					
Établissements en activité	8	8	8	9	8
Écrans	23	23	27	33	34
Mauricie					
Établissements en activité	5	6	7	6	6
Écrans	25	29	31	30	33
Centre-du-Québec					
Établissements en activité	5	3	2	3	3
Écrans	14	13	12	14	13
Estrie					
Établissements en activité	6	6	5	5	5
Écrans	25	24	25	25	26
Montérégie					
Établissements en activité	20	22	21	19	18
Écrans	131	146	145	139	131
Montréal					
Établissements en activité	29	27	26	26	25
Écrans	180	184	215	224	227
Laval					
Établissements en activité	5	5	4	4	4
Écrans	42	45	39	39	33
Lanaudière					
Établissements en activité	5	5	4	5	5
Écrans	28	28	27	39	42
Laurentides					
Établissements en activité	9	9	9	9	9
Écrans	46	50	50	50	50
Outaouais					
Établissements en activité	5	6	6	6	6
Écrans	17	33	33	33	33
Abitibi-Témiscamingue					
Établissements en activité	9	7	7	7	7
Écrans	15	15	15	15	15
Côte-Nord					
Établissements en activité	3	3	3	3	3
Écrans	7	7	7	7	8
Nord-du-Québec					
Établissements en activité	2	2	2	2	2
Écrans	2	2	2	2	2

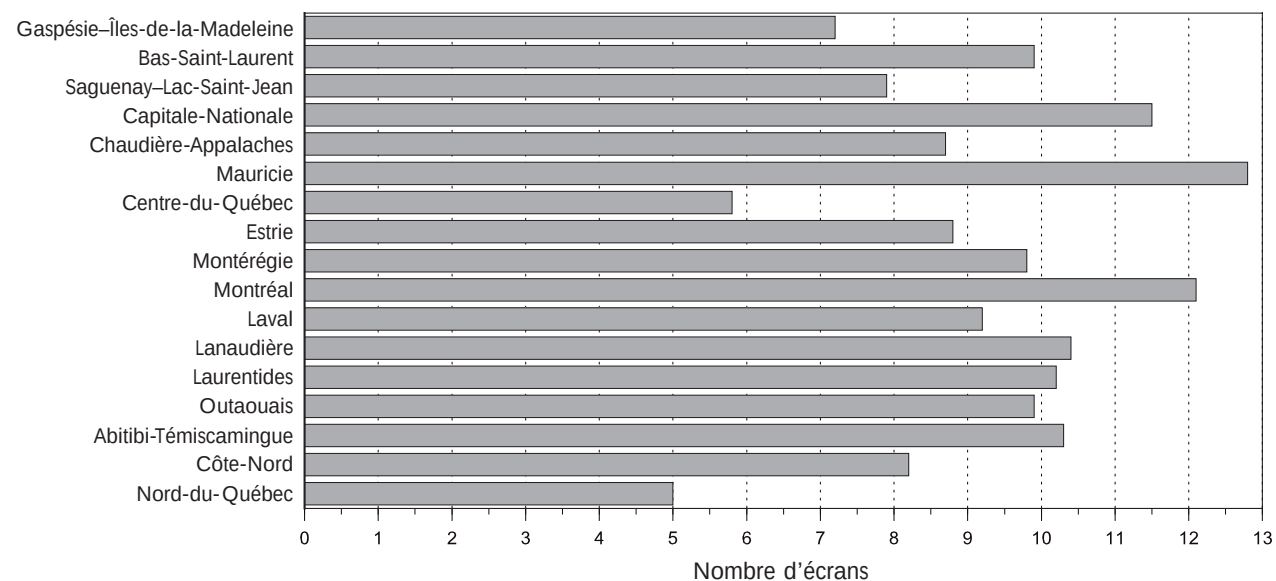
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.6
Nombre moyen d'écrans en activité par région administrative, Québec, 2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.7
Nombre annuel moyen d'écrans de cinémas et de ciné-parcs en activité par 100 000 habitants selon la région administrative, 2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Québec et durant la même période, le nombre moyen d'écrans en activité par 100 000 habitants est passé de 8,7 à 10,3.

Les régions qui ont connu les plus fortes augmentations du nombre d'écrans par 100 000 habitants au cours de la dernière année sont la Mauricie et la Côte-Nord (1,2 écran). Toutefois, ces hausses sont dues à la diminution de la population de ces régions plutôt qu'au développement de l'infrastructure cinématographique.

Tableau 5.7

Nombre d'établissements et d'écrans par 100 000 habitants selon la région administrative, Québec, 1999-2003

Région administrative	1999	2000	2001	2002	2003
n					
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
Établissements en activité	5,8	5,9	5,0	6,1	6,2
Écrans	6,8	6,9	8,0	8,1	7,2
Bas-Saint-Laurent					
Établissements en activité	4,4	4,4	3,9	4,0	4,0
Écrans	8,2	9,8	9,4	9,4	9,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
Établissements en activité	2,8	3,1	2,8	2,5	2,5
Écrans	5,5	8,7	8,1	7,8	7,9
Capitale-Nationale					
Établissements en activité	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
Écrans	7,1	10,7	11,9	11,5	11,5
Chaudière-Appalaches					
Établissements en activité	2,1	2,0	2,0	2,3	2,0
Écrans	5,9	5,9	6,9	8,4	8,7
Mauricie					
Établissements en activité	1,9	2,3	2,7	2,3	2,3
Écrans	9,5	11,0	11,9	11,5	12,8
Centre-du-Québec					
Établissements en activité	2,3	1,3	0,9	1,3	1,3
Écrans	6,3	5,8	5,4	6,3	5,8
Estrie					
Établissements en activité	2,1	2,1	1,7	1,7	1,7
Écrans	8,7	8,3	8,6	8,5	8,8
Montérégie					
Établissements en activité	1,5	1,7	1,6	1,4	1,3
Écrans	10,0	11,1	11,0	10,4	9,8
Montréal					
Établissements en activité	1,6	1,5	1,4	1,4	1,3
Écrans	9,9	10,1	11,7	12,1	12,1
Laval					
Établissements en activité	1,4	1,4	1,1	1,1	1,1
Écrans	12,1	12,8	11,0	10,8	9,2
Lanaudière					
Établissements en activité	1,3	1,3	1,0	1,2	1,2
Écrans	7,1	7,0	6,7	9,6	10,4
Laurentides					
Établissements en activité	1,9	1,9	1,9	1,9	1,8
Écrans	10,0	10,7	10,5	10,3	10,2
Outaouais					
Établissements en activité	1,6	1,9	1,9	1,8	1,8
Écrans	5,4	10,3	10,2	10,0	9,9
Abitibi-Témiscamingue					
Établissements en activité	5,8	4,6	4,6	4,7	4,8
Écrans	9,7	9,8	10,0	10,1	10,3
Côte-Nord					
Établissements en activité	2,9	2,9	3,0	3,0	3,1
Écrans	6,8	6,8	6,9	7,0	8,2
Nord-du-Québec					
Établissements en activité	5,1	5,1	5,1	5,0	5,0
Écrans	5,1	5,1	5,1	5,0	5,0
Ensemble du Québec					
Établissements en activité	1,9	1,9	1,8	1,8	1,7
Écrans	8,7	9,7	10,2	10,4	10,3

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



CHAPITRE 6

LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Benoit Allaire

De façon générale, les résultats d'exploitation ont légèrement fléchi par rapport à 2002, année de tous les records. L'assistance a reculé jusqu'à 28,9 millions d'entrées, tandis que les recettes diminuaient de 2,4 % et atteignaient 179,2 M\$. Ces résultats, tout de même remarquables, sont attribuables en grande partie à la qualité exceptionnelle de la production québécoise et à sa performance au guichet. Ainsi, pour ce qui est des années

2001-2003, les films québécois ayant eu une assistance supérieure à 50 000 entrées ont été vus par 322 623 spectateurs en moyenne, tandis que cette moyenne s'établissait à 239 045 relativement à la période 2000-2002. En comparaison, la moyenne d'assistance aux films américains, dont le nombre d'entrées est supérieur à 50 000, est passée de 226 730 en 2000-2002 à 225 324 spectateurs en 2001-2003.

Le constat de ces dernières années quant à la saturation de l'industrie est toujours valable, sinon plus, pour ce qui est de l'année 2003, et le très faible développement de l'infrastructure en est la conséquence immédiate. Un excellent indicateur de l'offre cinématographique est le nombre de fauteuils disponibles, c'est-à-dire le nombre de fauteuils mis à la disposition des



La Face cachée de la lune
de Robert Lepage



spectateurs à chaque projection. Par exemple, deux projections dans une salle de 500 fauteuils représentent 1 000 fauteuils disponibles. En regardant l'évolution de cet indicateur sur une longue période, on constate que le nombre de fauteuils disponibles augmente annuellement de 4,0 % en moyenne entre 1985 et 2003. Cette croissance annuelle est légèrement inférieure à celle de l'assistance qui est de 4,6 % durant la même période et, en conséquence, le taux d'occupation (l'assistance en fonction du nombre de fauteuils disponibles) semble relativement stable, car il affiche une augmentation annuelle moyenne de 1,8 %.

Toutefois, la comparaison des années 1997-2003 avec la période 1985-1996 révèle des changements importants. Si la croissance annuelle moyenne de l'assistance s'est très légèrement accélérée entre 1997 et 2003, soit de 4,3 % comparativement à 4,2 % au cours de la période 1985-1996, celle du nombre de fauteuils disponibles est passée de 2,4 % de 1985 à 1996, à 7,4 % de 1997 à 2003. Il s'en suit que le taux d'occupation qui augmentait annuellement de 1,8 % en moyenne durant la période 1985-1996 a diminué au rythme de 3,0 % en moyenne au cours des sept dernières années. L'industrie a donc tenté de retrouver son équilibre en multipliant les projections dans les infrastructures existantes, celles-ci ayant un taux de croissance près de deux fois plus élevé que

Tableau 6.1

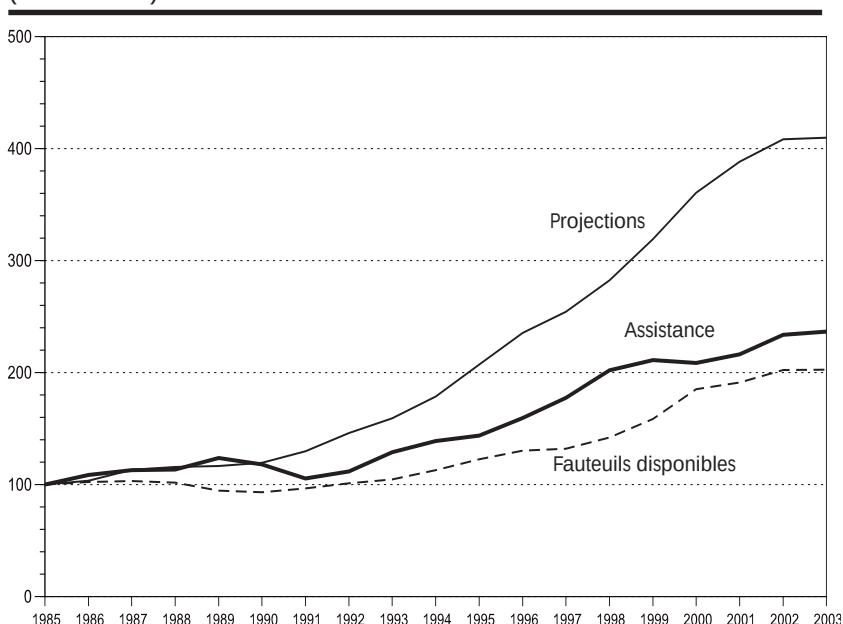
Évolution de l'assistance, du nombre de projections, du prix d'entrée moyen et du nombre de fauteuils disponibles, salles de cinéma, Québec, 1985-2003

Année	Assistance	Projections	Prix d'entrée moyen	Fauteuils disponibles	Taux d'occupation
	k	n	\$	k	%
1985	12 510,7	225 121	4,22	94 638,1	13,2
1986	13 557,5	232 644	4,04	96 792,3	14,0
1987	14 119,9	254 745	4,27	97 534,1	14,5
1988	14 186,3	260 447	4,74	96 348,4	14,7
1989	15 490,7	262 320	5,05	89 374,2	17,3
1990	14 779,4	268 932	5,31	88 094,2	16,8
1991	13 179,8	292 128	5,28	91 235,3	14,4
1992	13 990,7	328 537	5,08	95 613,0	14,6
1993	16 101,8	357 931	5,16	98 949,8	16,3
1994	17 379,4	401 992	5,15	106 615,4	16,3
1995	17 979,2	465 931	4,92	115 924,3	15,5
1996	19 927,9	529 811	4,87	123 277,4	16,2
1997	22 176,8	572 517	5,08	125 031,3	17,7
1998	25 271,0	635 343	5,13	134 280,5	18,8
1999	26 397,8	718 500	5,34	149 933,7	17,6
2000	25 084,4	811 942	5,70	168 280,4	14,9
2001	27 077,5	874 444	5,97	180 804,4	15,0
2002	29 235,9	919 446	6,13	191 449,4	15,3
2003	28 344,0	921 211	6,16	191 599,6	14,8

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.1

Évolution de l'assistance, du nombre de projections et de fauteuils disponibles dans les salles de cinéma, Québec, 1985-2003, (1985 = 100)



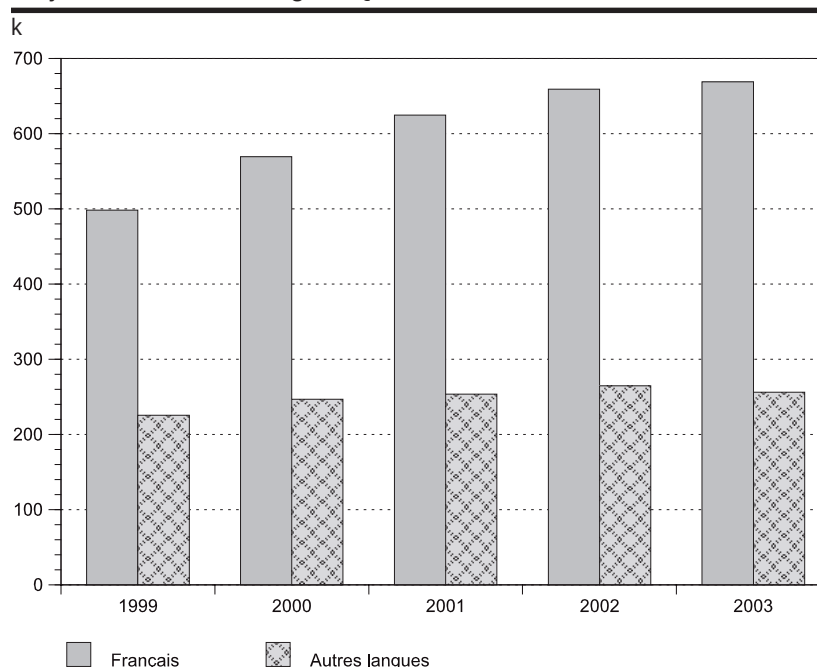
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

celui de l'assistance : 8,3 % annuellement de 1997 à 2003. Ce déclin ne devrait pas inquiéter outre mesure les exploitants de cinéma, puisque la diminution annuelle moyenne des recettes par projection n'a été que de 0,6 % au cours des sept dernières années, au lieu de 2,2 % pendant la période 1985-1996.

Les projections cinématographiques

La croissance vigoureuse du nombre de projections cinématographiques que le Québec a connue à la fin des années 1990 et au début des années 2000 s'est arrêtée en 2003. En effet, si le taux de croissance du nombre de projections était en moyenne de 6,3 % de

Figure 6.2
Projections selon la langue, Québec, 1999-2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.2
Projections selon la langue et la catégorie de classement de film, Québec, 1999-2003

	1999		2000		2001		2002		2003	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Projections	723 801		816 295		878 473		923 755		925 072	
Français	498 345	68,9	569 267	69,7	624 873	71,1	659 094	71,3	668 937	72,3
Cinémas	493 428	99,0	565 119	99,3	620 987	99,4	654 978	99,4	665 309	99,5
Ciné-parcs	4 917	1,0	4 148	0,7	3 886	0,6	4 116	0,6	3 628	0,5
Autre que français	225 456	31,1	247 028	30,3	253 600	28,9	264 661	28,7	256 135	27,7
Cinémas	225 072	99,8	246 823	99,9	253 457	99,9	264 468	99,9	255 902	99,9
Ciné-parcs	384	0,2	205	0,1	143	0,1	193	0,1	233	0,1
Visa général	450 349	62,2	454 788	55,7	595 619	67,8	565 533	61,2	579 221	62,6
Cinémas	447 902	99,5	453 046	99,6	593 588	99,7	563 011	99,6	577 822	99,8
Ciné-parcs	2 447	0,5	1 742	0,4	2 031	0,3	2 522	0,4	1 399	0,2
13 ans et plus	222 334	30,7	327 514	40,1	246 416	28,1	323 197	35,0	319 266	34,5
Cinémas	219 718	98,8	325 060	99,3	244 577	99,3	321 494	99,5	316 807	99,2
Ciné-parcs	2 616	1,2	2 454	0,8	1 839	0,8	1 703	0,5	2 459	0,8
16 ans et plus	36 737	5,1	29 435	3,6	33 168	3,8	30 317	3,3	24 712	2,7
Cinémas	36 499	99,4	29 278	99,5	33 009	99,5	30 233	99,7	24 709	100,0
Ciné-parcs	238	0,7	157	0,5	159	0,5	84	0,3	3	—
18 ans et plus ¹	14 381	2,0	4 558	0,6	3 270	0,4	4 708	0,5	1 873	0,2

1. Catégorie de films réservée aux cinémas.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1999 à 2003, il est tombé à 0,1 % en 2003. Cette diminution du rythme de croissance des projections pourrait s'expliquer en partie par la réduction du nombre d'écrans en activité, celui-ci s'établissant à 0,5 % en 2003, tandis que le nombre d'écrans augmentait en moyenne de 4,7 % annuellement de 1999 à 2003.

Une différence positive entre la croissance du nombre de projections et la croissance du nombre d'écrans indique une utilisation plus intensive des infrastructures existantes. Cette différence notée en 2003, à peu près la même que celle que l'on observait en 2000, semble indiquer que les exploitants de cinéma et de ciné-parc ont eu plus de difficulté à maintenir l'équilibre entre ces deux déterminants de l'offre cinématographique. Le nombre moyen de projections par écran est ainsi passé de 1 197 en 2002 à 1 203 en 2003. Cette hausse de 0,7 % est toutefois beaucoup moins forte que celles que l'on a connues en 1998 et en 1999, qui étaient respectivement de 3,2 % et de 3,4 %.

La proportion de projections en langue française poursuit sa croissance en s'établissant à 72,3 % en 2003. Il s'agit d'une progression de 1,5 % par rapport à 2002. Pour la première fois, le nombre de projections en d'autres langues a diminué en 2003, passant de 264 661 à 256 135, soit une baisse de 3,2 %. Comme pour ce qui est de l'ensemble des projections, la

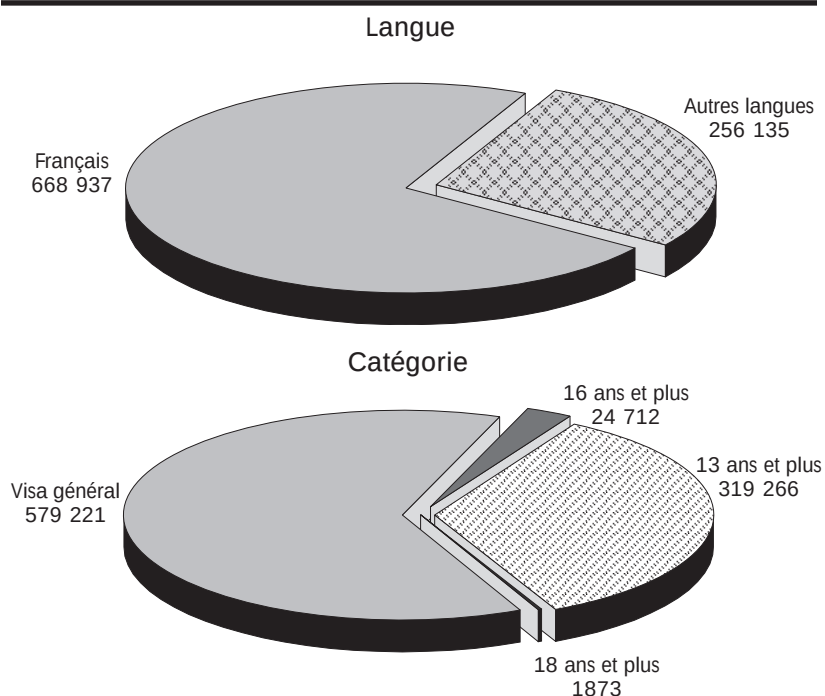
croissance du nombre de projections en français en 2003 est beaucoup plus faible que les années précédentes, la croissance annuelle moyenne de 1999 à 2003 s'établissant à 6,3 %. La hausse de 2003 est aussi moins forte que celle de l'année 2002, qui était de 5,5 %.

La répartition du nombre de projections selon la catégorie de classement montre que les films « pour tous » occupent toujours la place prépondérante qui était la leur dans l'offre de films avant 2000. Ces 579 221 projections en 2003 représentent une légère augmentation de 2,4 % par rapport à l'année précédente. Le

nombre de projections de films classés « 16 ans et + » a reculé de 18,5 % en 2003, tandis que le nombre de projections de films classés « 13 ans et + » a diminué de 1,2 % au cours de la même période. Les projections de films pour adultes, « 18 ans et + », ont baissé de 60,2 %.

La répartition des projections selon le classement en 2003 illustre bien la tendance générale observable depuis les cinq dernières années : les catégories « pour tous » et « 13 ans et + » occupent une place de plus en plus importante dans l'offre de films. Le nombre de projections de films assortis du « visa général » a augmenté en moyenne de

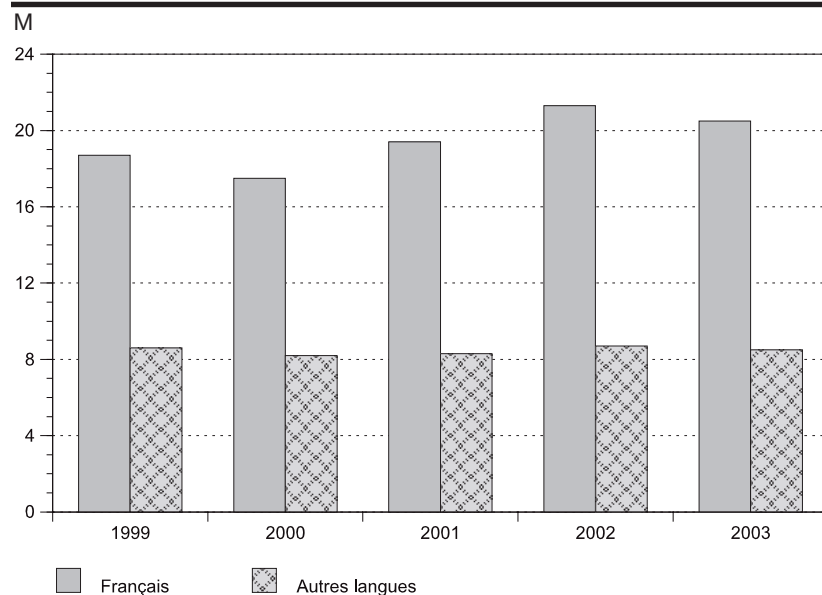
Figure 6.3
Projections selon la langue et la catégorie de classement, Québec, 2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

6,5 % annuellement depuis 1999, et celui des films classés « 13 ans et + », de 9,5 % annuellement. Quant aux catégories « 16 ans et + » et « 18 ans et + », elles ont connu une diminution annuelle moyenne du nombre de projections de 9,4 % et de 39,9 % respectivement, au cours de la même période. De plus, en annulant l'effet de la croissance de l'ensemble du nombre de projections sur ces variations, on constate que ce sont les catégories « visa général » et « 13 ans et + » qui augmentent leur part de l'offre de films.

Figure 6.4
Assistance selon la langue de projection des films,
Québec, 1999-2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

L'assistance

Au cours de l'année 2003, le public a continué à assister en grand nombre aux projections

Tableau 6.3
Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 1999-2003

	1999		2000		2001		2002		2003	
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
Assistance	27 309,2		25 729,1		27 746,2		29 941,9		29 021,3	
Français	18 743,6	68,6	17 488,5	68,0	19 396,6	69,9	21 263,5	71,0	20 519,2	70,7
Cinémas	17 872,5	95,4	16 885,7	96,6	18 743,6	96,6	20 592,9	96,8	19 877,3	96,9
Ciné-parcs	871,1	4,9	602,7	3,6	653,0	3,5	670,6	3,3	641,9	3,2
Autre que français	8 565,6	31,4	8 240,6	32,0	8 349,6	30,1	8 678,5	29,0	8 502,1	29,3
Cinémas	8 525,3	99,5	8 198,7	99,5	8 333,9	99,8	8 643,0	99,6	8 466,7	99,6
Ciné-parcs	40,3	0,5	41,9	0,5	15,7	0,2	35,5	0,4	35,4	0,4
Visa général	16 508,6	60,5	13 901,7	54,0	19 599,4	70,6	18 909,8	63,2	17 851,8	61,5
Cinémas	16 081,9	97,4	13 636,7	98,1	19 276,9	98,4	18 437,4	97,5	17 649,7	98,9
Ciné-parcs	426,7	2,7	265,0	1,9	322,5	1,7	472,4	2,6	202,1	1,1
13 ans et plus	8 869,0	32,5	10 711,5	41,6	6 989,8	25,2	9 902,0	33,1	10 422,3	35,9
Cinémas	8 427,9	95,0	10 348,2	96,6	6 653,7	95,2	9 672,7	97,7	9 947,2	95,4
Ciné-parcs	441,1	5,2	363,3	3,5	336,2	5,1	229,3	2,4	475,1	4,8
16 ans et plus	1 364,8	5,0	962,9	3,7	1 043,7	3,8	976,9	3,3	685,8	2,4
Cinémas	1 321,2	96,8	946,5	98,3	1 033,8	99,1	972,6	99,6	685,7	100,0
Ciné-parcs	43,6	3,3	16,4	1,7	10,0	1,0	4,3	0,4	0,1	—
18 ans et plus ¹	566,8	2,1	153,0	0,6	113,2	0,4	153,2	0,5	61,4	0,2

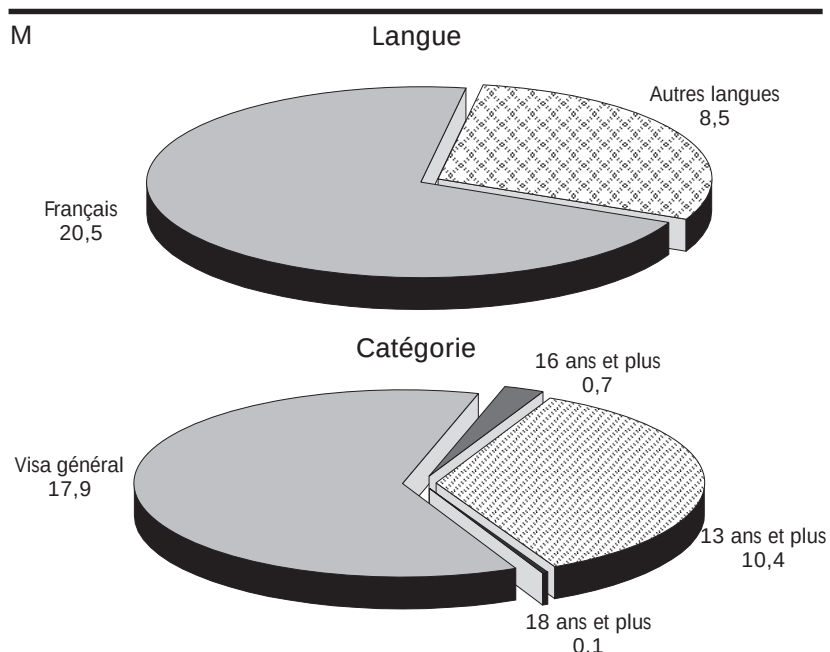
1. Catégorie de films réservée aux cinémas.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

cinématographiques, et l'assistance totale a presque atteint le nombre record de 2002, soit 29,0 millions d'entrées. En 2002, l'assistance avait été de 29,9 millions d'entrées. Avant 2002, il fallait remonter à 1958 (31,1 millions d'entrées) pour trouver un auditoire comparable au cinéma. Il s'agit donc d'une baisse de 3,1 % par rapport à l'année précédente, ce qui contraste passablement avec la variation annuelle moyenne de 3,5 % de la période 1998-2002.

En 2003, l'assistance aux projections en langue française a été semblable à celle de 2002, soit 70,7 % de toutes les entrées. Il s'agit d'une baisse de 0,3 % par rapport à 2002. En fait, depuis le bond spectaculaire de 1998 (22,9 %), la croissance de l'assistance aux projections en français est de plus en plus lente et elle a peut-être atteint un certain plafond. La comparaison entre l'augmentation de l'assistance en français et l'assistance dans une autre langue révèle que l'augmentation de l'assistance globale est attribuable en très grande partie à l'arrivée massive de spectateurs francophones dans les cinémas et les ciné-parcs. De 1999 à 2003, l'assistance globale a augmenté de 6,3 %, tandis que l'assistance aux projections en français croissait de 9,5 % et que celle des films projetés dans une autre langue diminuait de 0,7 %. La croissance annuelle moyenne de l'assistance globale de 1999 à

Figure 6.5
Assistance selon la langue et la catégorie de classement,
Québec, 2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

2003 est de 1,5 %, et de 2,3 % en ce qui concerne l'assistance en français. L'assistance aux projections dans une autre langue que le français a baissé de 0,2 % en moyenne annuellement.

Comme dans les cinémas, l'assistance a légèrement diminué dans les ciné-parcs en 2003, passant de 706,1 à 667,3 milliers, et maintenant à peu près la part de l'assistance globale qu'elle obtenait en 2002, soit 2,3 % au lieu de 2,4 %. Depuis 1999, l'assistance dans les ciné-parcs a diminué annuellement de 7,2 % en moyenne. Ce fort taux de décroissance est dû en bonne partie à l'effet de l'assistance record dans les ciné-parcs en 1999.

L'assistance aux films « pour tous » a encore régressé en 2003 : elle a atteint 17,9 millions d'entrées en 2003 au lieu des 18,9 millions d'entrées de 2002. Il s'agit d'une baisse de 5,1 %. Le nombre d'entrées dans cette catégorie de films représentait 61,5 % de l'assistance totale, tandis que cette proportion était de 63,2 % en 2002. Au cours des cinq dernières années, seuls les films classés « visa général » et « 13 ans et + » ont connu une variation moyenne annuelle positive de l'assistance, soit respectivement 2,0 % et 4,1 %. Seule l'assistance aux films classés « 13 ans et + » a connu une augmentation notable en 2003, soit 5,3 %. Les catégories « 16 ans et + » et « 18 ans et + »

enregistrent une chute radicale de leur taux de croissance annuelle moyen en affichant des diminutions moyennes respectives de 15,8 % et de 42,6 %.

L'assistance par rapport à la population québécoise a été légèrement inférieure au taux record de l'année précédente, soit une moyenne de 3,9 entrées par habitant. Ce taux était de 4,0 entrées en 2002. De 1991 à 2002, le nombre d'entrées par habitant a augmenté de façon constante, passant de 1,9 entrée par habitant à 4,0.

Les recettes au guichet

Tout comme l'assistance, les recettes ont diminué en 2003, passant de 183,5 M\$ à

179 M\$. Cette baisse de 2,5 % est cependant moins forte que celle de l'assistance (3,1 %). Cette situation contraste passablement avec celle des années 2001 et 2002, quand les augmentations de recettes ont été respectivement de 13,0 % et de 10,5 %. Au cours de la période 1999-2003, l'augmentation annuelle moyenne a été de 5,2 %. La différence entre le fléchissement des recettes et celui de l'assistance s'explique par l'augmentation du prix moyen de l'entrée. En effet, le prix moyen du billet est passé de 6,13 \$ à 6,17 \$, soit une augmentation de 0,5 %.

Les recettes au guichet relatives aux projections en langue française ont diminué de 1,9 % par rapport à 2002 et de 3,2 % pour ce qui est des films en d'autres

langues. Au cours des cinq dernières années, la croissance annuelle moyenne des recettes au guichet des projections en français a été de 5,5 %, et de 4,7 % en ce qui concerne les projections en d'autres langues. L'écart entre la croissance annuelle moyenne des recettes au guichet selon la langue de projection et la croissance annuelle moyenne de l'assistance est attribuable à l'augmentation plus rapide du prix moyen du billet quant aux projections en d'autres langues que le français. En 1999, il en coûtait en moyenne 0,20 \$ de moins pour voir un film en français, tandis que, en 2003, il en coûtait 0,68 \$ de plus pour assister à une projection dans une autre langue que le français.

La ventilation des recettes au guichet selon la catégorie de

Tableau 6.4
Recettes selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 1999-2003

	1999		2000		2001		2002		2003	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Recettes	146 133,7		146 868,7		166 023,8		183 503,4		179 177,5	
Français	99 096,8	67,8	95 840,4	65,3	112 136,7	67,5	125 024,6	68,1	122 587,7	68,4
Cinémas	94 059,5	94,9	92 273,3	96,3	107 920,4	96,2	120 658,7	96,5	118 246,1	96,5
Ciné-parcs	5 037,4	5,4	3 567,0	3,9	4 216,3	3,9	4 365,9	3,6	4 341,6	3,7
Autre que français	47 036,9	32,2	51 028,3	34,7	53 887,1	32,5	58 478,7	31,9	56 589,9	31,6
Cinémas	46 787,4	99,5	50 784,1	99,5	53 781,5	99,8	58 239,1	99,6	56 339,5	99,6
Ciné-parcs	249,4	0,5	244,2	0,5	105,6	0,2	239,7	0,4	250,3	0,4
Visa général	87 072,8	59,6	78 077,5	53,2	115 487,3	69,6	113 366,5	61,8	107 574,7	60,0
Cinémas	84 692,0	97,3	76 586,1	98,1	113 408,8	98,2	110 321,6	97,3	106 255,5	98,8
Ciné-parcs	2 380,9	2,8	1 491,5	1,9	2 078,5	1,8	3 044,9	2,8	1 319,2	1,2
13 ans et plus	48 498,7	33,2	62 292,8	42,4	43 335,5	26,1	62 865,2	34,3	66 517,7	37,1
Cinémas	45 854,8	94,5	60 081,2	96,4	41 157,1	95,0	61 331,7	97,6	63 245,6	95,1
Ciné-parcs	2 643,9	5,8	2 211,6	3,7	2 178,4	5,3	1 533,5	2,5	3 272,1	5,2
16 ans et plus	7 280,9	5,0	5 647,9	3,8	6 520,6	3,9	6 268,6	3,4	4 683,4	2,6
Cinémas	7 018,9	96,4	5 539,7	98,1	6 455,6	99,0	6 241,4	99,6	4 682,8	100,0
Ciné-parcs	262,0	3,7	108,2	2,0	65,1	1,0	27,2	0,4	0,6	—
18 ans et plus ¹	3 281,3	2,2	850,5	0,6	680,3	0,4	1 003,0	0,5	401,7	0,2

1. Catégorie de films réservée aux cinémas.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

films permet de constater qu'en 2003, les films « visa général » ont obtenu la part du lion, soit près de 60 % de toutes les recettes au guichet. Il s'agit d'une légère diminution de 5,1 % par rapport à 2002. Seules les recettes au guichet des films de catégorie « 13 ans et + » ont augmenté en 2003, soit une hausse de 5,8 %. Les recettes des films des catégories « 16 ans et + » et « 18 ans et + » ont respectivement diminué de 25,3 % et de 60,0 %.

Au cours des cinq dernières années, les films « visa général » ont connu une augmentation annuelle moyenne des recettes au guichet de 5,4 %, ce qui est nettement inférieur au taux de croissance moyen observé de 1997 à 2001, qui était de 18,4 %.

Par rapport à la population québécoise, les recettes au guichet ont régressé en 2003. De 24,65 \$ par personne en 2002, elles sont passées à 23,93 \$ en 2003. Cette diminution de 2,9 % contraste éloquentement avec le taux de croissance annuel moyen de 7,6 % constaté durant la période 1998-2002.

Par ailleurs, les recettes par projection sont retombées en 2003. Après avoir atteint le plancher de 180 \$ par projection en 2000, les recettes par projection ont atteint 189 \$ en 2001, 199 \$ en 2002 et 194 \$ en 2003, ce qui est toutefois encore loin des 204 \$ et 210 \$ par projection,

Tableau 6.5

Assistance, recettes et projections, selon le pays d'origine des films¹, Québec, 2003

Pays	Assistance		Recettes		Projections	
	n	%	k\$	%	n	%
États-Unis	22 523 907	77,9	139 548,6	78,2	726 373	78,6
France	1 143 929	4,0	6 856,8	3,8	47 654	5,2
Québec	3 752 912	13,0	22 823,4	12,8	97 779	10,6
Canada ²	150 768	0,5	892,0	0,5	6 429	0,7
Autres	1 357 341	4,7	8 432,2	4,7	45 813	5,0
Total	28 928 857	100,0	178 553,0	100,0	924 048	100,0

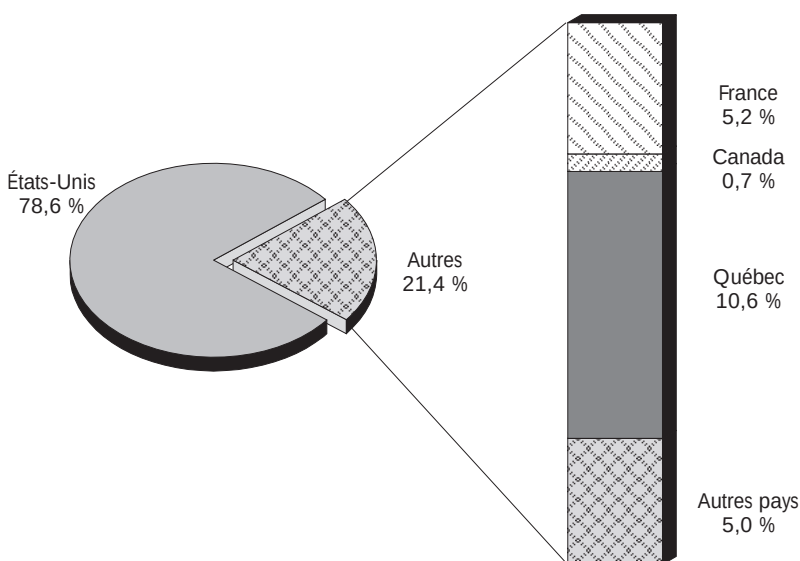
1. Pour les programmes simples et ceux de plus d'un film ayant le même pays d'origine.

2. Excluant le Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.6

Répartition des projections selon le pays producteur, Québec, 2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

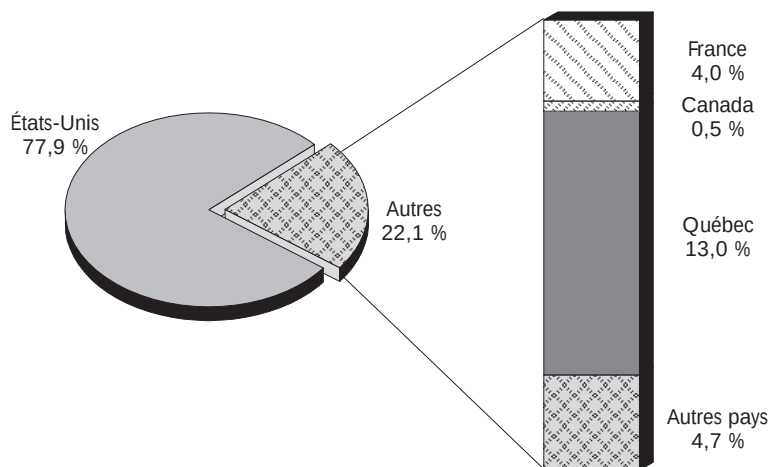
résultats connus en 1997 et en 1998. La tendance à la baisse des recettes par projection, observée depuis 1998, ne semble donc pas avoir cessé.

Depuis 1985, les recettes par projection ont diminué en moyenne de 1,4 % par année, tandis que le nombre de projections par écran a augmenté aussi de 1,4 % en moyenne annuellement au cours de la même période. En comparant les périodes 1997-2003 et 1985-1996, on constate un ralentissement de la tendance à la baisse des recettes par projection et une accélération de la tendance à la hausse du nombre de projections par écran. En effet, au cours de la période 1985-1996, les recettes par projection ont diminué annuellement de 2,3 % en moyenne, tandis que cette diminution n'a été que de 0,9 % de 1997 à 2003. Quant au nombre de projections par écran, il augmentait au rythme de 1,2 % en moyenne annuellement au cours de la période 1985-1996 et de 2,2 % de 1997 à 2003.

Les résultats selon le pays d'origine

La domination du cinéma américain dans l'offre cinématographique au Québec s'est reprise en 2003, en affichant 78,6 % des projections. En 2000, cette part était de 84,3 %, de 79,5 % en 2001 et de 77,6 % en 2002.

Figure 6.7
Répartition de l'assistance selon le pays producteur, Québec, 2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Si les films produits au Québec ont nettement amélioré leur place sur l'échelle de l'offre avec 10,6 % des projections, comparativement à 7,8 % l'année précédente, c'est surtout leur part de l'assistance qui a constitué cette année un record important, soit 13,0 % des entrées au lieu de 8,8 % comme en 2002, qui avait pourtant été la meilleure année à ce chapitre pour le cinéma québécois. En fait, ce sont les films produits au Québec qui ont connu le nombre le plus élevé d'entrées par projection, c'est-à-dire 38,4 entrées en moyenne. Ce nombre est de 31,0 pour les films américains, de 24,0 pour les films français et de 23,5 pour les films canadiens produits à l'extérieur du Québec. Pour ce qui est de l'ensemble des films, on compte 31,3 entrées par projection.

Depuis 1997, l'assistance par projection est toujours plus élevée pour les films québécois que pour l'ensemble des films, sauf en ce qui concerne l'année 2000.

Les données régionales

Soulignons que les données régionales ne tiennent compte que des cinémas, puisque le nombre restreint de ciné-parcs dans chaque région ne permet pas de divulguer des résultats pour ce type d'établissement.

Comme dans les années passées, ce sont les régions de Montréal, de la Montérégie et de la Capitale-Nationale qui ont connu la plus forte assistance. En fait, la répartition de l'assistance

selon les régions varie peu depuis 1999. Toutefois, une analyse plus fine montre des différences intéressantes entre les régions quant au rythme de croissance de l'assistance. Ainsi, de 1999 à 2003, tandis que l'assistance des salles de cinéma a augmenté en moyenne de 1,7 % annuellement dans l'ensemble du Québec, cette croissance a été de 7,3 % dans Lanaudière et de 6,5 % au Saguenay–Lac-Saint-Jean. À l'inverse, les régions de Laval et de l'Abitibi-Témiscamingue ont connu des diminutions annuelles de 8,7 % et de 2,8 % respectivement.

En considérant le nombre d'entrées par habitant selon les régions, on peut mieux saisir l'effet de la proximité et du développement des infrastructures cinématographiques sur l'assistance. En ce qui concerne l'ensemble de la population québécoise, on comptait 3,8 entrées par personne dans les salles de cinéma en 2003, tandis qu'on en dénombre 5,8 dans la région de Montréal et 1,5 dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Bas-Saint-Laurent réunies. Depuis 1997, c'est toujours dans les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale (5,3 entrées par personne) que cet indicateur est le plus élevé.

Les régions de Montréal et de la Montérégie ont bénéficié de plus de la moitié de toutes les projections, c'est-à-dire respectivement 34,1 % et 16,6 % de

Tableau 6.6

Assistance, recettes et projections dans les cinémas, par région administrative, Québec, 2003

Région administrative	Assistance		Recettes		Projections	
	k	%	k\$	%	n	%
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	64,4	0,2	368,1	0,2	2 360	0,3
Bas-Saint-Laurent	364,5	1,3	1 782,7	1,0	13 863	1,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	660,6	2,3	3 462,9	2,0	20 951	2,3
Capitale-Nationale	3 515,2	12,4	23 038,3	13,2	115 027	12,5
Chaudière-Appalaches	687,3	2,4	3 834,6	2,2	32 026	3,5
Mauricie–Centre-du-Québec	1 288,9	4,5	7 447,6	4,3	48 735	5,3
Estrie	829,8	2,9	4 690,4	2,7	30 978	3,4
Montérégie	4 252,0	15,0	24 023,9	13,8	152 739	16,6
Montréal	10 788,5	38,1	72 323,1	41,4	313 881	34,1
Laval	1 189,2	4,2	5 377,2	3,1	37 875	4,1
Lanaudière	1 509,0	5,3	8 739,7	5,0	50 310	5,5
Laurentides	1 571,1	5,5	9 241,6	5,3	46 785	5,1
Outaouais	1 190,1	4,2	7 880,3	4,5	38 626	4,2
Abitibi-Témiscamingue	262,6	0,9	1 416,3	0,8	10 226	1,1
Côte-Nord	x	x	x	x	x	x
Nord-du-Québec	x	x	x	x	x	x
Total	28 344,0	100,0	174 585,7	100,0	921 211	100,0

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

celles-ci. En 2003, la part de la région de la Capitale-Nationale est restée stable, passant de 12,4 % à 12,5 %, ainsi que dans les régions de Laval, de Lanaudière et des Laurentides réunies dont la part du nombre de projections a varié de 14,8 % à 14,7 % en 2003. Depuis 1999, le nombre de projections a augmenté annuellement en moyenne de 17,9 % dans la région de la Capitale-Nationale, de 15,0 % dans Lanaudière et de 14,7 % dans la Chaudière-Appalaches. À l'inverse, c'est à une décroissance du nombre de projections que l'on assiste dans les régions de Laval et de la

Montérégie où ce nombre a diminué en moyenne de 8,3 % et de 0,1 % annuellement.

Le nombre d'entrées par projection a décru singulièrement dans la région de la Capitale-Nationale en 2003, passant de 33,8 à 30,6, soit un nombre comparable à celui des entrées par projection dans l'ensemble du Québec, qui est de 30,8. Il était de 31,8 en 2002. Les régions qui ont connu le plus grand nombre d'entrées par projection sont les régions de Montréal (34,4), des Laurentides (33,6) du Saguenay–Lac-Saint-Jean (31,5) et de Laval (31,4).

Notons que, dans le cas de Laval, l'augmentation du nombre d'entrées par projection est en grande partie attribuable à la baisse radicale du nombre de projections, soit 18,1 %.

Depuis 1999, le nombre d'entrées par projection a diminué annuellement en moyenne de 4,3 % dans l'ensemble du Québec. Ce taux a été de 12,7 % dans la région de la Capitale-Nationale, de 3,7 % dans la région de Montréal et de 6,6 % dans Lanaudière. Aucune région n'affiche d'augmentation annuelle moyenne du nombre d'entrées par projection.

Ces données ne reflètent pas tant une éventuelle désaffection du public pour le cinéma que l'effet des profondes modifications apportées à l'infrastructure et à l'offre cinématographiques au cours des dernières années.

Le nombre de films différents présentés au Québec

Au Québec, l'offre cinématographique se décline selon les différents types d'établissements. Certains exploitants présentent uniquement des primeurs qui tiennent l'affiche pendant un certain temps, d'autres sont des « cinémas de répertoire » dont la programmation change quotidiennement et, enfin, d'autres encore se consacrent exclusive-

ment aux films classés « 18 ans et + ». En 2003, 677 films ont été projetés sur les écrans des cinémas et des ciné-parcs du Québec. Il s'agit d'une baisse de 3,3 % par rapport à l'offre de 2002. Le nombre des films présentés a diminué dans toutes les catégories, sauf pour ce qui est des films « visa général » qui comptent 2,7 % plus de films en

2003. Depuis 1999, seuls les films classés « visa général » et « 13 ans et + » connaissent un taux de croissance annuel moyen positif, soit 3,3 % et 1,7 % respectivement, tandis que le nombre de films classés « 16 ans et + » et « 18 ans et + », projetés sur les écrans québécois, a décliné en moyenne de 16,1 % annuellement.

Tableau 6.7

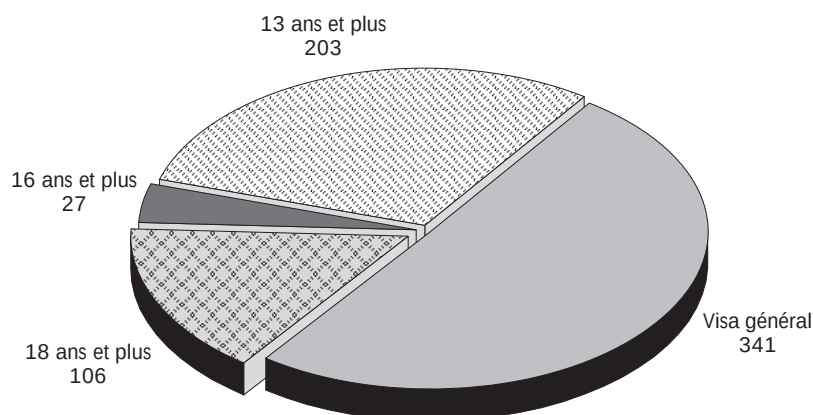
Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et ciné-parcs, selon la catégorie, Québec, 1999-2003

Catégorie	1999	2000	2001	2002	2003
	n				
Visa général	299	377	359	332	341
13 ans et plus	190	230	234	208	203
16 ans et plus	41	38	40	30	27
18 ans et plus	228	211	137	130	106
Total	758	856	770	700	677

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.8

Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon la catégorie, Québec, 2003



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les films à succès

Le classement des films est effectué à partir de l'assistance aux projections en salle durant la période qui s'étend du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2003. Le film américain *Harry Potter à l'école des sorciers* occupe le premier rang avec 1,6 million d'entrées, suivi de près

par *Le Seigneur des anneaux. La communauté de l'anneau*, qui obtient un peu plus de 1,5 million d'entrées. Le film québécois le mieux classé est *Un homme et son péché*, qui arrive au cinquième rang avec 1,3 million d'entrées. Parmi les 50 « films à succès » de cette période se trouvent cinq films québécois : *Un homme et son péché* (5^e position), *La grande séduction* (7^e), *Les Boys III* (8^e), *Les invasions*

barbares (10^e) et *Mambo italiano* (37^e). Pour ce qui est des films ayant attiré une assistance supérieure à 50 000 entrées durant la même période, la moyenne de l'assistance aux films produits au Québec a été de 322 623 entrées, tandis qu'elle a été de 225 324 entrées pour ce qui est des films américains et de 166 866 entrées en ce qui regarde les films d'autres pays.



La Grande Séduction
de Jean-François Pouliot
Photo : Ivanoh Demers

Tableau 6.8

Best-sellers¹ sur le marché québécois, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2003

Rang	Titre du film	Pays	Projections	Assistance	Recettes
			n		\$
1	Harry Potter à l'école des sorciers	États-Unis	27 205	1 619 496	9 294 863
2	Le seigneur des anneaux : La communauté de l'anneau	États-Unis	18 292	1 528 814	9 547 443
3	Spider-Man	États-Unis	25 651	1 506 653	9 392 205
4	Le seigneur des anneaux : Les deux tours	États-Unis	16 585	1 355 269	8 426 880
5	Un homme et son péché	Québec	22 528	1 341 602	8 121 715
6	Harry Potter et la chambre des secrets	États-Unis	19 810	1 339 230	7 724 294
7	La grande séduction	Québec	21 433	1 090 332	6 692 788
8	Les Boys III	Québec	17 154	910 743	5 432 499
9	Le seigneur des anneaux : Le retour du roi	États-Unis	6 834	840 924	5 319 863
10	Les invasions barbares	Québec	18 866	808 403	5 006 048
11	Star Wars Épisode II - L'attaque des clones	États-Unis	15 671	789 396	5 306 787
12	La matrice rechargée	États-Unis	15 425	744 063	5 109 798
13	Pirates des Caraïbes - La malédiction de la perle noire	États-Unis	15 156	675 201	4 169 414
14	Astérix et Obélix : Mission Cléopâtre	France	18 447	651 582	3 746 280
15	La planète des singes	États-Unis	13 581	623 981	3 902 585
16	Trouver Nemo	États-Unis	16 678	622 508	3 471 620
17	Folies de graduation 2	États-Unis	14 462	606 830	3 610 074
18	L'Ère de glace	États-Unis	12 366	605 349	3 403 004
19	Le retour de la momie	États-Unis	13 367	602 909	3 646 241
20	Seul au monde	États-Unis	13 758	600 856	3 617 298
21	Un homme d'exception	États-Unis	15 295	600 276	3 869 809
22	Le fabuleux destin d'Amélie Poulain	France	14 587	569 523	3 540 233
23	Le Parc Jurassique III	États-Unis	12 617	552 704	3 136 384
24	XxX	États-Unis	16 217	542 694	3 445 044
25	Hommes en noir II	États-Unis	16 836	542 171	3 303 796
26	Signes	États-Unis	14 261	541 578	3 572 210
27	Arrête-moi si tu peux	États-Unis	11 475	536 138	3 465 219
28	Monstres, inc.	États-Unis	14 347	517 127	2 899 328
29	Bruce le tout-puissant	États-Unis	12 132	516 835	3 158 174
30	Rapides et dangereux	États-Unis	10 849	515 904	3 165 026
31	Heure limite 2	États-Unis	14 914	511 344	2 993 901
32	Meurs un autre jour	Grande-Bretagne	11 812	499 458	3 238 511
33	Lara Croft Tomb Raider - Le film	États-Unis	11 490	494 262	3 002 630
34	X2	États-Unis	10 977	487 474	3 220 420
35	Hannibal	États-Unis	11 669	477 462	3 048 573
36	Pearl Harbor	États-Unis	8 925	469 369	2 954 644
37	Mambo italiano	Québec	15 307	466 914	2 744 088
38	Trafic	États-Unis	12 591	461 246	3 021 000
39	Rapport minoritaire	États-Unis	12 404	456 685	3 048 776
40	Terminator 3 : La guerre des machines	États-Unis	10 019	456 053	2 837 414
41	S.W.A.T.	États-Unis	12 268	442 021	2 809 815
42	Le mariage	États-Unis	12 719	433 295	2 715 089
43	Austin Powers contre l'homme au membre d'or	États-Unis	13 723	430 206	2 718 960
44	L'inconnu de Las Vegas	États-Unis	9 578	429 852	2 851 462
45	Charlie et ses drôles de dames se déchaînent	États-Unis	10 846	424 367	2 567 225
46	Le mariage de l'année	États-Unis	14 001	411 636	2 569 051
47	La matrice révolutions	États-Unis	9 727	410 559	2 726 523
48	Espions en herbe 3D - Fin du jeu	États-Unis	10 592	410 377	2 149 915
49	Chicago	États-Unis	12 429	398 761	2 539 414
50	Petit Stuart 2	États-Unis	13 070	391 892	2 072 215
Total			720 946	33 262 324	204 326 548

1. Films présentés en programme simple.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.9

Best-sellers¹ sur le marché québécois, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2003

Rang	Titre du film	Projections	Assistance	Recettes
		n	n	\$
1	Un homme et son péché	22 528	1 341 602	8 121 715
2	La grande séduction	21 433	1 090 332	6 692 788
3	Les Boys III	17 154	910 743	5 432 499
4	Les invasions barbares	18 866	808 403	5 006 048
5	Mambo italiano	15 307	466 914	2 744 088
6	Nuit de noces	10 313	357 453	2 139 008
7	L'odyssée d'Alice Tremblay	11 639	347 666	1 974 876
8	Nez rouge	7 869	281 819	1 689 651
9	Sur le seuil	8 540	272 793	1 749 305
10	La mystérieuse mademoiselle C	6 321	250 685	1 191 421
11	Moïse : L'affaire Roch Thériault	5 892	207 512	1 246 471
12	15 février 1839	4 978	167 821	949 851
13	Québec - Montréal	7 753	160 840	1 034 996
14	Le collectionneur	4 859	157 213	893 066
15	Karmina 2	6 480	146 017	835 166
16	Gaz Bar Blues	3 700	121 939	779 133
17	La forteresse suspendue	4 197	105 853	505 895
18	La turbulence des fluides	3 906	103 388	627 887
19	Histoire de pen	4 663	99 947	616 852
20	Les dangereux	4 364	89 308	497 250
21	Un crabe dans la tête	2 140	68 843	456 350
22	Comment ma mère accoucha de moi durant sa ménopause	2 827	67 451	433 197
23	Station Nord	2 898	66 680	322 973
24	Annie Brocoli dans les fonds marins	1 731	51 738	264 502
25	Maelström	1 720	44 448	289 507
26	20h17 rue Darling	1 735	32 247	175 603
27	Rebelles	1 258	26 778	152 356
28	La loi du cochon	1 037	25 882	161 835
29	Le nèg'	1 010	18 656	99 965
30	La femme qui boit	871	18 091	93 555
31	La moitié gauche du frigo	534	17 319	92 409
32	L'ange de goudron	918	17 116	102 672
33	Chocolat, crème glacée et autres consolations	881	15 985	104 471
34	Une jeune fille à la fenêtre	714	15 895	85 381
35	Le marais	576	10 171	64 237
36	S.P.I.T. - Squeegie Punks in Traffic	203	8 989	50 617
37	Régina	830	7 340	37 125
38	Secret de banlieue	501	6 503	40 138
39	Mariages	327	6 237	36 118
40	Le ciel sur la tête	684	5 921	33 205
41	Yellowknife	300	5 796	37 700
42	Café Olé	715	5 363	31 590
43	Ma voisine danse le ska	170	3 207	23 225
44	Les fils de Marie	322	3 138	15 476
45	Les muses orphelines	120	2 557	12 113
46	Les immortels	401	2 415	11 438
47	Hathi	141	2 126	11 974
48	Le pays hanté	42	1 945	11 656
49	100 % Bio	244	1 904	11 597
50	À hauteur d'homme	43	1 867	12 182

1. Films présentés en programme simple.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.10

Best-sellers¹ sur le marché québécois, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2003

Rang	Titre du film	Année ²	Pays	Projections	Assistance	Recettes
				n		\$
1	Titanic	1997	États-Unis	28 650	3 286 173	17 145 929
2	Harry Potter à l'école des sorciers	2001	États-Unis	27 205	1 619 496	9 294 863
3	Le seigneur des anneaux : La communauté de l'anneau	2001	États-Unis	18 292	1 528 814	9 547 443
4	Spider-Man	2002	États-Unis	25 651	1 506 653	9 392 205
5	Star Wars Épisode 1 : La menace fantôme	1999	États-Unis	29 003	1 382 054	7 985 647
6	Le seigneur des anneaux : Les deux tours	2002	États-Unis	16 585	1 355 269	8 426 880
7	Un homme et son péché	2002	Québec	22 528	1 341 602	8 121 715
8	Harry Potter et la chambre des secrets	2002	États-Unis	19 810	1 339 230	7 724 294
9	Le parc Jurassique	1993	États-Unis	16 093	1 198 556	6 118 239
10	Les Boys	1997	Québec	16 809	1 125 182	6 101 639
11	La grande séduction	2003	Québec	21 433	1 090 332	6 692 788
12	Les Boys II	1998	Québec	15 144	1 039 578	5 425 318
13	Le sixième sens	1999	États-Unis	16 276	935 373	5 277 129
14	Les Boys III	2001	Québec	17 154	910 743	5 432 499
15	Le roi lion	1994	États-Unis	16 490	860 143	3 844 990
16	Seul au monde	2000	États-Unis	16 443	859 435	5 319 439
17	Le seigneur des anneaux : Le retour du roi	2003	États-Unis	6 834	840 924	5 319 863
18	Armageddon	1998	États-Unis	14 715	827 253	4 321 523
19	Retour vers le futur II	1989	États-Unis	6 728	818 495	4 038 933
20	Les invasions barbares	2003	Québec	18 866	808 403	5 006 048
21	Independence Day	1996	États-Unis	12 422	804 619	4 112 217
22	Les Pierrafeu	1994	États-Unis	10 124	802 368	3 994 328
23	Star Wars Épisode II - L'attaque des clones	2002	États-Unis	15 671	789 396	5 306 787
24	Les 101 dalmatiens	1996	États-Unis	12 027	783 822	3 432 470
25	Indiana Jones et la dernière croisade	1989	États-Unis	6 189	771 293	4 202 653
26	Mission : Impossible II	2000	États-Unis	15 671	748 123	4 451 827
27	La matrice rechargée	2003	États-Unis	15 425	744 063	5 109 798
28	Gladiateur	2000	États-Unis	16 813	744 058	4 501 488
29	Forrest Gump	1994	États-Unis	14 236	734 248	3 875 647
30	Madame Doubtfire	1993	États-Unis	11 534	730 876	3 911 517
31	Mission : Impossible	1996	États-Unis	11 202	722 356	3 673 671
32	Il faut sauver le soldat Ryan	1998	États-Unis	11 815	719 234	3 904 051
33	Histoire de jouets II	1999	États-Unis	14 509	717 774	3 454 672
34	Le monde perdu : Jurassic Park	1997	États-Unis	12 906	685 531	3 640 831
35	Tornado	1996	États-Unis	11 176	678 722	3 440 756
36	Pirates des Caraïbes - La malédiction de la perle noire	2003	États-Unis	15 156	675 201	4 169 414
37	Dr Seuss. Le grincheux qui voulait gâcher Noël	2000	États-Unis	13 026	667 256	3 579 941
38	Hommes en noir	1997	États-Unis	13 631	657 661	3 362 439
39	Astérix et Obélix : Mission Cléopâtre	2002	France	18 447	651 582	3 746 280
40	Ce que femme veut	2000	États-Unis	14 224	650 905	3 933 799
41	Robin des Bois : Prince des voleurs	1991	États-Unis	8 396	647 496	3 468 802
42	Le masque	1994	États-Unis	10 344	645 475	3 233 271
43	Rain Man	1988	États-Unis	6 697	645 299	3 309 415
44	Retour vers le futur	1985	États-Unis	7 327	644 298	2 452 314
45	Qui veut la peau de Roger Rabbit	1988	États-Unis	6 466	638 008	3 046 759
46	Maman, j'ai encore raté l'avion...	1992	États-Unis	7 474	634 349	3 027 267
47	La vie est belle	1998	Italie	14 020	633 885	3 583 352
48	La matrice	1999	États-Unis	13 932	625 992	3 363 023
49	La planète des singes	2001	États-Unis	13 571	623 648	3 900 212
50	Trouver Nemo	2003	États-Unis	16 678	622 508	3 471 620

1. Films présentés en programme simple seulement.

2. Il s'agit de l'année de la première projection en salle au Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.11

Best-sellers cinématographiques québécois¹, en ordre décroissant de l'assistance,
Québec, du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 2003

Rang	Titre du film	Année ²	Projections	Assistance	Recettes
			n		\$
1	Un homme et son péché	2002	22 528	1 341 602	8 121 715
2	Les Boys	1997	16 809	1 125 182	6 101 639
3	La grande séduction	2003	21 433	1 090 332	6 692 788
4	Les Boys II	1998	15 144	1 039 578	5 425 318
5	Les Boys III	2001	17 154	910 743	5 432 499
6	Les invasions barbares	2003	18 866	808 403	5 006 048
7	Elvis Gratton II - Miracle à Memphis	1999	10 657	609 463	3 367 160
8	Le déclin de l'empire américain	1986	6 868	608 090	2 760 074
9	Cruising bar	1989	7 947	591 620	3 086 162
10	Mambo italiano	2003	15 307	466 914	2 744 088
11	La vie après l'amour	2000	12 798	458 743	2 604 496
12	C't'à ton tour, Laura Cadieux	1998	8 808	423 655	2 238 344
13	Jésus de Montréal	1989	5 609	390 594	1 977 960
14	Ding et Dong le film	1990	4 304	372 221	2 027 335
15	Nuit de noces	2001	10 313	357 453	2 139 008
16	L'odyssée d'Alice Tremblay	2002	11 639	347 666	1 974 876
17	Louis 19. Le roi des ondes	1994	6 330	332 783	1 672 064
18	Nez rouge	2003	7 869	281 819	1 689 651
19	Sur le seuil	2003	8 540	272 793	1 749 305
20	Laura Cadieux... La suite	1999	9 363	269 083	1 377 286
21	Matusalem	1993	3 757	255 435	1 080 176
22	La mystérieuse mademoiselle C	2002	6 321	250 685	1 191 421
23	La Florida	1993	4 770	246 097	1 260 877
24	La grenouille et la baleine	1988	3 325	240 863	944 951
25	Bach et Bottine	1986	2 789	228 419	832 375
26	Un zoo la nuit	1987	3 851	223 913	1 038 712
27	L'homme idéal	1996	4 321	219 879	1 129 967
28	L'art de la guerre	2000	7 426	214 048	1 299 356
29	Moïse : L'affaire Roch Thériault	2002	5 892	207 512	1 246 471
30	Liste noire	1995	4 900	202 843	1 043 600
31	Dans le ventre du dragon	1989	2 949	196 396	974 513
32	15 février 1839	2001	4 978	167 821	949 851
33	Québec-Montréal	2002	7 753	160 840	1 034 996
34	J'en suis!	1997	4 278	160 772	829 369
35	Le collectionneur	2002	4 859	157 213	893 066
36	Le Matou	1985	1 946	146 059	657 718
37	Karmina 2	2001	6 480	146 017	835 166
38	Les tisserands du pouvoir	1988	2 618	133 698	645 333
39	Hochelaga	2000	4 257	123 147	747 912
40	Gaz Bar Blues	2003	3 700	121 939	779 133
41	Léolo	1992	1 759	110 706	560 026
42	La forteresse suspendue	2001	4 197	105 853	505 895
43	La turbulence des fluides	2002	3 906	103 388	627 887
44	Le confessionnal	1995	2 565	100 647	527 301
45	Histoire de pen	2002	4 663	99 947	616 852
46	Une histoire inventée	1990	2 005	95 532	561 153
47	Le dernier souffle	1999	3 865	94 809	537 754
48	Being at Home with Claude	1992	1 750	94 357	495 598
49	Les dangereux	2002	4 364	89 308	497 250
50	Les fous de Bassan	1986	1 666	86 715	367 991

1. Films présentés en programme simple seulement.

2. Il s'agit de l'année de la première projection en salle au Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



CHAPITRE 7

LES AUTRES MARCHÉS DU FILM

Benoit Allaire

Depuis le début des années 1980, l'exploitation des produits cinématographiques s'est profondément modifiée et l'exclusivité des nouvelles productions, octroyée auparavant aux salles de cinéma pendant des mois, est maintenant réduite à quelques semaines. La prolifération du magnétoscope au cours des

années 1980, la pénétration de la câblodistribution et de ses canaux spécialisés, la télévision à la carte ou la vidéo sur demande, les technologies – telles que le *digital versatile disk* (DVD) et la diffusion par satellite de plus en plus populaire –, ont contribué à leur façon au développement de ce que l'on appelle aujourd'hui le « cinéma-

maison ». De plus, les améliorations techniques apportées au téléviseur lui-même (image et son numériques) en font une fenêtre grâce à laquelle on peut joindre le consommateur de films en utilisant différents canaux de transmission.



L'Espérance
de Stefan Pleszczyński



Malheureusement, ces canaux de transmission se sont multipliés plus rapidement que les statistiques qui s'y rapportent. Dans le présent chapitre, nous présentons les seules données dont nous disposons sur les vidéo-clubs et la commercialisation des films sur support vidéo.

Le marché de la vidéo

Présentement, les seules données fiables concernant l'offre dans ce secteur d'activité émanent de la Régie du cinéma, qui a notamment pour mandat d'émettre les permis nécessaires aux établissements de commerce de détail de matériel vidéo.

Le commerce de détail

En 2003, on dénombrait au Québec 4 915 établissements de commerce de détail de matériel vidéo. Pour 946 d'entre eux (19,2 %), ce type de commerce constitue l'activité principale, tandis qu'il n'est qu'une activité secondaire pour les 3 969 autres (80,8 %). Une cinquième année consécutive, le nombre total d'établissements a diminué, passant de 4 983 à 4 915, soit une baisse de 1,4 % entre 2002 et 2003. Il s'agit d'une diminution légèrement plus forte que celle

Tableau 7.1

Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité, Québec, de 1999 à 2003

	1999	2000	2001	2002	2003
	n				
Commerces	5 586	5 403	5 018	4 983	4 915
Activité principale	1 125	1 025	991	963	946
Activité secondaire	4 461	4 378	4 027	4 020	3 969

Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.2

Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon la taille de l'inventaire de vidéocassettes et de DVD, Québec, de 1999 à 2003

Nombre de cassettes et de DVD	1999	2000	2001	2002	2003
	n				
0-99	2 119	2 295	2 172	2 180	2 097
100-999	2 093	1 881	1 717	1 674	1 662
1 000-4 999	838	743	680	673	679
5 000 et plus	536	484	449	456	477
Total	5 586	5 403	5 018	4 983	4 915

Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.3

Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, par région administrative, Québec, 2003

Région administrative	Total	Types de service		Caractère de l'activité	
		Vente et location	Vente exclusive	Principale	Secondaire
		n			
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	140	104	36	7	133
Bas-Saint-Laurent	231	181	50	18	213
Saguenay-Lac-Saint-Jean	245	164	81	26	219
Capitale-Nationale	456	271	185	91	365
Chaudière-Appalaches	374	278	96	42	332
Mauricie	217	142	75	36	181
Centre-du-Québec	197	150	47	20	177
Estrie	233	163	70	45	188
Montréal	748	450	298	182	566
Montréal	868	454	414	233	635
Laval	137	65	72	38	99
Lanaudière	252	154	98	55	197
Laurentides	282	171	111	75	207
Outaouais	226	154	72	42	184
Abitibi-Témiscamingue	179	137	42	19	160
Côte-Nord	94	72	22	13	81
Nord-du-Québec	33	29	4	4	29
Non classés	3	3	—	—	3
Le Québec	4 915	3 142	1 773	946	3 969

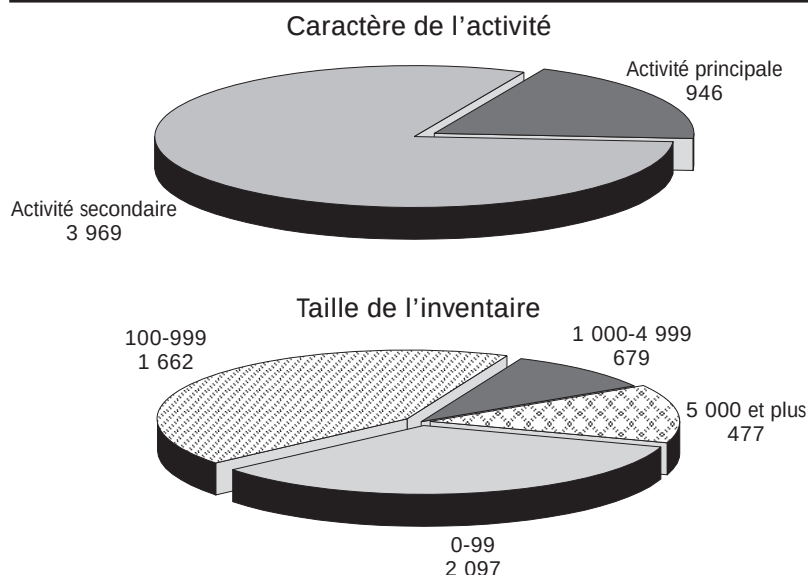
Source : Régie du cinéma.

de l'année dernière (0,7 %). En ce qui concerne les établissements dont le commerce de matériel vidéo est l'activité principale, la diminution est de 1,8 %, comparativement à 1,3 % chez ceux qui n'en font qu'une activité secondaire. Depuis 1999, le taux annuel moyen de décroissance des établissements dont le commerce de matériel vidéo est l'activité principale est de 4,2 %, tandis qu'il est de 2,9 % pour ceux dont c'est l'activité secondaire.

Selon les données de la Régie du cinéma, 76,5 % des commerces de matériel vidéo ont un stock inférieur à 1 000 cassettes et DVD en 2003; 2 097 d'entre eux possèdent moins de 100 cassettes et DVD, tandis que 1 662 en gardent entre 100 et 999. De 1999 à 2003, le nombre d'établissements ayant moins de 1 000 cassettes et DVD est passé de 4 212 à 3 759, soit une diminution de 10,8 %. Durant la même période, le nombre de commerces ayant un stock de 1 000 cassettes et DVD et plus est passé de 1 359 à 1 156, ce qui représente une réduction notable de 15,9 %. Cette tendance à la baisse observée depuis quelques années se poursuit encore cette année.

Figure 7.1

Commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité et la taille de l'inventaire de vidéocassettes, Québec, 2003



Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.4

Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon la taille de l'inventaire de vidéocassettes et de DVD, par région administrative, Québec, 2003

Région administrative	Taille de l'inventaire				Total
	de 0 à 99	de 100 à 999	de 1 000 à 4 999	5 000 et plus	
	n				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	43	79	18	–	140
Bas-Saint-Laurent	64	136	20	11	231
Saguenay-Lac-Saint-Jean	69	126	38	12	245
Capitale-Nationale	159	172	84	41	456
Chaudière-Appalaches	118	176	65	15	374
Mauricie	93	88	25	11	217
Centre-du-Québec	77	87	27	6	197
Estrie	90	86	33	24	233
Montérégie	321	220	112	95	748
Montréal	508	115	107	138	868
Laval	70	25	18	24	137
Lanaudière	111	66	48	27	252
Laurentides	161	62	23	36	282
Outaouais	89	85	32	20	226
Abitibi-Témiscamingue	60	94	15	10	179
Côte-Nord	40	39	8	7	94
Nord-du-Québec	23	4	6	–	33
Non classés	1	2	–	–	3
Le Québec	2 097	1 662	679	477	4 915

Source : Régie du cinéma.

La commercialisation des films sur support vidéo

En plus de ses activités relatives au classement des films, la Régie du cinéma a pour mandat de voir à l'application des règlements afférents à la Loi sur le cinéma au regard de la mise en marché du matériel vidéo. Cette réglementation prévoit, entre autres choses, que les titulaires d'un permis de distributeur doivent obtenir de la Régie un certificat de dépôt pour chaque titre de film et une attestation de ce certificat pour chaque exemplaire du matériel vidéo destiné à être vendu, prêté, loué ou échangé.

Précisons que les distributeurs de vidéocassettes et de DVD n'ont pas l'exclusivité d'un film, si bien que plusieurs peuvent obtenir simultanément un certificat de dépôt pour un même film. Ainsi, le nombre de certificats de dépôt délivrés au cours d'une même année est supérieur au nombre de films en question.

Au cours de 2003, 132 distributeurs (comparativement à 134 en 2002) étaient actifs dans la commercialisation de films sur support vidéo. Par ailleurs, le nombre de films distribués est passé de 19 967 à 22 264, soit une hausse de 13,0 %. En ce qui concerne le nombre de certificats de dépôt délivrés par la Régie, il est passé de 30 891 à

Tableau 7.5

Commercialisation des films et des programmes télévisés sur support vidéo¹, Québec, 2003 et d'avril 1989 à décembre 2003

	2003	D'avril 1989 à décembre 2003
	n	
Distributeurs	132	569
Films	22 264	155 314
Certificats de dépôt délivrés	33 263	336 412
Attestations émises ²	21 210 548	142 725 141
Relatives à des certificats délivrés en 2003		
Cassettes	5 106 222	
DVD	8 444 105	
Relatives à des certificats délivrés avant 2003		
Cassettes	3 248 307	
DVD	4 411 914	

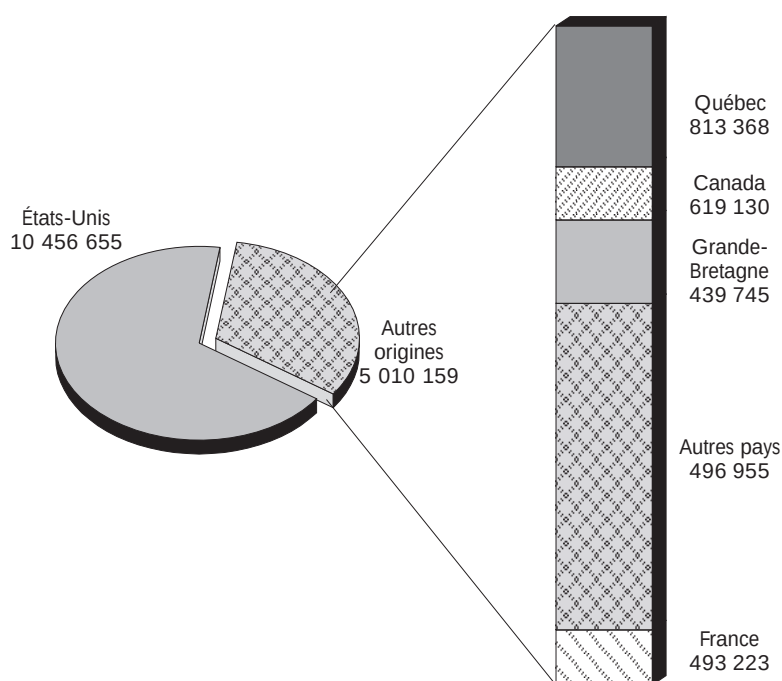
1. Un certificat de dépôt est délivré au titulaire d'un permis de distributeur sur dépôt de l'entente l'autorisant à faire la distribution d'un film sur support vidéo ou support similaire au Québec. Un certificat est délivré au distributeur pour chaque titre de film. Une attestation de ce certificat est émise pour chaque exemplaire du matériel vidéo destiné au commerce de détail.

2. Les attestations émises au cours d'une année peuvent se rapporter à des certificats de dépôt délivrés au cours de la même année ou au cours des années précédentes.

Source : Régie du cinéma.

Figure 7.2

Attestations émises pour les films commercialisés sur support vidéo, selon le pays d'origine, Québec, 2003



Source : Régie du cinéma.

33 263 entre 2002 et 2003, soit une augmentation de 7,7 %. Inversement, 21,2 millions d'attestations ont été émises en 2003, comparativement à 22,0 millions en 2002, ce qui contraste singulièrement avec la situation de l'année dernière, quand le nombre d'attestations émises avait augmenté de 46,6 %.

L'origine des films commercialisés sur support vidéo

En ce qui concerne l'origine des films commercialisés sur support vidéo en 2003, les données indiquent – comme toujours – la prédominance des films états-uniens. Ainsi, cette année, 11 203 des 22 264 films commercialisés provenaient des États-Unis, soit 50,3 % du total. Par ailleurs, 77,2 % des attestations émises pour des films dont

Tableau 7.6

Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo, selon l'année de production, Québec, 2003

Année de production	Films		Certificats		Attestations ¹	
	n	%	n	%	n	%
1902-1950	425	1,9	626	1,9	33 311	0,2
1951-1960	379	1,7	563	1,7	77 126	0,6
1961-1970	787	3,5	1 152	3,5	125 193	0,9
1971-1980	1 016	4,6	1 522	4,6	222 588	1,6
1981-1985	618	2,8	953	2,9	132 257	1,0
1986	165	0,7	268	0,8	48 627	0,4
1987	188	0,8	307	0,9	60 042	0,4
1988	180	0,8	251	0,8	36 437	0,3
1989	220	1,0	301	0,9	43 303	0,3
1990	227	1,0	339	1,0	78 470	0,6
1991	243	1,1	337	1,0	48 860	0,4
1992	257	1,2	378	1,1	38 530	0,3
1993	292	1,3	399	1,2	55 456	0,4
1994	326	1,5	446	1,3	51 162	0,4
1995	419	1,9	547	1,6	82 542	0,6
1996	399	1,8	567	1,7	43 191	0,3
1997	442	2,0	594	1,8	50 492	0,4
1998	625	2,8	863	2,6	108 450	0,8
1999	769	3,5	1 066	3,2	130 203	1,0
2000	977	4,4	1 394	4,2	174 996	1,3
2001	1 679	7,5	2 595	7,8	507 031	3,7
2002	4 946	22,2	7 605	22,9	4 695 464	34,7
2003	6 663	29,9	10 157	30,5	6 704 741	49,5
Données manquantes	22	0,1	33	0,1	1 855	0,01
Total	22 264	100,0	33 263	100,0	13 550 327	100,0

1. Attestations relatives à des certificats émis en 2003.

Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.7

Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo, selon le pays d'origine et la langue, Québec, 2003

Pays d'origine	Films		Certificats		Attestations ¹			
					Langue française		Autre langue	
	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	11 203	50,3	18 425	55,4	3 587 812	66,2	6 868 843	84,5
Canada	702	3,2	1 165	3,5	241 268	4,5	161 078	2,0
Québec	170	0,8	262	0,8	926 783	17,1	144 665	1,8
Grande-Bretagne	1 185	5,3	2 121	6,4	139 869	2,6	496 069	6,1
France	478	2,1	715	2,1	337 030	6,2	82 777	1,0
Autre origine	8 526	38,3	10 575	31,8	186 251	3,4	377 882	4,6
Total	22 264	100,0	33 263	100,0	5 419 013	100,0	8 131 314	100,0

1. Attestations relatives à des certificats émis en 2003.

Source : Régie du cinéma.

le certificat de dépôt a été délivré en 2003 l'ont été pour des productions états-uniennes. Autrement dit, les films états-uniens représentaient 50,3 % des films commercialisés, mais 77,2 % des copies mises en circulation. Tout comme dans les salles de cinéma, les productions états-uniennes accaparent une grande partie du marché de la vidéo. Cette situation n'est pas

du tout étonnante si l'on considère que le cinéma et la vidéo ne sont en fait que des modes de diffusion différents de produits cinématographiques qui sont les mêmes dans une large proportion.

Quant aux productions québécoises, elles représentaient 0,8 % des films commercialisés sur support vidéo en 2003,

0,8 % des certificats de dépôt, mais 7,9 % des attestations émises, soit une augmentation notable de 1,9 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.



Les Invasions barbares
de Denys Arcand
Photo : Attila Dory



CHAPITRE 8

LES ARTISANS

Benoit Allaire

Traditionnellement, le chapitre 8 de la publication *Statistiques sur l'industrie du film au Québec* traite des publics du cinéma. En l'absence de nouvelles données relatives à ceux-ci, nous avons choisi de porter notre regard sur les personnes qui se situent de l'autre côté de l'écran, à savoir les travailleuses et les travailleurs de

l'industrie du film. Nous abordons tout d'abord la question de l'approche à privilégier dans l'étude des professions de la culture et des communications pour ensuite entrer de plain-pied dans l'observation de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo : comparaisons canadiennes, évolution et caractéristiques sociologiques.

Il y a deux manières d'aborder la description des artisans d'une industrie culturelle en particulier, l'une n'étant pas meilleure que l'autre et chacune ayant des objectifs distincts. La première, verticale, consiste à dresser le portrait de l'emploi au sein de cette industrie : quels sont les



Saved by the Belles
de Ziad Tournia
Photo : Caroline Hayeur



principaux groupes professionnels, au sens large du terme, quelles sont leurs conditions de travail et quel est leur profil sociologique. La deuxième, orientée horizontalement, consiste plutôt à décrire les groupes professionnels pour lesquels une industrie en particulier constitue un important débouché, un lieu d'appartenance quasi « naturel », où œuvre une forte proportion d'un même groupe.

La première approche décrit donc une dimension d'une industrie, tandis que la seconde s'attarde aux groupes professionnels fortement associés à celle-ci. Pour des raisons surtout liées aux limites des données de recensement, nous avons privilégié l'approche horizontale. En effet, outre le nombre de personnes qui s'en réclament, les données dont nous disposons ne permettent pas de dresser le portrait de chaque profession selon l'industrie. Par exemple, les maisons de production emploient un certain nombre de coiffeuses et de coiffeurs, mais il est impossible de connaître le profil de ceux et celles qui travaillent précisément dans l'industrie du film et de la vidéo. Les données de recensement décrivent plutôt l'ensemble des membres d'une profession dans toutes les industries. Il nous a donc semblé plus perti-

nent de choisir les professions au sein desquelles la proportion de travailleuses et de travailleurs œuvrant dans l'industrie du film et de la vidéo était la plus importante.

L'emploi dans l'industrie du film et de la vidéo

L'industrie du film et de la vidéo comprend 16 030 travailleuses et travailleurs répartis dans 146 groupes professionnels distincts.

Comme l'illustre de manière éloquent le tableau 8.1, l'industrie du film et de la vidéo puise les compétences nécessaires à ses activités au sein de nombreux groupes professionnels, et les professions culturelles n'y sont pas nécessairement les groupes numériquement les plus importants. En effet, le groupe le plus nombreux est bien celui des *producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé*, soit 13,0 % de l'effectif, mais d'autres groupes, auxquels on ne songe pas spontanément en pensant à l'industrie du cinéma, occupent un rang notable dans



A Silent Love
de Federico Hidalgo



la répartition des groupes professionnels de cette industrie. Tel est le cas du groupe des *caissiers* qui tient la quatrième place, soit 6,1 % de l'effectif, ou celui du *personnel élémentaire de services personnels* (placiers et placières de salle de cinéma et receveurs et receveuses aux tourniquets entre autres) qui regroupe 3,4 % de l'effectif. À l'inverse, les *acteurs et comédiens* occupent le neuvième rang (3,1 %). La multiplicité des groupes professionnels actifs dans l'industrie se révèle aussi grâce aux 28 groupes qu'il faut réunir pour obtenir au moins 80 % de l'effectif. Les cinq groupes les plus importants forment 38,2 % de l'effectif total.

Cette diversité de compétences dans l'industrie du film et de la vidéo est toutefois comparable à celle que nous observons dans l'industrie de l'édition de livres et de périodiques dont les cinq groupes les plus importants représentent 34,0 % de l'effectif total et dont 31 groupes forment au moins 80 % de l'effectif. À titre de comparaison, dans l'industrie de la construction de bâtiments, les cinq professions les plus importantes composent 63,1 % de l'effectif total et il suffit de regrouper les 14 groupes les plus nombreux pour obtenir au moins 80 % de l'effectif.

Tableau 8.1

Répartition de l'emploi dans l'industrie du film et de la vidéo¹ selon la profession², Québec, 2001

CNP-S	Profession	%
F031	Producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	13,0
F126	Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	7,0
F125	Techniciens en enregistrement audio et vidéo	6,6
G311	Caissiers	6,1
F127	Personnel de soutien du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	5,5
A342	Directeurs, édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène	5,3
F122	Cadreurs de films et cadreurs vidéo	3,7
G983	Autre personnel élémentaire de services personnels	3,4
F035	Acteurs et comédiens	3,1
F023	Journalistes	2,9
F141	Designers graphiques et illustrateurs	2,6
G961	Serveurs au comptoir, aides de cuisine et personnel assimilé	2,2
F143	Ensembliers de théâtre, dessinateurs de mode, concepteurs d'expositions et autres concepteurs artistiques	1,9
F021	Auteurs, rédacteurs et écrivains	1,8
A015	Cadres supérieurs - commerce, radiotélédiffusion et autres services n.c.a.	1,7
G211	Vendeurs et commis-vendeurs, commerce de détail	1,6
B211	Secrétaires (sauf domaines juridique et médical)	1,5
B011	Vérificateurs et comptables	1,3
B531	Commis à la comptabilité et personnel assimilé	1,2
A361	Directeurs d'autres services	1,1
B553	Commis aux services à la clientèle, commis à l'information et personnel assimilé	1,0
B514	Réceptionnistes et standardistes	0,9
B511	Commis de bureau généraux	0,9
F124	Techniciens en radiotélédiffusion	0,9
A131	Directeurs des ventes, du marketing et de la publicité	0,8
F024	Professionnels des relations publiques et des communications	0,8
F131	Annonces et autres communicateurs de la radio et de la télévision	0,7
F123	Techniciens en graphisme	0,7
Total		80,3
Total de l'emploi dans l'industrie du film et de la vidéo selon le SCIAN 5121 = 16 030		100,0

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord*, 2001, Industrie du film et de la vidéo (5121).

2. Statistique Canada, *Classification nationale des professions*, 2001.

Source : Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, d'après les données de Statistique Canada, Recensement de 2001.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les principales professions du film et de la vidéo

Les huit professions que nous avons retenues sont celles où les proportions de travailleuses et de travailleurs de cette industrie sont les plus fortes (tableau 8.2). La profession qui compte le plus grand nombre de travailleuses et de travailleurs au sein de l'industrie du film et de la vidéo est celle des *cadreurs de films et cadreurs vidéo*, soit 54,4 % de tous les membres de la profession, tandis que la huitième par ordre d'importance est celle des *techniciennes et techniciens en radiotélédiffusion*, c'est-à-dire 20,3 % de l'effectif de cette profession.

Il est donc important de se rappeler que les données de l'analyse portent sur l'ensemble de l'effectif des professions choisies, et non seulement sur ceux et celles qui œuvrent au sein de l'industrie du film et de la vidéo. Néanmoins, comme le montre le tableau 8.9, la très grande majorité des autres travailleuses et travailleurs de ces professions sont

Tableau 8.2

Proportion de travailleuses et travailleurs de certaines professions² œuvrant dans l'industrie du film et de la vidéo¹, Québec, 2001

CNP-S	Profession	%
F122	Cadreurs de films et cadreurs vidéo	54,4
F127	Personnel de soutien du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	50,9
F031	Producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	41,6
F125	Techniciens en enregistrement audio et vidéo	41,3
F126	Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	41,1
A342	Directeurs de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	27,5
F035	Acteurs et comédiens	25,4
F124	Techniciens en radiotélédiffusion	20,3

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord*, 2001, Industrie du film et de la vidéo (5121).

2. Statistique Canada, *Classification nationale des professions*, 2001. Il s'agit des professions ayant le plus fort pourcentage de travailleuses et travailleurs œuvrant dans l'industrie.

Source : Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, d'après les données de Statistique Canada, Recensement de 2001.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



Decoys
de Matthew Hastings
Photo : Selectial



actifs dans des industries du secteur de la culture et des communications, telles l'industrie de la radiotélédiffusion, les compagnies d'art d'interprétation, etc.

Plus d'artisans du cinéma au Québec qu'au Canada

En 2001, l'effectif des principales professions associées à l'industrie du film et de la vidéo était de 20 330 personnes, soit 18,9 % de l'effectif de l'ensemble des professions de la culture

et des communications. En comparaison, cette proportion était de 17,5 % au Canada. Par 100 000 habitants, toutes les professions, à l'exception des *acteurs et comédiens*, affichent un nombre d'artisans supérieur à celui de l'ensemble canadien. C'est chez les *producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé* et parmi les *autres personnels techniques et de coordination du cinéma* que les différences sont les plus fortes. En effet, on y compte respectivement 9 et 12 professionnels de plus par 100 000 habitants.

Évolution de l'effectif des professions du film et de la vidéo

Depuis 1991, l'effectif de l'ensemble de ces professions a augmenté de 37 %. En comparaison, la croissance a été de 24 % dans l'ensemble des professions de la culture et des communications¹. C'est chez le *personnel de soutien et aides*

Tableau 8.3
Effectif de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo, Québec et Canada, 2001

CNP-S	Profession ¹	Québec n	Canada n	Québec/ Canada %	Nombre par 100 000 hab.	
					Québec n	Canada n
A342	Directeurs de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	3 305	11 870	27,8	45	38'
F031	Producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	5 210	19 005	27,4	70	61'
F035	Acteurs et comédiens	2 140	9 380	22,8	29	30'
F122	Cadreurs de films et cadreurs vidéo	1 240	4 350	28,5	17	14
F124	Techniciens en radiotélédiffusion	765	3 075	24,9	10	10
F125	Techniciens en enregistrement audio et vidéo	2 690	8 900	30,2	36	29'
F126	Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	2 970	8 790	33,8	40	28'
F127	Personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène	2 010	7 720	26,0	27	25'
Total²		20 330	73 090	27,8	275	236

1. Statistique Canada, *Classification nationale des professions*, 2001.

2. Les totaux peuvent différer de la somme des parties à cause de l'arrondissement.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, 97F0012XC801022.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Statistiques en bref*, n° 4, février 2004, p. 5.

dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène que l'augmentation a été la plus forte (102 %), groupe suivi des acteurs et comédiens, qui ont connu une augmentation de 67 % de leur effectif. Par contre, les techniciens en radiotélédiffusion ont subi une baisse de 20 % de leur effectif.

Des professions plus masculines

À l'exception des acteurs et comédiens dont le nombre d'hommes et de femmes est à peu près le même, les professions associées à l'industrie du film et de la vidéo demeurent une affaire d'hommes. Dans l'ensemble de

ces professions, on compte 65 % d'hommes, tandis que cette proportion est de 50 % relativement à l'ensemble des professions de la culture et des communications. Cette prépondérance masculine est notable surtout chez les *cadreurs de films et cadreurs vidéo* (88 %), les *techniciens en enregistrement audio et vidéo* (83 %) et les *techniciens en radiotélédiffusion* (72 %). Chez les autres professions du film et de la vidéo, cette proportion varie entre 60 % et 63 %.

De plus, cette importante différence entre le nombre des hommes et celui des femmes régresse plus lentement dans les professions du film et de la vidéo que dans les autres professions de la

culture et des communications. En effet, de 1991 à 2001, le nombre d'hommes y a crû de 28,9 % et le nombre de femmes, de 53,0 %, tandis que, en ce qui concerne l'ensemble des professions de la culture et des communications, la croissance a été de 15,8 % chez les hommes et de 33,1 % chez les femmes.

Les professions où les femmes ont connu la progression la plus forte sont celles du *personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène* (133 %), les *techniciens en radiotélédiffusion* (95 %), les *techniciens en enregistrement audio et vidéo* (82 %) et dans la catégorie *autre personnel technique du cinéma, de la*

Tableau 8.4

Répartition de l'effectif de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo selon le sexe, Québec, 1991-2001

CNP-S Profession ¹		1991		1996		2001		Variation		
		H	F	H	F	H	F	Total	H	F
%										
A342	Directeurs de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	65,3	34,7	63,9	35,7	59,8	40,2	14,8	5,1	33,0
F031	Producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	64,6	35,4	64,0	36,1	61,8	38,2	21,9	16,7	31,4
F035	Acteurs et comédiens	48,8	51,6	52,1	47,5	50,2	49,8	67,2	72,0	61,4
F122	Cadreurs de film et cadreurs vidéo	86,1	13,9	88,9	11,1	87,5	12,5	32,6	34,8	19,2
F124	Techniciens en radiotélédiffusion	88,9	11,6	82,8	17,2	71,7	28,3	-20,0	-35,5	95,5
F125	Techniciens en enregistrement audio et vidéo	84,5	15,5	81,2	19,0	82,9	17,3	63,5	60,4	82,4
F126	Autre personnel technique du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	66,0	33,8	59,4	40,4	61,6	38,2	54,3	44,1	74,6
F127	Personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène	69,0	31,5	66,2	33,8	63,3	36,5	101,5	84,8	133,3
Total²		68,9	31,1	67,2	32,8	65,1	34,9	36,5	28,9	53,0

1. Statistique Canada, *Classification nationale des professions*, 2001.

2. Les totaux peuvent différer de la somme des parties à cause de l'arrondissement.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, 97F0012XC801022.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

radiotélédiffusion et des arts de la scène (75 %). Néanmoins, les seules catégories où le nombre d'hommes a crû plus rapidement que celui des femmes sont celles des *acteurs et comédiens* (72 % par rapport à 61 %) et celle des *cadreurs de films et cadreurs vidéo* (35 % par rapport à 19 %).

Des artisans un peu plus jeunes qu'ailleurs

Les travailleuses et travailleurs du film et de la vidéo forment une population un peu plus jeune que celle des autres professions de la culture et des communica-

tions et celle de l'ensemble de la population active. En effet, 41,1 % des artisans du film et de la vidéo ont moins de 35 ans, tandis que cette proportion est de 38,5 % dans l'ensemble des professions de la culture et de communications et de 36,3 % dans la population active. En outre, l'âge moyen y est de 38 ans comparativement à 39 ans dans l'ensemble des professions de la culture et des communications.

Les écarts sont toutefois notables selon les professions. En ce qui concerne les plus jeunes professions, l'âge moyen du *personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et*

les arts de la scène est de 34 ans, celui des *techniciens en enregistrement audio et vidéo* et de *l'autre personnel technique du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène* est de 35 ans, tandis que celui des *acteurs et comédiens* est de 37 ans. L'âge moyen des *cadreurs de films et cadreurs vidéo* est identique à celui de l'ensemble des professions du film et de la vidéo. Les professions où l'âge moyen est plus élevé sont les *acteurs et comédiens* et les *techniciens en radiotélédiffusion* (40 ans) et les *directeurs de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène* (41 ans).

Tableau 8.5
Répartition de l'effectif de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo selon l'âge, Québec, 2001

CNP-S	Profession ¹	15-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65 ans
		ans	ans	ans	ans	ans	et plus
%							
A342	Directeurs de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	3,8	24,1	36,2	26,0	8,5	1,4
F031	Producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	7,0	27,0	30,1	29,1	5,8	1,0
F035	Acteurs et comédiens	16,6	32,7	22,0	18,0	8,2	2,6
F122	Cadreurs de film et cadreurs vidéo	13,7	25,4	33,5	21,0	5,6	0,8
F124	Techniciens en radiotélédiffusion	7,2	26,3	36,8	25,7	3,9	1,3
F125	Techniciens en enregistrement audio et vidéo	14,9	36,4	32,3	14,9	1,3	0,4
F126	Autre personnel technique du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	17,0	32,3	30,3	16,8	2,9	0,8
F127	Personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène	26,6	24,6	28,8	15,1	4,2	0,7
Total		12,3	28,8	30,9	21,7	5,2	1,1

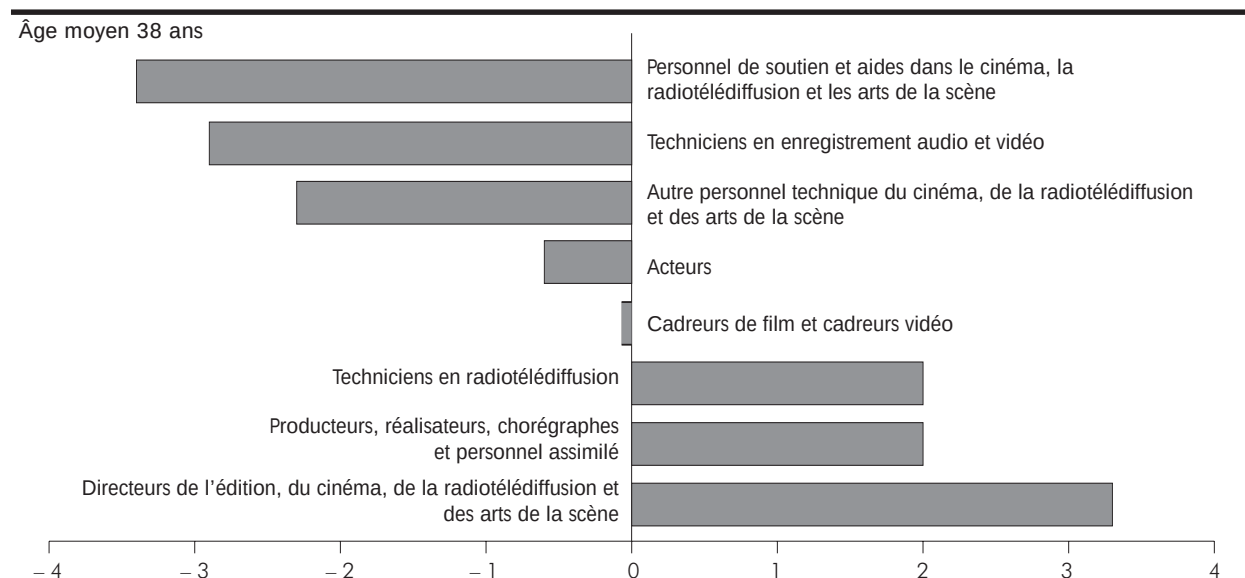
1. Statistique Canada, *Classification nationale des professions*, 2001.

2. Les totaux peuvent différer de la somme des parties à cause de l'arrondissement.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, 97F0012XCBO1026.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8.1
Écarts en nombre d'années par rapport à l'âge moyen de certaines professions du film et de la vidéo, Québec, 2001



Source : Statistique Canada, Recensement 2001, 97F0012XCB01017.

Tableau 8.6
Répartition de l'effectif de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo selon le statut d'emploi, Québec, 2001

CNP-S	Profession ¹	Salariés		Autonomes ²	
		n	%	n	%
A342	Directeurs de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	2 525	76,4	765	23,1
F031	Producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	3 595	69,0	1 600	30,7
F035	Acteurs et comédiens	1 310	61,2	835	39,0
F122	Cadreur de film et cadreur vidéo	930	75,0	300	24,2
F124	Techniciens en radiotélédiffusion	735	96,1	25	3,3
F125	Techniciens en enregistrement audio et vidéo	2 100	78,1	580	21,6
F126	Autre personnel technique du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	2 450	82,5	520	17,5
F127	Personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène	1 850	92,0	160	8,0
Total³		15 495	76,2	4 785	23,5
Professions de la culture et des communications		77 865	72,3	29 545	27,4
Toutes les professions		3 256 675	89,4	376 420	10,3

1. Statistique Canada, *Classification nationale des professions*, 2001.

2. Comprend les travailleurs autonomes ayant une entreprise non constituée en société et les travailleurs autonomes ayant une entreprise constituée en société.

3. Les totaux peuvent différer de la somme des parties à cause de l'arrondissement.

Source : Statistique Canada, Recensement 2001, 97F0012XCB01017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Le statut d'emploi

À 24 %, le taux de travailleurs autonomes au sein des professions du film et de la vidéo est plus de deux fois plus élevé que dans l'ensemble des professions, où il est de 10 %. Ce taux est cependant comparable à celui de l'ensemble des professions de la culture et des communications, soit 27 %. Au Canada, les travailleurs autonomes représentent 27 % des travailleuses et travailleurs des professions du film et de la vidéo et 12 % de l'ensemble des professions.

Aucune profession du film et de la vidéo ne compte davantage de travailleurs autonomes que de salariés, au sens du recensement. Les professions où les tra-

vailleurs autonomes sont les plus nombreux sont celles des *acteurs et comédiens* (39 %), des *producteurs, réalisateurs et personnel assimilé* (31 %). Les *cadreurs de films et cadreurs vidéo*, les *directeurs de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène* et les *techniciens en enregistrement audio et vidéo* affichent respectivement des taux de travailleurs autonomes mitoyens de 24 %, de 23 % et de 22 %. Enfin, les taux les plus faibles sont observables dans la catégorie *autre personnel technique du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène* (18 %), dans celle du *personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène* (8 %) et chez les *techniciens en radiotélédiffusion* (3 %).

Le temps de travail

Les travailleuses et les travailleurs de l'industrie du film et de la vidéo sont plus susceptibles de travailler à temps partiel que les autres. En effet, 57 % de ceux-ci travaillent à temps partiel, tandis que cette proportion est de 47 % dans l'ensemble des professions. Dans certaines professions, il semble que le travail à temps partiel soit la norme. C'est le cas des *acteurs et comédiens* où la proportion de gens à temps partiel est de 86 %, celui du *personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène* (77 %) et celui de l'*autre personnel technique du cinéma, de la*

Tableau 8.7

Répartition de l'effectif de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo selon le travail à temps plein ou à temps partiel, Québec, 2000

CNP-S	Profession ¹	Temps plein		Temps partiel ²	
		n	%	n	%
A342	Directeurs de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	2 075	62,9	1 225	37,1
F031	Producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	2 710	51,2	2 580	48,7
F035	Acteurs et comédiens	330	13,6	2 090	86,4
F122	Cadreurs de film et cadreurs vidéo	480	38,4	770	61,6
F124	Techniciens en radiotélédiffusion	485	60,6	320	40,0
F125	Techniciens en enregistrement audio et vidéo	1 355	49,4	1 390	50,6
F126	Autre personnel technique du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	1 040	33,2	2 095	66,9
F127	Personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène	475	22,9	1 605	77,3
Total³		8 950	42,6	12 075	57,5
Toutes les professions		1 997 110	53,4	1 742 140	46,6

1. Statistique Canada, *Classification nationale des professions*, 2001.

2. Ayant surtout travaillé de 1 à 29 heures par semaine en 2000.

3. Les totaux peuvent différer de la somme des parties à cause de l'arrondissement.

Source : Statistique Canada, Recensement 2001, 97F0019XCB01003.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

radiotélédiffusion et des arts de la scène (67 %). À l'autre bout du spectre se trouvent les *directeurs de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène* et les *techniciens en radiotélédiffusion* dont les taux de travailleurs à temps partiel sont beaucoup plus bas, soit 37 % et 40 % respectivement.

Le revenu

En 2000, le revenu moyen d'emploi annuel au sein des professions du film et de la vidéo était de 34 776 \$, ce qui est notablement supérieur à celui de l'ensemble des professions, c'est-à-dire 29 919 \$, ou celui de l'ensemble des professions culturelles, soit 29 561 \$. Au

bas de l'échelle se trouvent le *personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène*, soit 21 175 \$, et les *acteurs et comédiens*, qui reçoivent 23 534 \$. Les revenus les plus substantiels sont accordés aux *directeurs de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène* (47 841 \$) et aux *producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé* (41 395 \$).

Si les professions du film et de la vidéo sont à prédominance masculine, l'écart entre les revenus des femmes et des hommes y est toutefois moins grand que dans l'ensemble des professions ou même que dans l'ensemble des

professions de la culture et des communications. En effet, les revenus des femmes y sont inférieurs de 13,3 %, tandis que, dans l'ensemble des professions, cet écart est de 32,8 %, et de 18,6 % pour ce qui est de l'ensemble des professions de la culture et des communications.

À l'exception des *acteurs et comédiens* chez qui le revenu des femmes est de 8,6 % supérieur à celui des hommes, les revenus de ces derniers sont supérieurs à ceux des femmes dans toutes les professions du film et de la vidéo. Les écarts les plus importants sont observés chez les *directeurs du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène* et chez les *techniciens*

Tableau 8.8

Revenu moyen d'emploi de certaines des professions de l'industrie du film et de la vidéo selon le sexe, Québec, 2000

CNP-S	Profession ¹	Total	Hommes	Femmes	Écart ²
			\$		%
A342	Directeurs de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	47 841	52 663	40 560	- 23,0
F031	Producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	41 395	43 389	38 332	- 11,7
F035	Acteurs et comédiens	23 534	22 577	24 525	8,6
F122	Cadreur de film et cadreur vidéo	32 335	34 034	..	..
F124	Techniciens en radiotélédiffusion	38 660	41 829	..	..
F125	Techniciens en enregistrement audio et vidéo	29 919	31 067	24 568	- 20,9
F126	Autre personnel technique du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	31 751	33 742	28 508	- 15,5
F127	Personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène	21 175	21 484	20 609	- 4,1
Total		34 776	36 471	31 637	- 13,3
	Professions culturelles	29 561	32 645	26 561	- 18,6
	Toutes les professions	29 755	35 094	23 599	- 32,8

1. Statistique Canada, *Classification nationale des professions*, 2001.

2. Écart des revenus des femmes par rapport à ceux des hommes.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, 97F0019XCBO1003.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

en enregistrement audio et vidéo parmi lesquels les revenus des femmes sont inférieurs de 23,0 % et de 20,9 % respectivement.

Les lieux des professionnels du film et de la vidéo

Évidemment, nous avons choisi les professions dont la proportion de travailleuses et de travailleurs de l'industrie du film et de la vidéo était la plus importante. Cependant, il est intéres-

sant d'examiner quelles sont les autres industries où se trouvent ces professionnels.

Parmi les huit professions retenues, seulement deux groupes ont une autre industrie comme principal lieu d'activité. Il s'agit des *acteurs et comédiens*, qui agissent surtout comme *artistes, auteurs et interprètes indépendants* (33,4 %) et des *techniciens en radiotélédiffusion*, dont le principal groupe travaille au sein de l'industrie de la *radiodiffusion et télédiffusion* (46,2 %). Dans les deux cas, l'industrie du film et de la vidéo vient au second rang.

Sur le plan professionnel, il existe une étroite relation entre l'industrie du film et de la vidéo et celle de la radiotélédiffusion. Dans tous les groupes, à l'exception des *acteurs et comédiens*, l'industrie de la radiotélévision se place parmi les trois principales industries accueillant des professionnels du film et de la vidéo. Les *acteurs et comédiens* se trouvent surtout parmi les *artistes, auteurs et interprètes indépendants*, les *compagnies d'art d'interprétation* et, bien sûr, l'industrie du film et de la vidéo.

Tableau 8.9

Répartition de l'effectif¹ de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo selon l'industrie, Québec, 2001

CNP-S	Profession et industrie (SCIAN 2000)	n	%
A342	Directeurs de l'édition du cinéma de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	3 110	100,0
	5121 Industries du film et de la vidéo	855	27,5
	5111 Éditeurs de journaux, de périodiques, de livres et de bases de données	750	24,1
	5131 Radiodiffusion et télédiffusion	420	13,5
	7111 Compagnies d'arts d'interprétation	170	5,5
	7113 Promoteurs (diffuseurs) d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires	105	3,4
	5132 Télévision payante et spécialisée et distribution d'émissions de télévision	75	2,4
	6116 Autres établissements d'enseignement et de formation	60	1,9
	7115 Artistes, auteurs et interprètes indépendants	60	1,9
	Autres industries	615	19,8
F031	Producteurs, réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	5 020	100,0
	5121 Industries du film et de la vidéo	2 090	41,6
	5131 Radiodiffusion et télédiffusion	815	16,2
	7111 Compagnies d'arts d'interprétation	440	8,8
	7113 Promoteurs (diffuseurs) d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires	255	5,1
	7115 Artistes, auteurs et interprètes indépendants	240	4,8
	5418 Publicité et services connexes	155	3,1
	5122 Industries de l'enregistrement sonore	130	2,6
	Autres industries	895	17,8
F035	Acteurs et comédiens	1 945	100,0
	7115 Artistes, auteurs et interprètes indépendants	650	33,4
	5121 Industries du film et de la vidéo	495	25,4
	7111 Compagnies d'arts d'interprétation	415	21,3
	6116 Autres établissements d'enseignement et de formation	90	4,6
	Autres industries	295	15,2

Tableau 8.9 (suite)

Répartition de l'effectif¹ de certaines professions de l'industrie du film et de la vidéo selon l'industrie, Québec, 2001

CNP-S	Profession et industrie (SCIAN 2000)	n	%
F122	Cadres de film et cadres vidéo	1 085	100,0
	5121 Industries du film et de la vidéo	590	54,4
	5131 Radiodiffusion et télédiffusion	395	36,4
	5132 Télévision payante et spécialisée et distribution d'émissions de télévision	70	6,5
	7115 Artistes, auteurs et interprètes indépendants	25	2,3
	Autres industries	5	0,5
F124	Techniciens en radiotélédiffusion	715	100,0
	5131 Radiodiffusion et télédiffusion	330	46,2
	5121 Industries du film et de la vidéo	145	20,3
	5132 Télévision payante et spécialisée et distribution d'émissions de télévision	100	14,0
	5133 Télécommunications	45	6,3
	Autres industries	95	13,3
F125	Techniciens en enregistrement audio et vidéo	2 540	100,0
	5121 Industries du film et de la vidéo	1 050	41,3
	5122 Industries de l'enregistrement sonore	295	11,6
	5131 Radiodiffusion et télédiffusion	265	10,4
	7115 Artistes, auteurs et interprètes indépendants	85	3,3
	5132 Télévision payante et spécialisée et distribution d'émissions de télévision	65	2,6
	7111 Compagnies d'arts d'interprétation	60	2,4
	3346 Fabrication et reproduction de supports magnétiques et optiques	55	2,2
	6113 Universités	45	1,8
	5324 Location et location à bail de machines et matériel d'usage commercial et industriel	40	1,6
	6111 Écoles primaires et secondaires	40	1,6
	7224 Débits de boissons (alcoolisées)	40	1,6
	Autres industries	500	19,7
F126	Autre personnel technique du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	2 750	100,0
	5121 Industries du film et de la vidéo	1 130	41,1
	5131 Radiodiffusion et télédiffusion	335	12,2
	7111 Compagnies d'arts d'interprétation	250	9,1
	7113 Promoteurs (diffuseurs) d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires	170	6,2
	7115 Artistes, auteurs et interprètes indépendants	150	5,5
	8139 Associations de gens d'affaires, organisations professionnelles et syndicales et autres associations de personnes	60	2,2
	5132 Télévision payante et spécialisée et distribution d'émissions de télévision	55	2,0
	7112 Sports-spectacles	45	1,6
	7224 Débits de boissons (alcoolisées)	40	1,5
	Autres industries	515	18,7
F127	Personnel de soutien et aides dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène	1 740	100,0
	5121 Industries du film et de la vidéo	885	50,9
	5131 Radiodiffusion et télédiffusion	185	10,6
	7113 Promoteurs (diffuseurs) d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires	135	7,8
	7111 Compagnies d'arts d'interprétation	120	6,9
	7115 Artistes, auteurs et interprètes indépendants	75	4,3
	Autres industries	340	19,5

1. Personnes occupées au cours de la semaine de référence.

Source : Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, d'après les données de Statistique Canada, Recensement de 2001.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Notes méthodologiques

Le lecteur prendra note que les données du recensement à propos des professions ne sont données qu'à titre indicatif. La pondération et la méthode d'arrondissement aléatoire utilisée par Statistique Canada peuvent entraîner certaines différences dans les totaux selon les variables utilisées.

De façon générale, Statistique Canada ne publie pas de données lorsqu'il y a moins de 50 répondants dans une cellule de la variable « revenu moyen d'emploi ».

Profession :

Genre de travail que faisaient les personnes pendant la semaine de référence, défini d'après le type d'emploi occupé par le recensé et la description des tâches les plus importantes qui s'y rattachent. Si le recensé n'avait pas d'emploi au cours de la semaine (du dimanche au samedi) ayant précédé le recensement (le 15 mai 2001), les données portent sur l'emploi qu'il avait occupé le plus longtemps depuis le 1^{er} janvier 2000. Les personnes qui avaient deux emplois et plus devaient donner des renseignements sur l'emploi auquel elles avaient consacré le plus d'heures de travail.

Revenu moyen d'emploi :

Revenu total reçu au cours de l'année civile 2000 par les personnes âgées de 15 ans et plus sous forme de salaires et traitements, de revenu net de l'exploitation d'une entreprise non agricole non constituée en société ou de l'exercice d'une profession et de revenu net provenant d'un travail autonome agricole.

Salariés :

Cette catégorie comprend les personnes de 15 ans et plus qui ont travaillé depuis le 1^{er} janvier 2000 et qui ont indiqué que, dans l'emploi déclaré, elles avaient travaillé principalement pour un salaire, pour un traitement, à commission, pour des pourboires, à la pièce ou contre rémunération « en nature » (paiements sous forme de biens ou de services, plutôt qu'en espèces). [...]

Travailleurs autonomes :

Cette catégorie comprend les personnes de 15 ans et plus ayant travaillé depuis le 1^{er} janvier 2000 et dont l'emploi déclaré consistait principalement à exploiter une entreprise ou une ferme ou à exercer une profession, seules ou avec des associés. Sont comprises les personnes qui exploitent une ferme à titre de propriétaire ou de locataire; celles qui travaillent comme pigiste ou à contrat pour un travail particulier (par exemple, les architectes et les infirmières privées); [...]; et celles qui font de la pêche avec du matériel qui leur appartient en propre ou dont elles sont copropriétaires.

Le lecteur peut également se référer au *Dictionnaire du recensement de Statistique Canada* à l'adresse suivante : www.statcan.ca/francais/census2001/dict/index_f.htm#dictionnaire.



Jack Paradise « Les nuits de Montréal »
de Gilles Noël
Photo : Céline Lalondes





CHAPITRE 9

LA CONSERVATION

**Un regard continu depuis 40 ans sur
l'histoire cinématographique et télévisuelle**

L'équipe de la Cinémathèque

Extraits du rapport annuel
2002-2003 de la Cinémathèque
québécoise

Une année de transition

L'année 2002-2003 aura été une année de transition pour la Cinémathèque, principalement parce qu'elle a changé de directeur général. En octobre 2002, le directeur général de la Cinémathèque, Robert Daudelin, a pris sa retraite après 30 années de service.

Le défi était immense pour son remplaçant, Robert Boivin. Ce changement, peu commun dans l'histoire de la Cinémathèque, a été planifié avec soin et bien accueilli. Appuyé par le conseil d'administration, Robert Boivin a dû d'entrée de jeu « s'atteler » à la dure tâche d'assurer le financement et la santé financière future de la Cinémathèque. Il a aussi pris le relais pour préparer

la célébration du 40^e anniversaire de la Cinémathèque et pour livrer le plan directeur attendu de tous.

On se rappelle aussi que l'année 2002 avait été le théâtre d'une consultation publique sur la Politique québécoise du cinéma et de la production audiovisuelle. La Cinémathèque y avait alors milité pour l'instauration du dépôt légal, afin de protéger adéquatement notre patrimoine audiovisuel.

Le 5 septembre 2003, la nouvelle ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp, annonçait l'instauration du dépôt légal dans son plan de mise en œuvre de la Politique sur le cinéma. Lorsque le dépôt légal sera adopté, le cinéma et la télévision accèderont au statut que possède déjà le livre en matière de conservation publique. Pour tous ceux et celles qui, depuis 40 ans, ont mis l'épaule à la roue pour doter le Québec d'une institution comme



Les Ordres
de Michel Brault, Québec, 1974.
Fonds Gilles Marsolais.

la Cinémathèque, il s'agit d'un aboutissement extrêmement heureux. Au cours de l'exercice 2003-2004, la Cinémathèque se préparera à accueillir le dépôt légal afin d'être prêt à assumer le mandat de préserver notre patrimoine audiovisuel.

Faits saillants

Le cinéma constitue une mémoire qui doit être conservée afin de mieux la faire revivre. Bon an, mal an, la Cinémathèque s'acharne à collectionner non seulement les films mais aussi tous les documents que l'on désigne aujourd'hui par l'expression « collections afférentes au film » (scénarios, maquettes, photos, affiches, etc.). Concrètement, le travail effectué par la Cinémathèque consiste à classer, à cataloguer, à informatiser et à archiver toutes ces collections dans le but de les rendre accessibles.

Cette vocation de valorisation du patrimoine cinématographique se révèle par des activités publiques, principalement par les projections de films et de vidéos, mais aussi par des expositions. Notre programmation a pour but de dresser, tout au long des années, un regard continu sur l'histoire du cinéma, de la période muette au cinéma contemporain, en variant nos perspectives (rétrospectives consacrées à des auteurs ou à des cinématographies, films d'animation, documentaires, cinéma de répertoire, etc.).

Il y a bien sûr tout un travail en amont (inventaire des fonds, catalogage, indexation, traitement informatique et inspections techniques), plus discret mais essentiel à une bonne conservation des collections. Parallèlement à ces opérations, et grâce à l'Internet, une partie importante des collections documentaires sont numérisées et diffusées en ligne.

Afin de rendre compte de sa mission de service public, le

bilan, ci-dessous détaillé, s'attarde à souligner l'enrichissement des collections. Cet inventaire, couvrant l'année 2002-2003, accorde de par la nature même de la Cinémathèque québécoise, une attention particulière au patrimoine cinématographique d'ici. Il va sans dire qu'il s'agit du reflet d'un travail d'équipe, de ses compétences mais aussi de sa passion pour cet art et l'organisme voué à sa préservation.



Affiche du quatrième Festival du cinéma international de Ste-Thérèse, Québec, 1988.

Collections de films, productions télévisuelles et bandes vidéo

Cette année, la Cinémathèque a enrichi ses collections des éléments suivants : 235 copies de projection de longs métrages, 1 489 copies de projection de courts métrages, 589 vidéogrammes (dont 421 bandes maîtresses), 67 éléments de tirage de longs métrages, 18 éléments de tirage de courts métrages. De ce nombre, on observe :

- que le tirage d'une nouvelle copie 35 mm du film québécois *Wow* de Claude Jutra, Québec, 1970. Production ONF.



Wow
de Claude Jutra, Québec, 1970.
Production ONF.

- que les dépôts d'éléments de tirage et de copies de projection proviennent principalement cette année des compagnies suivantes : Technicolor services créatifs, Alliance Atlantis Vivafilm, Remstar Corporation et Christal film, et de deux organismes, la SODEC et la Confédération des syndicats nationaux;

- que les vidéogrammes ont été confiés en dépôt principalement par les sociétés ou les personnes suivantes : Ciné qua non films, Trinôme-Inter, Marc Trudeau, Productions virage et Théâtre Ubu;

Tableau 9.1
Progression¹ des collections de films et bandes vidéo de la Cinémathèque québécoise, 1998-1999 à 2002-2003

	Copies de projection			Éléments de tirage			Total
	Longs métrages	Courts métrages	Bandes vidéo	Bandes maîtresses	Longs métrages	Courts métrages	
	n						
1998-1999	373	257	108	483	64	41	1 326
1999-2000	393	573	40	309	245	215	1 775
2000-2001	472	221	27	73	72	89	954
2001-2002	205	1 171	147	168	61	18	1 770
2002-2003	235	1 489	168	421	67	18	2 398
Total ² —1963-2003	..	..	..	..	..	..	47 286

1. Les données sont approximatives.

2. Le total ventilé par type de production n'est pas disponible.

Source : Cinémathèque québécoise.

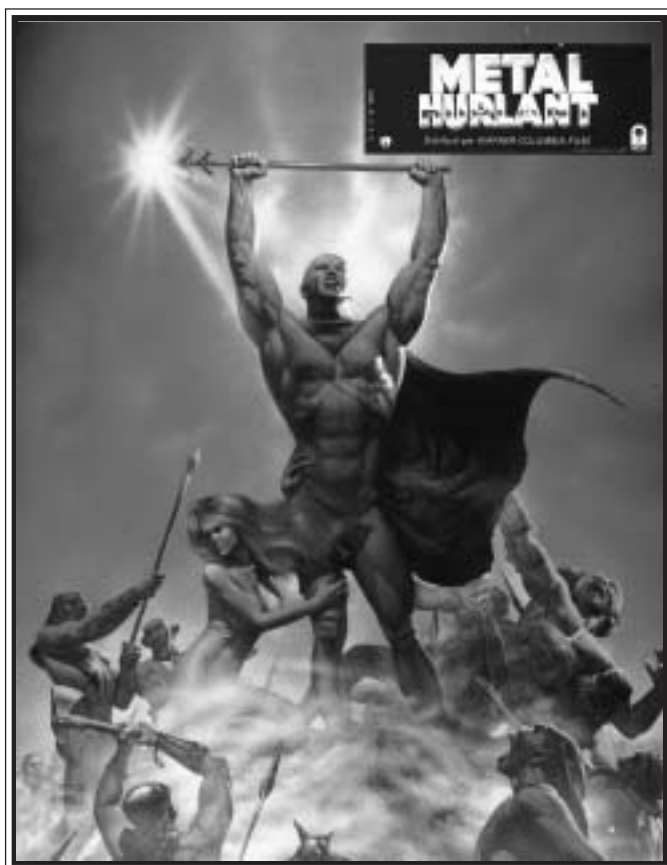
- que la Cinémathèque a par ailleurs procédé, avec l'accord des ayants droit, à la reproduction de 124 émissions de télévision qu'elle conserve principalement à des fins de consultation;
- que trois donateurs privés nous ont offert des copies neuves de *Heavy Metal*, de Gerald Potterton, de *La course à l'abîme*, de Georges Schwizgebel, et de *Chronique de la vie quotidienne*, de Jacques Leduc.

Notons que la Cinémathèque a soumis à la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels deux demandes d'attestation de donation de films (le Fonds Roger Cantin et le Fonds succession Joyce Wieland) qui ont été acceptées et qui nous ont permis d'acquérir un grand nombre de documents filmiques, y compris des éléments de tirage, des copies de projection de films et de vidéos et des copies maîtresses d'émissions de télévision.

Collections afférentes au film

Conservation et catalogage

Le catalogage accompagne toujours la conservation préventive des éléments. Cette année, plus de 5 900 nouveaux enregistrements ont été réalisés, principalement pour mettre à jour notre



Affichette de *Heavy Metal*
de Gerald Potterton, Québec, 1981.



Jeudi : *À cheval sur l'argent –
Chronique de la vie quotidienne*
de Jacques Leduc, Québec, 1978.
Photogrammes : ONF.



collection de photographies. De ce nombre, quelque 330 appartiennent à la collection d'affiches, 100 à la collection d'animation, 2 625 à la collection d'archives textuelles, 25 à la collection d'appareils, 175 à la collection de disques, 40 à la collection d'objets, 2 000 à la collection de photos et 700 à la collection de scénarios.

Pour ce travail, nous avons bénéficié notamment de l'aide financière de la Société des musées québécois (SMQ) et du Réseau canadien d'information sur les archives (RCIA). À peine le dixième de ces enregistrements est doté d'images numérisées. Cela ne signifie pas que notre travail de numérisation se soit limité à ce nombre, car nous avons continué à numériser des éléments catalogués au cours des années antérieures. Au total, des milliers d'images sont accessibles sur notre base Ciné-TV (à la Cinémathèque seulement), sur le Réseau canadien d'information sur le patrimoine (RCIP), au Musée virtuel du Canada et sur le réseau québécois Info-Muse.

Les fonds d'archives suivants ont aussi été entièrement traités : Pierre Lamy, Michel Cailloux, Pascale Bilodeau, Diane Létourneau, Gilles Sainte-Marie. Pour ce travail, nous avons bénéficié notamment de l'aide financière du Réseau des archives du Québec (RDAQ) et du RCIA. Les fiches de présentation de nos fonds d'archives sont désormais (partiellement) accessibles sur les sites de ces deux organismes.

Plusieurs stagiaires et bénévoles sont venus prêter main-forte à notre petite équipe : des étudiants du collège Montmorency (muséologie), du collège

Maisonnette (archivistique), de l'Université Concordia (cinéma) et de l'UQAM (archivistique).

Des donations importantes

Les collections afférentes au film ont reçu quatre donations d'importance qui se qualifiaient pour soumission à la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels. La chercheuse Pascale Bilodeau nous a donné cinq boîtes correspondant à son travail sur de nombreux films récents, dont ceux de Jacques Godbout et



La Course à l'abîme
de Georges Schwizgebel, Suisse, 1992.

Tableau 9.2

Progression¹ des collections afférentes au film de la Cinémathèque québécoise, 1998-1999 à 2002-2003

	Affiches	Photographies	Appareils	Scénarios	Monographies et documents
	n				
1998-1999	500	4 500	25	150 ^r	366
1999-2000	525	3 000	20	125	939
2000-2001	125	12 000	15	1 000	639
2001-2002	200	19 000	60	375	414
2002-2003	330	2 000	25	700	453
Total—1963-2002	28 765	595 800	2 108	15 242	40 842

1. Les données sont approximatives et peuvent avoir été révisées pour les années antérieures.
Source : Cinémathèque québécoise.

d'André Gladu. On a reçu du scénariste et comédien Michel Cailloux, actif dès le début de la télévision au Canada, plusieurs scénarios et documents de production. Le réalisateur Roger Cantin a complété sa donation de films par des documents et des photos s'y rapportant. Enfin la chef décoratrice Anne Pritchard, active autant dans les productions québécoises que dans les productions américaines tournées au Canada, nous a remis une centaine de dessins reflétant son travail.

Nous avons reçu plusieurs cartons de documents de production, dont 67 boîtes de la société Bloom Films et également 10 boîtes de l'Alliance du cinéma et de la vidéo indépendants. Le critique et professeur Gilles Marsolais nous a donné quelque 8 000 photos de tous les pays, qui s'ajoutent aux centaines acquises par d'autres voies. Dans les autres catégories, nos collections se sont enrichies de quelques appareils, de disques, d'une trentaine de produits dérivés et d'un millier d'affiches, dont plusieurs provenant du Festival de Sainte-Thérèse, du Festival des films du monde et d'un cinéphile, Edward Kurtness. Il faut souligner que nous recevons toujours, sur une base régulière, des photos et des scénarios, notamment quelques boîtes provenant de la SODEC, du Fonds indépendant de production et du Fonds Harold Greenberg, et d'autres de scénaristes, de réalisateurs et d'assistants-réalisateurs, de scriptes et de

preneurs de son. Enfin, nous avons acquis une importante collection de timbres sur le thème du cinéma ayant appartenu au feu chroniqueur philatélique Denis Masse.

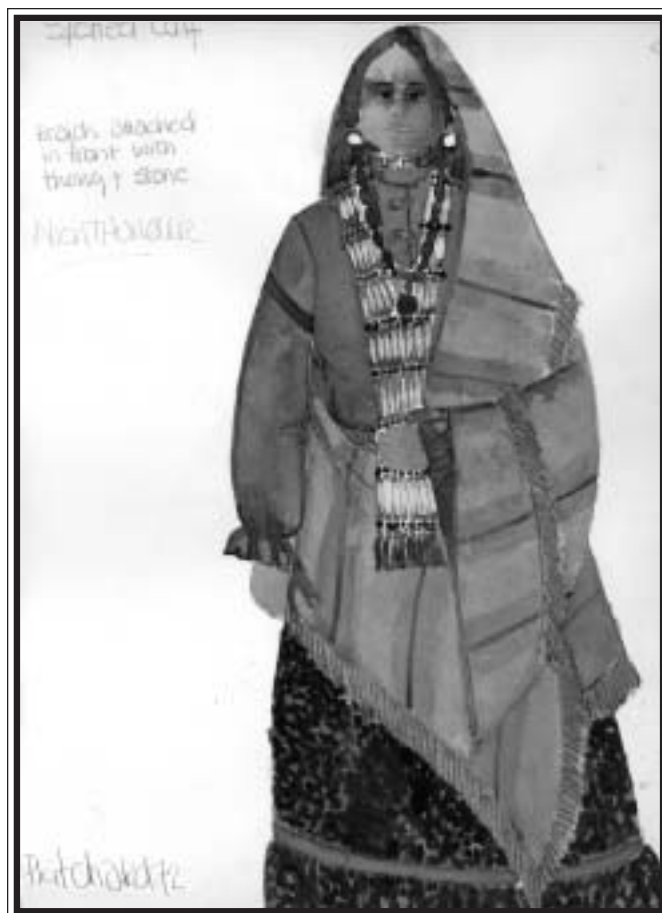
Total des acquisitions de l'année 2002-2003

Scénarios : 275; Musiques de film : 50; Autre matériel audio : 50; Photographies : 10 000; Affiches : 1 000; Design de décors et de costumes : 150;

Appareils, caméras : 5; Équipement de projection : 5; Autres objets : 30.

L'accessibilité aux collections afférentes par les soins de la médiathèque a connu une augmentation appréciable : sont surtout en demande les scénarios et les photos. Ces dernières servent principalement aux distributeurs, aux éditeurs et aux revues. Les copies sont effectuées à l'extérieur uniquement pour les tirages sur papier. Toute la numérisation est accomplie par le personnel de la médiathèque. Enfin, ces collections ont été mises à contribution pour des

Dessin de Anne Pritchard, directrice artistique pour le film *Alien Thunder* de Claude Fournier, Canada, 1974.
Fonds Anne Pritchard.



tournages de films et d'émissions de télévision, des sites Internet (Musée virtuel du Canada et Observatoire des musées québécois) et des expositions (Musée de la civilisation et Centre d'histoire de Montréal).

La rétrospective estivale consacrée au western a été l'occasion de mettre en valeur plusieurs affiches américaines et européennes provenant de nos collections. Soit dit en passant, cette opération nous a permis de numériser plusieurs affiches western.

Services techniques et entrepôts

Les copies et les éléments de tirage des films et des vidéos sont entreposés à notre centre de conservation de Boucherville. Une équipe de trois techniciens y travaille à temps plein. Non seulement ceux-ci s'assurent-ils du bon fonctionnement de l'équipement de conservation de la pellicule, mais ils se consacrent aussi à l'im-

mense tâche d'inventorier les nouveaux dépôts et d'inspecter les copies. L'an dernier, ils ont vérifié plus de 1 800 copies destinées soit à la projection, soit à un entreposage à long terme. La plupart de ces copies ont donc été dûment inspectées, mesurées, identifiées et, quelquefois, réparées.

Ils travaillent aussi en étroite collaboration avec l'archiviste et la technicienne au catalogage de la collection films afin de répondre aux nombreuses demandes

Tableau 9.3
Bilan de la fréquentation des projections de la Cinémathèque québécoise, 2002-2003

		Séances	Spectateurs	Moyenne par séance
		n		
Salle Claude-Jutra		571	41 730	73
Avril 2002	Anne-Marie Miéville, Nouveau cinéma tchèque, Pagnol	51	2 912	57
Mai 2002	Béla Tarr, Mauritz Stiller, Anthologie du Cartoon	46	3 345	73
Juin 2002	Alain Resnais, Jonh Paskievich, Domitor	52	3 763	72
Juillet 2002	Fernandel, P. Sellers, V. Hugo, J. Steinbeck, Ciné-Jazz	49	4 773	97
Août 2002	Le western	54	3 396	63
Septembre 2002	Atom Egoyan, Cinéma libre, Luc et Jean-Pierre Dardenne	50	3 355	67
Octobre 2002	J. Kucia, M. Snow, M. Ophüls, P. Driessen, N. Philibert	54	3 964	73
Novembre 2002	Festival film polonais, Jan Lenica, 3 jours pour s'animer	42	2 588	62
Décembre 2002	La France tout court, Walter Salles	40	2 289	57
Janvier 2003	Jacques Leduc, Martin Sulik, Pedro Almodovar	49	4 863	99
Février 2003	Pedro Costa, Lotte Reiniger, J.-P. Mocky	32	2 161	68
Mars 2003	Simenon cinéma, Semaine d'action contre le racisme	52	4 321	83
Salle Fernand-Seguin		273	6 559	24
Avril 2002	Coop Vidéo/25e, Spirafilm/25e, Place aux variétés	25	480	19
Mai 2002	Festival littérature, Œil documentaire	25	650	26
Juin 2002	Bicentenaire A. Dumas, Zacharias Kunuck	35	563	16
Juillet 2002	Wayne & Shuster, Francofolies, Les grands du blues	37	894	24
Août 2002	Relâche	—	—	—
Septembre 2002	Dix ans d'ARTE, Hors Champ, Écran indépendant	37	775	21
Octobre 2002	Dennis Potter	27	687	25
Novembre 2002	Banff, Cinéma, de notre temps	21	611	29
Décembre 2002	Cinéma, de notre temps	19	584	31
Janvier 2003	Vidéaste recherché-e, Cinéma libre / le 25e	16	377	24
Février 2003	Pepe Carvalho, Reel Dance on the Road	16	636	40
Mars 2003	Amalgame, Écran indépendant	15	302	20
Total		844	48 289	57

Source : Cinémathèque québécoise.

des déposants et autres clients extérieurs, sans compter la cinquantaine de titres qu'ils doivent préparer chaque mois pour les projections à la salle Claude-Jutra.

À la suite de l'installation de nouvelles étagères dans l'une des chambres d'entreposage, une imposante corvée de reclassement des bobines a dû être entreprise. De plus, plusieurs ajustements ont été apportés à l'équipement des systèmes de réfrigération afin d'éviter les pannes, entre autres par l'installation d'un appareil de

mesure des plus sophistiqués favorisant une surveillance plus précise des machines.

De plus, les deux employés contractuels ont poursuivi leur travail de classement de la collection de Radio-Canada en assurant aux émissions tournées sur support film durant les années 1950 et 1960 des conditions de consultation et d'entreposage adéquats. Huit mille titres ont été traités jusqu'à présent.

Par ailleurs, depuis que les diverses phases-tests de nos ba-

ses de données informatiques sont terminées, environ 8 000 fiches ont été créées, ce qui correspond à autant d'éléments de films de notre collection que l'on peut maintenant consulter grâce à l'informatique. Une grande partie de ces enregistrements a été effectuée grâce à l'octroi d'une subvention du ministère du Patrimoine canadien qui nous a permis d'embaucher une personne à temps plein pour effectuer la saisie informatique des fiches sur carton des films québécois et canadiens.

Tableau 9.4

Bilan de la fréquentation aux autres activités de la Cinémathèque québécoise, 2002-2003

		Séances	Spectateurs	Moyenne par séance
		n		
Expositions		...	46 024 ¹	...
Salle Norman-McLaren		...	8 693	...
Mai 2002	Âme noire	...	5 006	...
Octobre 2002	Two Sides To Every Story	...	1 071	...
Novembre 2002	Signé Lenica	...	2 616	...
Salle Raoul-Barré		...	39 337	...
2002-2003	Formes en mouvement (exposition permanente)	...	2 006	...
2002-2003	Exposition virtuelle De Nanouk à L'Oumigmag	...	37 331	...
Festivals		171	10 159	59
Mai 2002	Festival du cinéma juif de Montréal	15	1 532	102
Novembre 2002	Rencontres internationales du documentaire	54	3 184	59
Février 2003	Rendez-vous du cinéma québécois	79	4 139	52
Mars 2003	Festival international du film sur l'art	23	1 304	57
Événements spéciaux		...	1 805	...
Mai	Journée des musées	...	1 421	...
Septembre	Journée de la culture	...	384	...
Visites commentées	85 groupes	...	2 692	...
Médiathèque		...	6 293	...
Visiteurs		...	4 399	...
Demandes de références et de recherches		...	1 894	...
Activités privées ²		...	7 991	...

1. N'inclut pas les milliers de personnes qui ont visité les expositions ponctuelles présentées dans les foyers Luce-Guilbeault et Paul-Blouin.

2. Comprend les invités des visionnements privés, des réceptions, des locations, etc.

Source : Cinémathèque québécoise.

Cinémathèque extra-muros

Prêts de films à différentes institutions

QUÉBEC/CANADA

Montréal	15 films	La Casa Oscura, Goethe-Institut Inter Naciones, Office national du film, Centre canadien d'architecture, Cinéma du Parc
Québec	20 films	Antitube, Musée national des beaux-arts du Québec
Rimouski	3 films	Carrousel international du film de Rimouski, Paraloeil
Sorel-Tracy	1 film	Maison Audace
Ottawa	1 film	Institut canadien du film
Toronto	16 films	Cinematheque Ontario, Toronto International Film Festival, Goethe-Institut Inter Naciones, Cinéfranco
Vancouver	1 film	Vancouver International Film Festival

BELGIQUE

Namur	4 films	Festival international du film francophone
-------	---------	--

CORÉE

Séoul	1 film	5th Women's Film Festival in Seoul
-------	--------	------------------------------------

CUBA

La Havane	2 films	Festival Internacional del Nuevo Cine Latinoamericano
-----------	---------	---

PORTUGAL

Lisbonne	1 film	Festival international du cinéma de Catalunya
Porto	1 film	Cinemateca Portuguesa - Museu do Cinema, Lisbonne
Covilhã	1 film	IMAGO Young Film and Video Festival

ÉTATS-UNIS

Berkeley, CA	1 film	Pacific Film Archive
New York (NY)	2 films	The Museum of Modern Art

FINLANDE

Helsinki	6 films	Midnight Sun Film Festival
----------	---------	----------------------------

FRANCE

Annecy	1 film	Festival international du film d'animation de Annecy
Clermont-Ferrand	10 films	Festival international du court métrage de Clermont-Ferrand
Toulouse	5 films	Cinémathèque de Toulouse

GRÈCE

Athènes	1 film	Athens International Film Festival
---------	--------	------------------------------------

MEXIQUE

Mexico	13 films	Filmoteca de la UNAM
--------	----------	----------------------



L'Objet
de Danyèle Patenaude et Roger cantin, Québec, 1984.
Fonds Roger Cantin.



The Far Shore
de Joyce Wieland, Canada, 1976.
Fonds Joyce Wieland





CHAPITRE 10

LE CINÉMA DANS LE MONDE

Marielle Audet
Dominique Jutras

Ce chapitre a pour but d'offrir une comparaison de la production et de l'exploitation cinématographiques entre divers pays. Les données de l'année 2003 n'étant pas disponibles pour la Belgique, le Canada et les Pays-Bas, nos observations se limiteront aux derniers résultats compilés en ce qui concerne ces pays.

Québec

Le Québec a produit 27 longs métrages en 2003. Il s'agit d'un retour à son niveau de production habituel, après avoir connu une année fort prospère en 2002, soit 31 longs métrages.

En 2003, les films québécois ont connu une année record, en s'appropriant une part de 12,8 % des recettes. Des films comme *Séraphin. Un homme et son péché*, *La grande séduction*, *Les invasions barbares*, *Sur le seuil*, *Mambo Italiano* et



Head in the Clouds
de John Duigan
Photo : Pierre Dury



Québec-Montréal ont contribué à ce succès. L'an dernier, les films québécois avaient aussi connu une excellente année, compte tenu d'une part de 8,4 % des recettes.

Le nombre d'écrans est passé de 773 à 769, ce qui représente une baisse d'à peine 0,5 %. Ainsi, le parc de salles semble tendre vers une stabilisation du nombre des écrans. En effet, après avoir connu des augmentations importantes dans les années 1990, l'ajout d'écrans a graduellement ralenti depuis l'année 2000.

La fréquentation des salles de cinéma a suscité moins d'intérêt, passant de 29,9 à 29,0 millions de spectateurs. Le nombre d'entrées par écran est passé de 38 735 à 37 739, soit une baisse de 2,6 %. Les recettes au guichet ont ainsi chuté de 2,4 % relativement à la même période. Ce sont surtout les films français et ceux d'autres origines qui ont subi un recul. En contrepartie du succès des films québécois, l'intérêt pour les films états-uniens continue de décroître. Depuis 1995, leur part de recettes a atteint son plus bas niveau, soit seulement 78,2 %.

Canada

Les données les plus récentes dont nous disposons sont celles de 2000-2001. Elles incluent le Québec. Le Canada a connu un accroissement de 11,6 % du nombre de ses écrans. Or, le

Tableau 10.1

Production de longs métrages destinés au cinéma¹, de 1999 à 2003

	1999	2000	2001	2002	2003
	n				
Québec	24	25	22	30	27
Canada ²	52	..	..	..	..
Australie	45	34	34	39	21
Belgique	14	12	15	19	14
Danemark	19	21	22	27	29
États-Unis	..	460	445	..	593
France	181	171	204	200	212
Pays-Bas	30	34	28	..	..
Royaume-Uni	103	90	84	..	145
Suède	..	35	38	21	27

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.2

Nombre d'écrans de cinéma et de ciné-parc¹, de 1999 à 2003

	1999	2000	2001	2002	2003
	n				
Québec	641	718	753	773	769
Canada ²	2 550	2 923	..	..	..
Australie	1 740	1 817	1 855	..	1 907
Belgique	492	495	..	458	..
Danemark	345	..	361	..	379
États-Unis	37 185	37 396	36 764	35 280	35 786
France	4 979	5 103	5 236	5 280	5 295
Pays-Bas	461	502	499	..	..
Royaume-Uni	2 758	2 954	2 998	..	3 402
Suède	1 132	1 129	1 155	..	1 170

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.



Tiresia
de Bertrand Bonello

nombre de spectateurs n'a crû que de 0,3 % comparativement à 6,9 % en 1999-2000, ce qui a entraîné la chute de 10,1 % des admissions par écran. Les recettes au guichet ont augmenté de 8,1 %. Toutefois, l'indice de fréquentation par personne se maintient à 3,9.

Australie

En 2003, l'Australie a connu son plus bas niveau de production depuis 1995, c'est-à-dire seulement 21 longs métrages. Malgré une baisse de 2,7 % du nombre de spectateurs, les recettes au guichet ont connu une augmentation de 2,5 %. Néanmoins, la part des recettes attribuée au cinéma national accuse un important recul depuis deux ans, passant de 5,0 % à 3,5 %, tandis qu'il était de 8,0 % en 2001. Le nombre d'écrans ayant augmenté de 1,9 % et l'assistance enregistrant une diminution, le nombre d'admissions par écran a par conséquent accusé un recul de 4,5 %. Ainsi, il est possible de prévoir un plafonnement de la demande dans une période de stabilisation de l'offre, notamment en ce qui a trait aux établissements et aux écrans. De plus, le taux de fréquentation par habitant a aussi reculé, passant de 4,8 à 4,5.

Tableau 10.3

Assistance dans les salles de cinéma et les ciné-parcs¹, de 1999 à 2003

	1999	2000	2001	2002	2003
	M				
Québec	27,3	25,7	27,7	29,9	29,0
Canada ²	111,6	119,8	..	..	..
Australie	88,0	82,0	92,5	92,5	90,0
Belgique	21,9	23,5	24,0	20,7	..
Danemark	10,9	10,7	11,9	12,9	12,3
États-Unis	1 465,2	1 420,8	1 487,3	1 639,3	1 574,0
France	153,6	166,0	185,8	185,1	174,2
Pays-Bas	18,6	21,5	23,9	..	..
Royaume-Uni	139,5	142,5	155,9	176,0	167,3
Suède	16,0	17,0	18,1	18,3	18,2

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.4

Indice de fréquentation des salles de cinéma, de 1999 à 2003

	1999	2000	2001	2002	2003
	n				
Québec	3,7	3,5	3,7	4,0	3,9
Canada ¹	3,7	3,9	..	..	..
Australie	4,8	4,5	4,8	4,8	4,5
Belgique	2,1	2,3	2,3	2,4	..
Danemark	2,1	2,0	2,2	2,4	2,3
États-Unis	5,4	5,2	5,2	5,7	5,4
France	2,6	2,7	3,1	3,2	3,0
Pays-Bas	1,2	1,4	1,5	1,5	..
Royaume-Uni	2,4	2,4	2,6	2,9	2,8
Suède	1,8	1,9	2,0	2,0	2,0

1. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.5

Part des recettes des films nationaux dans leur propre marché¹, de 1999 à 2003

	1999	2000	2001	2002	2003
	n				
Québec	6,6	4,2	6,1	8,4	12,8
Canada ²	3,4	..	1,4	2,6	..
Australie	3,0	8,0	8,0	5,0	3,5
Belgique	3,5	1,9	1,5	1,4	..
Danemark	28,8	19,2	30,0	27,0	26,0
États-Unis	94,6	93,3	92,4	95,6	..
France	32,4	28,5	41,5	34,8	34,7
Pays-Bas	5,0	5,5	9,5	10,5	..
Royaume-Uni	16,5	19,6	4,9	8,3	10,2
Suède	21,5	26,0	24,0	16,8	19,9

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.

2. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Belgique

Les données les plus récentes concernant la Belgique sont de 2002. Le nombre d'écrans est passé de 492 à 505, soit une augmentation de 2,6 %. Cet accroissement du nombre d'écrans a peut-être contribué à la hausse de 1,5 % de l'assistance et influencé l'indice de fréquentation par habitant qui est passé de 2,3 à 2,4. On note une légère incidence négative de 1,2 % sur le nombre d'entrées par écran. La part de marché du cinéma national a chuté une troisième année d'affilée. En effet, elle s'élevait à 3,5 % en 1999, à 1,9 % en 2000, à 1,5 % en 2001 et à 1,4 % en 2002. Quant à celle du cinéma états-unien, elle a continué sa progression durant la même période avant d'atteindre 74,5 % en 2002.

Danemark

La production de longs métrages danois a augmenté en 2003, c'est-à-dire 29 films par rapport à 23 en 2002. Au total, 209 films ont été présentés en primeur sur les écrans. Le Danemark comptait 379 écrans en 2003 comparativement à 358 en 2002, soit un accroissement de 5,9 %. Après avoir connu une augmentation de 9,1 % en 2002, le nombre d'admissions par écran a chuté de 10,0 %. D'ailleurs, le nombre total de spectateurs accuse un recul de 4,7 %, en se maintenant tout de même parmi les deux

meilleurs résultats des dix dernières années, ce qui représente un indice de fréquentation de 2,3. Même si la part de marché des films nationaux passe de 27,0 % à 26,0 %, elle demeure à un niveau largement supérieur à celle que l'on observe dans les autres pays.

États-Unis

Les États-Uniens ont produit 593 longs métrages en 2003, ce qui représente une augmentation de 9,2 % par rapport à l'année précédente. Le nombre d'écrans a connu un accroissement de 1,4 %, ce qui fait de ce pays l'un des mieux pourvus en salles de cinéma, c'est-à-dire un écran pour 8 191 habitants. Ce bilan est cependant paradoxal, puisque certaines chaînes sont en difficulté financière. Il faut peut-être y voir l'illustration du renouvellement du parc de salles : fermeture d'anciennes salles et ouverture de salles modernes, qui disposent de l'équipement le plus récent. En outre, il est singulier de constater que le nombre de spectateurs a chuté de 4,0 %. L'indice de fréquentation par personne ainsi que le nombre d'admissions par écran ont connu une baisse de 5,0 %. Les recettes au guichet atteignent 9 940 millions de dollars américains en 2003, soit un léger recul de 0,3 %. En 2002, les recettes avaient connu une importante augmentation de 13,2 % et atteint un record. Depuis 1990, c'est la deuxième fois que les recettes au guichet enregistrent

une diminution. C'est *Finding Nemo* qui a dominé le palmarès des films à succès en 2003, soit des recettes de près de 340 millions de dollars américains.

France

La France a produit 212 longs métrages en 2003 comparativement à 200 en 2002. Le parc de salles a bénéficié de l'ajout de 33 nouveaux écrans, tandis que l'offre de films a connu une progression de 5,1 %. Pourtant, le nombre de spectateurs a chuté une deuxième année consécutive, passant de 184,2 à 174,2 millions. L'indice de fréquentation par habitant confirme ce résultat, puisqu'il est passé de 3,2 à 3,0. Le nombre d'entrées par salle a aussi connu une diminution, cette fois de 6,0 %. Les recettes au guichet ont enregistré un recul de 2,7 % et elles totalisent un milliard d'euros. Les films nationaux ont connu un léger recul, la part de marché ayant passé de 34,8 % à 34,7 %. Toutefois, les films états-unien ont mieux performé, passant de 50,1 % à 53,6 %, ce qui entraîne un rétrécissement de l'espace réservé aux films des autres nationalités exploités en France.

Pays-Bas

Après avoir connu une baisse importante de sa production de longs métrages en 2001 – seulement 28 films –, les Pays-Bas

ont maintenu ce niveau de production (29 films en 2002), soit un film de plus que l'année précédente. Le nombre d'écrans a crû de 7,8 %, passant de 499 à 538. Les résultats d'exploitation ont connu peu de variations en 2002 comparativement à 2001. Le nombre de spectateurs a augmenté de 0,8 %, et l'indice de fréquentation est demeuré à 1,5 %. L'augmentation du nombre d'écrans a entraîné une baisse de 6,5 % du nombre d'admissions par salle. Néanmoins, les recettes au guichet ont augmenté de 5,4 %. La part des recettes des films nationaux avait fait un bond spectaculaire en 2001, passant de 5,5 % à 9,5 %. Cette part a poursuivi sa progression en 2002 et atteint 10,5 %, soit un sommet inégalé au cours des dix dernières années. Quant à la part des recettes des films états-uniens, elle rattrape le recul subi en 2001, en passant à 70,0 %.

Royaume-Uni

La production de longs métrages a connu une forte progression en 2003, soit 145 films comparativement à 103 en 2002. Parmi les productions britanniques, on trouve *Harry Potter and the Prisoner of Azkaban* et *Bridget Jones. The Edge of Reason*. Le nombre de films distribués en primeur dans les salles connaît, une deuxième année d'affilée, une remontée de plus de 10 %. Le Royaume-Uni a enrichi son parc de salles de 154 nouveaux écrans en 2002, tan-

dis qu'il avait ajouté 250 nouvelles salles l'année précédente. Ce pays demeure tout de même parmi les moins bien pourvus, car il enregistre un écran pour 17 660 habitants. La progression du nombre de spectateurs observée depuis quatre ans ne s'est pas poursuivie. En effet, en 2003, l'assistance accuse un recul de 4,9 %. On observe le même phénomène relativement à l'indice de fréquentation par habitant. Celui-ci passe de 2,9 à 2,8. Après avoir connu une remontée en 2002, l'assistance par écran a diminué de 9,2 % en 2003, et les recettes ont accusé une légère baisse de 0,4 %. La part des recettes du cinéma national a toutefois maintenu sa remontée, après avoir connu une année difficile en 2001. En 2002, cette part s'était établie à 8,3 %, et à 10,2 % en 2003. En quatrième position au guichet apparaît la production britannique *Love Actually*, qui récolte 29,7 millions de livres sterling. La part du cinéma états-unien, après avoir essuyé une baisse trois années consécutives, a connu une reprise et atteint 73,5 % de part de marché, soit un niveau légèrement inférieur à celui de 2001.

Suède

Après deux années sous le signe du ralentissement, la production a repris de la vigueur en 2003 en présentant 27 longs métrages. En 2003, 229 primeurs au total ont été distribuées, ce qui représente une augmentation de

14,0 % par rapport à 2002. Le nombre des écrans a diminué de 0,5 % en 2003, après avoir connu deux augmentations consécutives. Hormis les recettes, qui ont augmenté de 2,6 %, les résultats d'exploitation tendent vers la baisse. On constate une diminution de 0,7 % du nombre de spectateurs et de 0,2 % du nombre d'admissions par écran. La part de marché des films nationaux, après avoir connu une chute importante en 2002, passant de 24,0 % à 16,8 %, a connu une reprise en 2003, soit une part de marché de 19,9 %. Par contre, celle des films états-uniens est passée de 65,0 % en 2002 à 70,0 % en 2003.

Paradoxalement, la multiplication des écrans et la majoration de l'offre se traduisent par une décroissance de la fréquentation

La plupart des pays observés ont vu leur parc de salles s'agrandir en 2003. Le nombre de films présentés en primeur a aussi suivi une courbe ascendante. Or, ces facteurs n'ont pas attiré davantage de spectateurs. En fait, la fréquentation a même accusé un fléchissement dans plusieurs pays.

La part de marché des films nationaux a subi une décroissance, à l'exception des productions des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède. Généralement,

dans ce genre de cas, la part de marché des films états-uniens prend de la vigueur. C'est le cas partout, sauf au Danemark.

Une augmentation des recettes assez généralisée laisse entrevoir que tous les pays, sauf la France, ont opté pour une hausse du prix du billet, ce qui a peut-être eu une incidence sur la fréquentation.

Enfin, on observe une tendance à la hausse de la production de longs métrages, même si celle-ci varie beaucoup d'un pays à l'autre.



Piège d'Issoudun
de Micheline Lanctôt

Tableau 10.6
Panorama statistique de l'industrie cinématographique, 2003

	Unité	Québec	Canada ¹	Australie	Belgique	Danemark	États-Unis	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Suède
Production											
Longs métrages (cinéma) ²	n	27	..	21	14	29	593	212	..	145	27
Exploitation											
Films distribués (primeurs)	n	410	..	268	..	209	459	513	..	387	229
Écrans	n	769	..	1 907	..	379	35 786	5 295	..	3402	1170
Assistance	M	29,0	..	90,0	..	12,3	1 574,0	174,2	..	167,3	18,2
Population totale	M	7,5	31,7	20,1	..	5,4	293,1	59,9	..	60,1	9,0
Fréquentation	indice	3,9	..	4,5	..	2,3	5,4	3,0	..	2,8	2,0
Entrées annuelles par écran	n	37 739	..	47 195	..	32 446	44 123	32 889	..	49 177	15 532
Recettes (unités locales)	M	179,2	..	865,8	..	97,7	9 490,0	1 000,3	..	798,9	1 369,7
Part des recettes des films nationaux	%	12,8	..	3,5	..	26,0	..	34,7	..	10,2	19,9
Part des recettes des films états-uniens	%	78,2	..	..	..	62,0	..	53,6	..	73,5	70
Télévision											
Taux de pénétration dans les foyers	%	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Magnétoscope											
Taux de pénétration dans les foyers	%	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Données de Statistique Canada, y compris le Québec.

2. Films de 60 minutes et plus (y compris les coproductions).

Sources : Recherche – SODEC.

Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada.

Sources officielles des pays concernés.



CHAPITRE 11

LES MESURES FISCALES RELATIVES À L'INDUSTRIE DU FILM

Marielle Audet
Dominique Jutras

Les deux mesures fiscales traitées dans ce chapitre ont été annoncées, d'une part, pour ce qui est du crédit d'impôt pour le doublage, dans un bulletin d'information du ministère des Finances en 1997 et, d'autre part, en ce qui a trait au crédit d'impôt pour services de production, dans le Discours sur le budget de 1998-1999. La SODEC, gestionnaire de ces mesures, a rendu ses premières décisions en 1999-2000.

Le doublage

Le crédit d'impôt pour le doublage de films a pour objectif de « soutenir les activités de doublage réalisées au Québec et de permettre aux entreprises de ce secteur d'élargir leur marché ». Le montant de crédit d'impôt prévu pour le doublage durant l'année financière terminée

au 31 mars 2004 est de 1 394 320 \$, ce qui permet de doubler 232 productions d'une valeur totale estimée à 11,2 M\$, et pour lesquelles les dépenses admissibles totalisent 5,4 M\$. En comparant avec l'année 2002-2003, il s'agit d'une diminution de 27 % du nombre de productions doublées, de 46 % de la valeur des contrats et de 43 %



Summer with the Ghosts
de Bern Neuberger



des dépenses admissibles. Or, cette diminution est essentiellement attribuable à une réorganisation administrative au sein de la SODEC. De toutes les demandes déposées durant l'année, 97 demeurent en attente d'une décision. Ainsi, en 2003-2004, 286 projets ont été déposés comparativement à 269 en 2002-2003, soit une augmentation de 6,3 %.

Le montant du crédit d'impôt pour le doublage, comme les autres crédits d'impôt culturels, est établi essentiellement selon les dépenses de main-d'œuvre. En 2003-2004, elles atteignent 5,4 M\$ et constituent 49 % de la valeur des contrats. Le doublage représente une source de revenu importante pour les comédiens, car la rémunération relative à la prestation de leurs services totalise 2,9 M\$, soit 53 % de l'ensemble des coûts de main-d'œuvre.

Tableau 11.1

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles doublées, selon le premier marché et le format, Québec, 2003-2004

Premier marché	Oeuvre unique	Minisérie (de 2 à 6 épisodes)	Série (7 épisodes et plus)	Total
n				
Cinéma ²	83	—	—	83
Télévision	57	22	39	118
Vidéoclub	31	—	—	31
Total	171	22	39	232

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

2. Comprend une production en format géant.

Source : SODEC.

Tableau 11.2

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles doublées, selon la valeur des contrats, les dépenses admissibles, le crédit d'impôt et le premier marché, Québec, 2003-2004

	Cinéma ²		Télévision		Vidéoclub		Total	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Valeur totale des contrats de doublage	4 735 431		5 329 407		1 110 047		11 174 885	
Total des dépenses admissibles	2 163 491	45,7	2 718 964	51,0	565 160	50,9	5 447 615	48,7
Total des prestations des comédiens	1 118 436	51,7	1 509 401	55,5	248 329	43,9	2 876 166	52,8
Total des autres frais de doublage	1 045 055	48,3	1 209 563	44,5	316 831	56,1	2 571 449	47,2
Plafond des dépenses admissibles	1 917 850	40,5	2 158 410	40,5	449 569	40,5	4 525 829	40,5
Montant du crédit d'impôt autorisé	608 539	31,7	640 135	29,7	145 646	32,4	1 394 320	30,8
Nombre total de projets	83		118		31		232	

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

2. Comprend une production en format géant.

Source : SODEC.

Les 232 productions qui ont obtenu une certification en vertu du crédit d'impôt pour le doublage se répartissent ainsi : 83 films (36 %) sont destinés au marché des salles de cinéma, 118 sont des productions télévisuelles (51 %) et 31 productions (13 %) sont prévues pour exploitation dans les vidéoclubs (location ou vente). Ainsi, on note une dimi-

nution de 52 % des films destinés au marché des salles, ainsi qu'une augmentation de 1 % des productions télévisuelles et de 7 % des films destinés au marché de la vidéo. À une seule exception près, les travaux de doublage avaient pour but de réaliser la version française des productions.

Près des trois quarts (171) des productions doublées sont des œuvres uniques. Elles se composent de 83 films, de 57 productions télévisuelles et de 31 œuvres destinées aux vidéoclubs. À cette production s'ajoutent 22 miniséries et 39 séries destinées à la télévision.

Tableau 11.3

Ventilation des dépenses de doublage, selon le premier marché des productions¹ cinématographiques et télévisuelles et la catégorie de contrat, Québec, 2003-2004

Premier marché et catégorie de contrat	Productions doublées		Coût moyen des contrats	Prestation des comédiens	Autres dépenses	Total dépenses admissibles	Crédit d'impôt	Total des épisodes
	n	%			\$			n
Cinéma²	83		57 053	1 118 436	1 045 055	2 163 491	608 539	...
29 999 \$ et moins	1	1,2	3 182	546	900	1 446	430	...
30 000 \$ à 59 999 \$	56	67,5	43 436	643 046	627 399	1 270 445	325 437	...
60 000 \$ à 99 999 \$	21	25,3	83 996	360 798	329 213	690 011	215 954	...
100 000 \$ et plus	5	6,0	107 181	114 046	87 543	201 589	66 720	...
Télévision – œuvre unique	57		12 468	196 452	156 020	352 472	91 120	...
29 999 \$ et moins	49	86,0	7 495	111 655	75 925	187 580	47 384	...
30 000 \$ à 59 999 \$	7	12,3	34 523	67 278	64 263	131 541	32 621	...
60 000 \$ à 99 999 \$	–	–	–	–	–	–	–	...
100 000 \$ et plus	1	1,8	101 720	17 519	15 833	33 352	11 116	...
Télévision – minisérie (2 à 6 épisodes)	22		26 867	163 276	125 471	288 746	79 305	93
29 999 \$ et moins	17	77,3	18 197	104 745	64 800	169 545	41 758	69
30 000 \$ à 59 999 \$	4	18,2	40 434	35 132	36 782	71 914	21 787	21
60 000 \$ à 99 999 \$	–	–	–	–	–	–	–	–
100 000 \$ et plus	1	4,5	120 000	23 398	23 889	47 287	15 761	3
Télévision – série (7 épisodes et plus)	39		103 274	1 149 674	928 072	2 077 746	469 710	645
29 999 \$ et moins	3	7,7	26 100	17 677	12 657	30 335	9 835	27
30 000 \$ à 59 999 \$	11	28,2	43 584	140 832	89 848	230 680	61 414	121
60 000 \$ à 99 999 \$	12	30,8	75 096	306 429	186 153	492 582	120 657	193
100 000 \$ et plus	13	33,3	197 600	684 735	639 414	1 324 149	277 804	304
Vidéoclub	31		35 808	248 329	316 831	565 160	145 646	...
29 999 \$ et moins	4	12,9	23 682	23 669	32 434	56 103	12 787	...
30 000 \$ à 59 999 \$	27	87,1	37 604	224 660	284 397	509 057	132 859	...
60 000 \$ à 99 999 \$	–	–	–	–	–	–	–	...
100 000 \$ et plus	–	–	–	–	–	–	–	...

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

2. Comprend une production en format géant.

Source : SODEC.

La valeur cumulative des contrats de doublage, soutenus par le crédit d'impôt, a connu une diminution de 46 % par rapport à l'année précédente, soit une valeur totale de 11,2 M\$ comparativement à 20,6 M\$. Les entreprises ont déboursé en moyenne 48 168 \$ par production doublée comparativement à 64 684 \$ en 2002-2003. Comme ces chiffres s'expliquent essentiellement par le fait que moins de films pour le cinéma ont été certifiés durant l'année, l'écart sera vraisemblablement corrigé l'an prochain.

En effectuant un découpage par tranches de valeur (29 999 \$ et moins, entre 30 000 \$ et 59 999 \$, entre 60 000 \$ et 99 999 \$, et 100 000 \$ et plus) et selon chacun des marchés visés, on observe que les coûts de doublage varient énormément.

Ainsi, en 2003-2004, le coût moyen du doublage des films destinés au marché des salles est de 57 000 \$. Cependant, les deux tiers (56) des films ont coûté entre 30 000 \$ et 60 000 \$, soit une moyenne de 43 436 \$.

Dans le cas des productions télévisuelles, une segmentation selon le format offre un portrait plus précis. Au total, 49 téléfilms ont coûté moins de 30 000 \$ en frais de doublage, le coût moyen s'élevant à 7 500 \$. En outre, 17 des 22 miniséries (de deux à six épisodes) doublées se situent dans cette même fourchette, leur coût moyen étant de 18 197 \$.

Les séries (sept épisodes et plus) nécessitent évidemment de plus gros investissements, comme en témoigne le coût moyen des contrats qui atteint 103 274 \$ pour 39 séries doublées. Le tiers des séries (13) se situent dans la fourchette des contrats de 100 000 \$ et plus, le coût moyen de doublage pour ces dernières s'élevant à 197 600 \$. Près d'un autre tiers, soit 12 séries (31 %), affichent des coûts de doublage se situant entre 60 000 \$ et 99 999 \$, soit un coût moyen de 75 096 \$. Enfin, 11 séries (28 %) ont coûté moins de 60 000 \$ en frais de doublage, le coût moyen des contrats étant de 43 584 \$.

Des 31 productions destinées au marché des vidéoclubs, 27 productions ont nécessité des dépenses de doublage se situant entre 30 000 \$ et 59 999 \$, et dont le coût moyen est de

37 604 \$. Par comparaison, le coût moyen des contrats de doublage de l'ensemble des productions destinées à ce marché atteint 35 808 \$.

Les services de production

Le crédit d'impôt pour services de production est une mesure fiscale destinée à favoriser le Québec comme plateau de tournage et comme lieu de réalisation de services techniques (postproduction, effets spéciaux, etc.).

Un premier cycle de cinq années d'existence vient de se clore avec un total de 109 productions étrangères acceptées. La part québécoise des devis pour l'ensemble de ces productions représente 768,9 M\$ et les dépenses de main-d'œuvre

Tableau 11.4
Productions¹ cinématographiques et télévisuelles et montant du crédit d'impôt attribué selon l'année de tournage, Québec, de 1998 à 2003

Année	Projets	Part québécoise du devis	Dépenses de main-d'œuvre admissibles	Crédit d'impôt attribué
	n		\$	
1998	11 ^r	73 791 450 ^r	27 274 803 ^r	3 000 231 ^r
1999	16 ^r	82 942 609 ^r	34 961 828 ^r	4 416 644 ^r
2000	23 ^r	190 594 719 ^r	56 286 293 ^r	6 659 649 ^r
2001	24 ^r	185 920 490 ^r	61 026 062 ^r	6 978 219 ^r
2002	24 ^r	195 175 985 ^r	67 439 181 ^r	8 450 162 ^r
2003	11	40 443 700	20 244 142	3 422 807
Total	109	768 868 953	267 232 309	32 927 712

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle.

Source : SODEC.

admissibles s'élèvent à 267,2 M\$. Le crédit d'impôt attribué atteint 32,9 M\$.

Durant l'année financière qui vient de se terminer, 40 productions ont obtenu un crédit d'impôt pour services de production, soit 37 % de l'ensemble des projets autorisés depuis 1999-2000. Les devis de dépenses québécoises de ces 40 projets totalisent 197,6 M\$, et les dépenses admissibles de main-d'œuvre québécoise atteignent 79,3 M\$.

Les résultats présentés ci-dessus sont basés sur la date d'émission de la décision préalable qui diffère de celle de la fin des travaux effectués au Québec. Afin de livrer un portrait plus juste des retombées économiques de cette mesure, le tableau 11.4 propose une répartition des décisions préalables selon l'année de fin de tournage des produc-

tions. En effet, une demande de crédit d'impôt pour services de production est généralement déposée à la SODEC après le tournage, qui a le plus souvent lieu durant la période estivale, ou après la postproduction. Par conséquent, les données selon l'année de tournage sont fragmentaires concernant 2003. Ainsi, les données de ce tableau sont appelées à être rétroactivement modifiées au fur et à mesure du dépôt de l'information. Les 24 productions tournées en 2002 ont obtenu un crédit d'impôt remboursable durant l'année financière 2002-2003 (5 productions) et 2003-2004 (19 productions). Le soutien des 24 productions tournées en 2001 est réparti sur trois années financières : 3 productions en 2001-2002, 15 en 2002-2003 et 5 en 2003-2004. À l'évidence, l'analyse des tournages effectués en 2003 ne pourra être réalisée que l'an prochain. Par

contre, on observe qu'il y a eu le même nombre de tournages étrangers en 2001 et en 2002. Cette dernière année, la part québécoise des devis des 24 productions a été de 195,2 M\$ pour des dépenses de main-d'œuvre de 67,4 M\$. Ainsi, 35 % des dépenses effectuées au Québec sont attribuables à des dépenses de main-d'œuvre, notamment du personnel de création, artistique et technique.

En ce qui concerne l'année 2002, la contribution du gouvernement du Québec est estimée à un peu moins de 8,5 M\$ pour des productions cinématographiques et télévisuelles étrangères. Pour ce qui est de l'année 2003, les données au 31 mars 2004 indiquent une dépense fiscale de 3,4 M\$. Ce crédit d'impôt est par ailleurs récupéré à l'occasion des activités générées par les diverses dépenses de production ainsi que sous forme de

Tableau 11.5

Productions¹ cinématographiques et télévisuelles visées, par année de tournage selon le pays d'origine, Québec, de 1998 à 2003

Pays	1998		1999		2000		2001		2002		2003		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Allemagne	1	9,1	—	—	1	4,3	4	16,7	3	12,5	—	—	9	8,3
Australie	—	—	1	6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	0,9
Canada	3	27,3	3	18,8	4	17,4	3	12,5	3	12,5	—	—	16	14,7
Corée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	9,1	1	0,9
Danemark	—	—	1	6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	0,9
États-Unis	7	63,6	9	56,3	15	65,2	16	66,7	17	70,8	10	90,9	74	67,9
France	—	—	2	12,5	1	4,3	—	—	1	4,2	—	—	4	3,7
Hongrie	—	—	—	—	1	4,3	—	—	—	—	—	—	1	0,9
Pays-Bas	—	—	—	—	—	—	1	4,2	—	—	—	—	1	0,9
Royaume-Uni et Danemark	—	—	—	—	1	4,3	—	—	—	—	—	—	1	0,9
Total	11	100,0	16	100,0	23	100,0	24	100,0	24	100,0	11	100,0	109	100,0

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle.
Source : SODEC.

revenu de taxation sur les achats et autres dépenses effectuées par les salariés et les entreprises qui ont travaillé à ces productions.

La provenance des producteurs étrangers est une information fort utile à celui qui souhaite ren-

forcer cette activité. Des 24 productions de 2002, 17 sont originaires des États-Unis, soit 71 % des films soutenus. Le Canada et l'Allemagne suivent de loin avec 3 productions chacun (13 %). Une seule production est originaire de France. En

2001, 16 productions étaient américaines (67 %), 4 productions étaient d'origine allemande (17 %) et 3, d'origine canadienne (13 %). Une production néerlandaise complète les 24 productions tournées cette année-là.



Là-haut
de Pierre Shoendoerffer

L'Annexe statistique

un complément à
la publication

Statistiques sur l'industrie du film, édition 2004

Pour compléter la publication intitulée *Statistiques sur l'industrie du film*, l'Institut de la statistique du Québec offre *L'Annexe statistique* qui contient la totalité des données disponibles sur l'évolution récente de ce secteur d'activité culturelle.

L'information y est présentée dans l'ordre du cycle de vie d'un film, c'est-à-dire de la création jusqu'à l'étape de la conservation. On y trouve donc aussi des données sur la distribution, l'exploitation en salles et même certaines données sur les clubs vidéo.

L'Annexe statistique

Bon de commande

À remplir en lettres moulées S.V.P.

Nom : _____

Fonction/direction/service : _____

Organisme/entreprise : _____

Adresse : _____

Municipalité : _____

Province : _____

Code postal :

Téléphone :

Télécopieur :

L'Annexe statistique, 2004

Quantité Total

18,95 \$

\$

+ TPS (7 %)
142 890 300

\$

+ TVQ (7,5 %)
1022232424

\$

Total

\$

Toute commande est payable par chèque ou
mandat-poste à l'ordre de l'Institut à
l'adresse suivante :

Institut de la statistique du Québec
Centre d'information et de documentation
200, chemin Sainte-Foy, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Réalisé par l'Institut de la statistique du Québec, avec la collaboration de plusieurs organismes intéressés à l'activité cinématographique, ce document réunit les informations et les analyses nécessaires pour en saisir toute l'ampleur.

Ainsi, on y trouve la liste des longs métrages réalisés, la valeur de la production québécoise, le nombre de films examinés et classés, de même que le nombre des titulaires d'un permis spécial de distributeur.

On y apprend également que, compte tenu de la population et du degré de développement, l'activité relative à l'industrie du film au Québec soutient avantageusement la comparaison avec les résultats obtenus ailleurs.

Cette publication fait non seulement le tour complet de l'industrie du film mais elle permet aussi, grâce à la pertinence des sujets choisis, de bien saisir toute la réalité de cette partie importante de la vie socioculturelle québécoise.



**CINÉMATHEQUE
QUÉBÉCOISE**
Musée du cinéma

**Institut
de la statistique**

Québec



Avec la participation de :

- Régie du cinéma
- Société de développement des entreprises culturelles

ISBN : 2-551-22536-1



9 782551 225361

18,95 \$

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Imprimé au Québec, Canada